Ministère de l'Éducation, de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Québec 🐼 🔯

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

RÉPONSES À LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉE À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

NOTE

Cette demande de « renseignements généraux » s'adresse à tous les ministères et autres organismes tels les offices, régies, sociétés, conseils, secrétariats, commissions, agences régionales de développement des réseaux locaux de services de santé et de services sociaux, et commissions scolaires.

- 1. Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2014-2015 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- 2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015 :
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
- 3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016:
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
 - e) le but visé par chaque dépense;

- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
- 4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe:

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
- 5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
- 6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.
- 7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;

- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- 8. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
- 9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
- 10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- 11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :
 - a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;

- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.
- 12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
 - a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - 1) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- 13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:
 - a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
 - k) type perfectionnement ou ressourcement:
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
- 14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
 - a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;

- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables.
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- 1) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

15.

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- 1) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

- a) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
- 17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2014 en indiquant pour chacun d'eux :
 - a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- 18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
 - a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts:
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :
 - a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du

personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

- 20. Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
- 21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
 - a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
- 22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
 - a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2015-2016.
- 23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :
 - a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels personnel de soutien, fonctionnaire, etc.);
 - b) prévisions pour 2015-2016;
 - c) par catégorie d'âge.
- 24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
 - a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- 25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :
 - a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

- 26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
- 27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
 - a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
- 28. Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
 - a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - b) les mandats de chacune de ces personnes;
 - c) les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - d) le résultat du travail effectué;
 - e) les échéances prévues;
 - f) les sommes impliquées.
- 29. Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
- 30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :
 - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information:
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
- 31. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :
 - a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
- 32. La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles

- 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
- 33. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.
- 34. Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.
- 35. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.
- 36. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
- 37. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
- 38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.
- 39. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
- 40. Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne,
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
- 41. Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés;
 - c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.

- 42. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
- 43. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
- 44. Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
- 45. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
- 46. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.
- 47. Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.
- 48. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé:
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
- 49. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés d'état, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :
 - a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

50.

a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir

- pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
- 51. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
- 52. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre:
 - a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
 - b) du chantier sir ;a révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État:
 - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
 - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2015-2016.

- 53. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
- 54. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :
 - a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2014-2015:

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.)
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et les titres fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

RÉPONSE

Voir annexes

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
Edmonton (Alberta)	1 au 4 avril 2014	Congrès de l'Alliance canadienne du tourisme sportif.	1 606,67 \$
Vancouver (Colombie-Britanique)	5 au 7 avril 2014	Participation au "2014 Digital learning spring conference" de Vancouver avec la délégation de Leading English Education and Resource Network (LEARN). Les frais d'inscription et les coûts du transport aérien et de l'hébergement ont été assumés par LEARN	663,12 \$
Fredericton (Nouveau-Brunswick)	8 au 12 avril 2014	Participation à un Symposium international en matière d'évaluation des apprentissages.	2 142,57 \$
Toronto (Ontario)	9 au 11 avril 2014	Participation à une rencontre de travail avec les sous-ministres de l'éducation de l'Ontario et les responsables d'une étude sur la gouvernance des conseils scolaires en Ontario.	2 812,49 \$
Ottawa (Ontario)	10 au 11 avril 2014	Représentation du ministère à une rencontre sur la mise en œuvre des modifications réglementaires au Programme des étudiants étrangers de Citoyenneté et Immigration Canada.	514,51 \$
Ottawa (Ontario)	11 avril 2014	Rencontre de travail sur les dispositions transitoires à mettre en place dans le cadre des modifications réglementaires au Programme des étudiants étrangers en lien avec l'Accord Canada-Québec.	136,01 \$
Ottawa (Ontario)	5 au 8 mai 2014	Participation au comité de gestion stratégique du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) qui se réunit deux fois par année pour discuter des questions sur l'éducation et l'enseignement supérieur. Les coûts ont été assumés par le CMEC.	- \$

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
Ottawa (Ontario)	6 au 8 mai 2014	Participation à deux rencontres pour le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation (CSCE), soit le comité de gestion stratégique et le comité directeur PISA-EJET.	- \$
		L es coûts ont été assumés par le CMEC	
Windsor (Ontario)	10 au 17 mai 2014	Rencontre du comité organisateur de l'Expo-sciences pancanadienne 2016 qui aura lieu à Montréal.	- \$
		Les coûts ont été assumés par la Commission scolaire Lester B. Pearson	
Tournto (Ontorio)	11 ov 14 mai 2014	Descrite de conscient de condication de management de la conscient de CMEC, avec comme Europea et Destination Client appearte de	¢
Toronto (Ontario)	11 au 14 mai 2014	Rencontre des sous comité de coordination des programmes de langues officielles du CMEC: programme Explore et Destination-Clic et rencontre des deux comités relatifs aux programmes de langues secondes.	- \$
		Les coûts ont été assumés par le CMEC.	
Toronto (Ontario)	12 au 14 mai 2014	Rencontre des sous comité de coordination des programmes de langues officielles du CMEC: programme Explore et Destination-Clic et rencontre des deux comités relatifs aux programmes de langues secondes.	- \$
		Les coûts ont été assumés par le CMEC.	
Toronto (Ontario)	26 au 28 mai 2014	Participation à la rencontre annuelle du Groupe consultatif de spécialistes en littératie et en alphabétisation (GCSLA) et du sous-comité sur l'alphabétisation des adultes du CMEC dont le mandat de formuler des recommandations sur le Plan d'action sur la littératie et l'alphabétisation du Conseil et de favoriser le dialogue sur ces questions à l'échelle pancanadienne.	1 072,13 \$
Halifax (Nouvelle-Écosse)	1 au 4 juin 2014	Participation à la rencontre annuelle des Registraires de l'agrément du personnel enseignant organisée par le Conseil des ministres du Canada et portant principalement sur la mise en œuvre de la Loi sur la mobilité de la main-d'oeuvre enseignante et l'Accord sur le commerce intérieur.	1 486,87 \$

Annexe 1

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
Ottawa (Ontario)	4 au 6 juin 2014	Participation au conseil d'administration de l'Association canadienne des entraîneurs (ACE) à titre de responsable de la formation des entraîneurs au Québec.	153,96 \$
		Le coût du billet d'avion et des frais d'hébergement ont été assumés par l'ACE .	
Toronto (Ontario)	9 au 10 juin 2014	Participation à la réunion du Comité des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux.	1 536,53 \$
Ottawa (Ontario)	15 au 17 juin 2014	Représentation du ministère aux réunions du Comité consultatif provincial et territorial et du Comité consultatif fédéral-provincial sur les activités internationales liées à l'enseignement supérieur.	403,32 \$
Ottawa (Ontario)	15 au 18 juin 2014	Représentation du ministère aux réunions du Comité consultatif provincial et territorial et du Comité consultatif fédéral-provincial sur les activités internationales liées à l'éducation.	724,23 \$
Ottawa (Ontario)	15 au 18 juin 2014	Participation du ministère aux rencontres suivantes: Comité consultatif provincial territorial sur les activités internationales liées à l'éducation, Comité consultatif fédéral provincial territorial sur les activités internationales reliées à l'éducation et Table ronde nationale sur la promotion de l'éducation.	961,79 \$
Toronto (Ontario)	19 et 20 juin 2014	Représentation du ministère aux réunions du Comité consultatif provincial et territorial et du Comité consultatif fédéral-provincial sur les activités internationales liées à l'enseignement supérieur.	729,78 \$

				4
A i	nn	ev	e	•

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
Toronto (Ontario)	19 au 31 juin 2014	Représentation du ministère à la réunion du Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation, un partenariat entre le CMEC et Statistiques Canada et rencontre avec le sous-ministre de l'Éducation de l'Ontario.	734,10 \$
Winnipeg (Manitoba)	5 au 9 juillet 2014	Participation à la Conférence canadienne des chefs négociateurs en éducation regroupant une vingtaine de représentantes et de représentants de comités patronaux de négociation et des ministères de l'Éducation des dix provinces canadiennes et des Territoires. Coûts assumés par le comité patronal de négociation pour les commissions scolaires anglophones	- \$
Charlottetown (Ile-du-Prince- Édouard)	6 au 10 juillet 2014	Participation à la réunion du Comité consultatif des sous-ministres, à la réunion du CMEC et au Forum conjoint FMMT-CMEC sur les compétences. Les coûts de transp ort et d'hébergement de M. Pelletier ont été assumés par le CMEC.	3 933,44 \$
Halifax (Nouvelle-Écosse)	7 au 10 juillet 2014	Réunion du CMEC et participation au Forum conjoint FMMT-CMEC sur les compétences.	1 426,36 \$
Prince George (Colombie-Britanique)	22 au 25 septembre 2014	Deuxième rencontre des chefs et des assistants chefs de mission des jeux du Canada 2015.	1 686,95 \$
Halifax (Nouvelle-Écosse)	24 au 27 septembre 2014	Représentation du ministère à la réunion des membres du Conseil des gouverneurs de l'Association canadienne de langue française (ACELF) et participation au 67e congrès annuel et à l'Assemblée générale annuelle de l'organisme.	1 408,83 \$

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
Toronto (Ontario)	7 au 8 octobre 2014	Participation à la rencontre du CMEC pour les coordonnateurs provinciaux des enquêtes internationales et pancanadiennes (PPCE, PISA, TEIMS, PIRLS	- \$
		etc.).	
		Les frais de déplacement et d'hébergement ont été assumés par le CMEC	
Toronto (Ontario)	14 au 16 octobre 2014	Participation à la conférence canadienne des tests du GED.	1 191,45 \$
Toronto (Ontario)	14 au 10 0010010 2014	a despation a la conference canadicinie des tests du GLD.	1 171,43 ψ
Toronto (Ontario)	20 au 22 octobre 2014	Participation à la réunion du Comité sport, activité physique et loisir fédéral - provincial - territorial.	1 761,80 \$
Toronto (Ontario)	20 au 23 octobre 2014	Participation à deux rencontres pour le Conseil des statistiques canadiennes de l'Éducation.	- \$
Toronto (Ontario)	20 44 25 0010010 2011	a detail de de la reflectite de pour le consert des statistiques canadiennes de l'Eddeadon.	Ψ
		Les coûts de déplacement et d'hébergement ont été assumés par le CMEC.	
Toronto (Ontario)	20 au 23 octobre 2014	Participation au comité de gestion stratégique du CMEC pour discuter des questions concernant l'éducation et l'enseignement supérieur.	- \$
		Les coûts ont été assumés par le CMEC.	
		les cours ou et assumes pur le cirille.	
Toronto (Ontario)	22 au 24 octobre 2014	Rencontre du Conseil consultatif de l'Association canadienne d'éducation à titre de membre du conseil.	- \$
, ,			
		Les coûts ont été assumés par l'ACE	
St-John's (Terre-Neuve)	27 au 30 octobre 2014	Participation au 52 ^e Congrès annuel de l'Association canadienne pour les études supérieures (ACES).	2 461,98 \$

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
Toronto (Ontario)	1 au 7 novembre 2014	Participation à la rencontre annuelle des Registraires de l'agrément du personnel enseignant organisée par le CMEC ainsi qu'au Forum international des autorités de réglementation de la profession enseignante (IFTRA) et à la conférence "Inspirer la confiance au public".	3 361,53 \$
Toronto (Ontario)	2 au 5 novembre 2014	Rencontre des sous comité de coordination des programmes de langues officielles du CMEC: programme Explore et Destination-Clic et rencontre des deux comités relatifs aux programmes de langues secondes. Les coûts ont été assumés par le CMEC.	- \$
Toronto (Ontario)	3 au 6 novembre 2014	Participation aux trois activités du Centre des compétences et de l'éducation postsecondaire au Canada.	874,45 \$
Ottawa (Ontario)	5 au 7 novembre 2014	Conférence Petro-Canada Sport Leadership sportif 2014 à titre de responsable de la formation des entraîneurs au Québec pour l'Association canadienne des entraîneurs. Les coûts de transport et d'hébergement ont été assumés par l'ACE	110,97 \$
Toronto (Ontario)	15 au 18 novembre 2014	Représentation du ministère au Sous-comité des finances et des priorités du CMEC.	3 050,74 \$
Toronto (Ontario)	16 au 19 novembre 2014	Participation aux échanges sur les différentes interventions en ce qui a trait à la promotion du loisir et du sport et au développement des communautés avec les autres provinces canadiennes afin d'arrimer le National Recreation Framework avec la Politique canadienne du sport et les politiques pancanadiennes en vigueur en activité physique.	1 595,51 \$

Annexe 1

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
Ottawa (Ontario)	23 au 24 novembre 2014	Participation à la réunion de la Commission sectorielle Éducation de l'UNESCO portant sur le suivi du développement des dossiers prioritaires dans le domaine de l'éducation.	420,24 \$
Toronto (Ontario)	23 au 25 novembre 2014	Représentation du ministère à la réunion du Comité consultatif provincial et territorial sur l'éducation internationale et au Comité consultatif fédéral-provincial sur les activités internationales en éducation.	1 140,33 \$
Toronto (Ontario)	23 au 25 novembre 2014	Participation aux rencontres provinciales-territoriales et fédérales-provinciales-territoriales de groupes de travail sur les activités internationales en éducation. Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre des activités courantes du CMEC auxquelles participe le ministère.	551,75 \$
Jasper (Alberta)	2 au 5 décembre 2014	Rencontres du Comité consultatif des sous-ministres de l'éducation (CCSME).	1 668,52 \$
Jasper (Alberta)	2 au 6 décembre 2014	Rencontres du Comité consultatif des sous-ministres de l'éducation (CCSME).	4 614,27 \$
Toronto (Ontario)	9 au 10 février 2015	Représentation du ministère à la 6e réunion du comité consultatif du Programme d'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA). Les coûts ont été assumés par le CMEC.	- \$
Prince George (Colombie-	9 février au 2 mars 2015	Encadrement de la délégation du Québec aux Jeux du Canada 2015 à Prince George en Colombie-Britannique. La délégation était composée de 15	CT
		membres de la mission et d'environ 355 athlètes, entraîneurs et entraîneuses.	6039,20 \$ *

	_		ex		1
А	n	n	e^{x}	-	

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
Toronto (Ontario)	10 au 12 février 2015	Participation à la rencontre du CMEC pour les coordonnateurs provinciaux des enquêtes internationales et pancanadiennes (PPCE, PISA, TEIMS, PIRLS etc.). Les coûts ont été assumés par le CMEC	- \$
Prince George (Colombie-	10 février au 15 février	Représentation du ministère aux Jeux du Canada et rencontre des ministres du Sport.	2 727,15 \$
Britanique)	2015		
Prince George (Colombie- Britanique)	11 au 15 février 2015	Participation à la Conférence des ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables du sport, de l'activité physique et des loisirs et à la Cérémonie d'ouverture des Jeux du Canada.	3 154,73 \$
Toronto (Ontario)	24 au 26 février 2015	Participation à deux rencontres du Groupe de travail sur les taux d'obtention du diplôme d'études secondaires. Les coûts ont été assumés par le CMEC.	- \$

^{*} Les données sont en date du 28 février 2015. Puisque le voyage n'était pas terminé, le montant de 6 039,20 \$ est celui prévu lors de la demande d'autorisation.

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
Guadalajara, Mazatlan, Puebla et Oaxaca (Mexique)	2 au 13 avril 2014	Mission au Mexique dont l'objectif est le recrutement d'étudiants mexicains de 2e et 3e cycle, l'accompagnement des représentants de six universités québécoises, et la représentation du gouvernement du Québec à la journée du Québec-Jalisco à Guadalajara.	2 908,48 \$
Dakar (Sénégal)	29 avril au 4 mai 2014	Participation à la 11e réunion ministérielle de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la francophonie (CONFEJES) dont les sujets sont notamment: rapport du secrétaire général, bilan de la programmation de 2013, rapport des commissaires aux comptes, délivrance du quitus de gestion du secrétaire général par délégation de la Conférence ministérielle, adoption du budget de fonctionnement 2014. La participation du Québec à la CONFEJES est un élément important de rayonnement du Québec dans la francophonie mondiale. Les coûts d'hébergement ont été assumés par la CONFEJES.	3 566,79 \$
Hanoï (Vietnam)	9 au 23 mai 2014	Co-animation d'un atelier de formation en évaluation centrée sur les compétences. Préparation du bilan et de l'évaluation du projet avec les autorités du ministère du Travail vietnamien (MOLISA) et l'administrateur de programme à l'association pour la Promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger (APEFE). La contribution de l'experte du MELS permet de concrétiser des engagements du Ministère avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour la mise en oeuvre de son Programme d'appui aux politiques nationales de formation professionnelle et technique. Les coûts ont été assumés par l'OIF.	- \$
Dakar (Sénégal)	18 au 24 mai 2014	Participation à la réunion des décideurs et à la réunion du groupe de travail des correspondants nationaux des États et gouvernements membres du Bureau de la CONFEMEN. Cette dernière réunion avait pour objet d'examiner les documents préparatoires à la 56e session ministérielle de la CONFEMEN et d'assurer un suivi des recommandations issues de la 55e session ministérielle, tenue en décembre 2012 à Ndjaména (Tchad). Quant à la réunion des décideurs. Elle se veut en lien avec la réforme du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN et préparatoire à la 56e session ministérielle.	3 157,34 \$
Dublin (Irlande)	25 au 30 mai 2014	Participation à la 3e rencontre des coordonnateurs d'enquêtes qui porte sur la mise à l'essai du programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS): opérations d'échantillonnage, développement du PIRLS (tâches, tutoriel, questionnaire), examen des items, des guides de correction et des questionnaires (parent/tuteur, élève, enseignant, école).	3 904,65 \$

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
San Diego (États-Unis)	25 au 31 mai 2014	Représentation du ministère à la Conférence annuelle de l'Association of International Educators (NAFSA).	2 694,32 \$
San Diego (États-Unis)	22 au 27 juin 2014	Représentation du ministère au Congrès international de la Biotechnology Industry Organization (BIO 2014). Les coûts du déplacement du ministre ont été assumés par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.	3 869,74 \$
Abidjan (Côte d'Ivoire)	5 au 13 juillet 2014	Participation à la réunion de la Commission administrative et à la réunion des correspondants nationaux ainsi qu'à la 56e session ministérielle dont le thème est "Éducation inclusive et de qualité pour tous en Francophonie". Cette rencontre vise à formuler des recommandations pour améliorer les politiques éducatives ainsi que l'adoption du Plan d'action 2015-2016 et le budget afférent. Elle vise également à valider la décision du Bureau au regard du renouvellement du mandat du secrétaire général. Les coûts d'hébergement ont été assumés par le pays hôte.	3 361,83 \$
Abidjan (Côte d'Ivoire)	8 au 13 juillet 2014	Représentation du ministère à la 56e session ministérielle dont le thème est "Éducation inclusive et de qualité pour tous en Francophonie. Les coûts du déplacement du ministre ont été assumés par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.	5 514,98 \$
Paris (France)	9 au 16 août 2014	Participation à la 5e rencontre des coordonnateurs d'enquêtes qui porte sur l'étude principale de la tendance de l'enquête internationale en mathématique et en science qui se déroulera au printemps 2015. Les représentants de plus de 60 pays et d'instances y participent pour réviser et finaliser le matériel d'enquête ainsi que pour mettre au point les procédures de collecte de données. Le Québec prend part aux rencontres des coordonnateurs à titre de participant de référence.	4 152,97 \$
Munich (Allemagne) Winterthur (Suisse)	13 au 20 septembre 2014	Accompagnement d'élèves du Québec sélectionnés dans le cadre du programme d'échange de six mois du MELS géré par l'organisme Éducation internationale et rencontre avec l'organisme partenaire allemand de ce programme. Participation à un congrès international sur la formation professionnelle et sur le système DUAL en Suisse et à certaines rencontres avec des interlocuteurs allemands en lien avec le système DUAL allemand. Une partie des coûts ont été assumés par l'organisme Éducation internationale.	1 223,69 \$

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
Prague (République tchèque)	13 au 20 septembre 2014	Accompagnement des universités québécoises à la conférence de l'European Association for International Education (EAIE).	13 548,27 \$
Marseille (France)	18 au 23 octobre 2014	Participation aux Premières rencontres du Réseau international Éducation et diversité. Les coûts ont été assumés par l'Université d'Aix-Marseille	- \$
Dakar (Sénégal)	20 au 26 octobre 2014	Participation au colloque international d'offre de formation francophone "États des lieux et perspectives" organisé par l'Académie nationale des sciences et technique du Sénégal (ANSTS), qui s'est déroulé en marge du XVe Sommet de la Francophonie. Une partie des coûts ont été assumés par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.	471,03 \$
Shanghai, Jinan, Beijing (Chine)	23 au 31 octobre 2014	Support au Premier ministre et accompagnement la délégation en matière d'enseignement supérieur et de recherche qui constituait un des objectifs de la mission. Des ententes de partenariat entre le Québec et la Chine ont été signées.	4 865,58 \$
Bruxelle (Belgique)	4 au 7 novembre 2014	Participation au projet de coopération entre la région de Bruxelle-Capitale et le gouvernement du Québec 2013-2014. Les coûts ont été assumés par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.	- \$
Paris (France)	15 au 16 décembre 2014	Représentation du CMEC à la 13e rencontre du Conseil des pays participants dans le cadre des travaux de l'enquête du Programme pour l'évaluation internationale de compétences des adultes (PEICA) gérée par l'OCDE. Le CMEC est représenté par une personne désignée. Sa mission est de défendre les intérêts des provinces et territoires et de faire valoir son expertise dans ce domaine. Les coûts ont été assumés par le CMEC.	- \$

DESTINATION	DATE	BUT DE LA MISSION	MONTANT
Dakar (Sénégal)	15 au 20 décembre 2014	Participer à la réunion du Comité de pilotage pour la gestion du projet pilote des premières évaluations groupées du Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC). Cette réunion a pour objectif d'examiner l'état de mise en œuvre des décisions et recommandations entérinées par le Bureau de la CONFEMEN, à Abidjan (Côte d'Ivoire) en juillet 2014, et d'analyser les divers documents, dont le plan d'action du budget de 2015. Les coûts ont été assumés par la CONFEMEN.	- \$
Lisbonne (Portugal)	25 au 29 janvier 2015	Participation à la rencontre internationale de formation pour la séance de correction du PISA 2015. La coordonnatrice a été invitée par le CMEC à agir à titre de chef de correction en science pour la session de correction canadienne du PISA. L'OCDE organise trois jours de formation sur les grilles de correction des items à réponse construites. Les coûts ont été assumés par le CMEC.	- \$
Floriane (Malte)	1 au 6 février 2015	Participation à la 4e rencontre des coordonnateurs d'enquête qui porte sur la mise à l'essai, au printemps 2015, du programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS et ePIRLS). La représentante du Québec siège au comité des questionnaires du PIRLS.	2 884,65 \$
Paris (France)	17 au 22 février 2015	Représentation du Québec à la Réunion de consultation régionale des États d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord (pays du Groupe 1 de l'UNESCO) sur l'agenda de l'éducation pos-2015.	5 783,88 \$
Londres (Royaume-Uni) Édimbourg (Écosse)	27 février au 9 mars 2015	Participation aux entrevues de sélection des candidats de la cohorte 2015-2016 et organisation de rencontres de travail avec les partenaires du Programme international d'assistants de langues du Royaume-Uni au British Council.	CT 4913,40 \$ *

^{*} Les données sont en date du 28 février 2015. Puisque le voyage n'était pas terminé, le montant de 4 913,40 \$ est celui prévu lors de la demande d'autorisation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyage fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et dirigeants d'organismes pour l'année financière 2014-2015 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RÉPONSE

Le tableau ci-dessous présente les coûts de transport aérien, au Québec, pour le ministre et les membres de son cabinet en 2014-2015.

Itinéraire	Date	Coût
Québec / Baie-Comeau / Sept-Iles / Québec	29 au 30 mai 2014	8 832,51 \$
Montréal / Québec / Roberval / Sept-Iles / Québec / Montréal	16 juin 2014	3 435,72 \$
Montréal / Québec / Sept-Iles / Natashquan / Québec / Montréal	30 juin au 1 juillet 2014	9 677,92 \$
Québec / Val-D'Or / Québec	9 septembre 2014	4 425,85 \$
Québec / Rimouski / Ste-Anne-des-Monts / Rocher Percé / Rivière-du-Loup / Québec	9 au 10 octobre 2014	6 147,51 \$
Montréal / Québec / Kuujjuaq / Aupaluk / Kuujjuarapik / Wemindji / Chibougamau / Québec / Montréal	14 au 17 octobre 2014	10 141,45 \$
Québec / Iles-de-la-Madeleine / Québec	30 au 31 octobre 2014	7 830,33 \$
Québec / Sept-Iles / Québec	15 novembre 2014	4 276,11 \$
Québec / Montréal / Québec	10 décembre 2014	1 405,56 \$

Données en date du 28 février 2015

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RÉPONSE

Aucun déplacement en avion ou en hélicoptère n'a été fait par le dirigeant de l'organisme.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RÉPONSE

Coût du transport aérien 2014-2015

Itinéraire	Date de départ Date de retour		Coût	
Val-d'Or/Québec/Val-d'Or	2014-09-01	2014-09-05	1 160,38 \$	
Val-d'Or/Montréal/Val-d'Or	2014-10-23	2014-10-24	668,29 \$	
Val-d'Or/Québec/Val-d'Or	2014-12-04	2014-12-05	946,53 \$	
Val-d'Or/Québec/Val-d'Or	2015-02-06	2015-02-06	711,48 \$	
Val-d'Or/Montréal/Val-d'Or	2015-02-19	2015-02-19	771,77 \$	
Total : 4 258,45 \$				

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RÉPONSE

Aucun déplacement en avion ou en hélicoptère au Québec n'a été fait pour l'année financière 2014-2015 par la dirigeante de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RÉPONSE

Aucun voyage ou déplacement en avion ou hélicoptère fait au Québec en 2014-2015 par le président du CCAFE.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2015

Demande de renseignements généraux

QUESTION

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune l'année financière 2014-2015:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RI	\mathbf{CPO}	NC.	H

Aucun voyage n'a été fait en avion ou en hélicoptère au Québec par la présidente.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RÉPONSE

2014-2015

	endroit	date départ	date retour	frais de transport
Part du Fonds de recherche du Québec - Santé des dépenses communes du bureau du scientifique en chef *	Bagot ville (Avion)	18-févr-15	18-févr-15	215 \$

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RÉPONSE

2014-2015

	endroit	date départ	date retour	frais de transport
Part du Fonds de recherche du Québec - Société et culture des dépenses communes du bureau du scientifique en chef *	Bagot ville (Avion)	18-févr-15	18-févr-15	215 \$

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RÉPONSE

2014-2015

	endroit	date départ	date retour	frais de transport
Part du Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies des dépenses communes du bureau du scientifique en chef *	Bagot ville (Avion)	18-févr-15	18-févr-15	215 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016:
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE

Publicité

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;

Appel de candidatures
Publicité obligatoire quotidiens dans
La Presse et Le Soleil 4 224,06 \$

b) les noms des firmes de publicité retenues;

Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

Contrat de gré à gré

d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;

Photographes

Louise Leblanc photographe	
Conférence de presse - Rentrée scolaire - École du Versant - 2 septembre 2014	180,00\$
Louise Leblanc photographe	
Conférence de presse - Mesure Ajout d'espace - École St-Bernard - 15	
septembre 2014	180,00\$
Patrick Deslandes photographe – Conférence de presse Institut national du	
sport - 19 septembre 2014	400,00\$

e) le but visé par chaque dépense;

Placement publicitaire pour un appel de candidatures

Publicité obligatoire, appel de candidatures pour réserve de correctrices ou correcteurs de l'épreuve unique d'écriture en français de cinquième secondaire.

Commandites

f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;

Commandites

Nom des événements et des organismes commandités	Montant accordé
Rencontre de discussion du Réseau recherche innovation Québec (RRIQ) à Québec le 10 décembre 2013 (a été payé en 2014-2015)	4 500 \$
Space Studies Program de l'International Space University à Montréal du 9 juin au 8 août 2014	10 000 \$
37 ^e édition du Prix annuel de l'Association pour l'enseignement de la science et de la technologie au Québec (AESTQ) à Montréal les 22, 23 et 24 octobre 2014	3 000 \$
Second colloque libre de l'Association pour le développement technologique en éducation (ADTE) au Collège Montmorency à Montréal le 2 avril 2015 (a été payé en 2014-2015)	3 500 \$
19 ^e édition du Congrès d'Études Inuit à l'Université Laval, à Québec du 29 octobre au 1 ^{er} novembre 2014	1 000 \$
16 ^e édition de l'événement annuel "Les filles et les sciences, un duo électrisant" à l'École de technologie supérieure (ÉTS) à Montréal le 14 mars 2015	4 000 \$

26 000 \$

Communiqués de presse

g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

CNW

Mois	Montant
Mars	10,40 \$
Avril	56,00 \$
Mai	20,80 \$
Juin	453,00 \$
Juillet	648,80 \$
Août	457,00 \$
Septembre	214,60 \$
Octobre	1066,52 \$
Novembre	352,92 \$
Décembre	127,60 \$
Janvier	138,56 \$
Février	935,00 \$
TOTAL	4 481,20 \$

Dossier	Article	Fournisseur	Mode octroi	Montant	But visé
Jeux du Canada	Épinglettes	Publicité Malga inc.	Invitation	5 488,31 \$	Identification des athlètes québécois.
	Crystal 3D	Pontbriand	Gré à gré	1 940,00 \$	Objet emblématique de la délégation du Québec pour les dignitaires.
	Cahier de notes et stylo	Publicité Malga inc.	Gré à gré	1 284,15 \$	Matériel pour les entraîneurs et les membres du personnel de mission de la délégation québécoise.
	Objet sonore	Publicité Malga inc.	Gré à gré	816,00 \$	Encourager les équipes du Québec.
			Sous-total	9 528,46 \$	
La Culture, toute une école!	Outil promotionnel autocollant	Étiquettes Multi- Actions inc.	Gré à gré	531,04 \$	Matériel distribué aux enseignants et destiné à faire la promotion la page Web du programme La culture à l'école.
			Sous-total	531,04 \$	
			TOTAL	10 059,50 \$	

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a fait aucune dépense en articles promotionnels ou en commandites.

La seule dépense effectuée par le Conseil supérieur de l'éducation en 2014-2015 est pour la parution, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science, d'une publicité dans certains journaux.

- Coût: 2 227,80 \$
- Fournisseur : Centre de services partagés Service de placement médias
- Mode d'octroi du contrat : Contrat conclu de gré à gré
- <u>But</u>: Cahier spécial Le Devoir 50^e anniversaire Rapport Parent

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE

Voir tableau ci-joint

SOMM	MES DÉPENSÉES en 2014-2015	NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ	MODE D'OCTROI DU CONTRAT	NOMS DES FOURNISSEURS	COÛTS	BUT VISÉ PAR LA DÉPENSE
Cartons promotionnels (450 cartons)		Ne s'applique pas	Soumissionnaire le plus bas sur invitation	Imprimerie Harricana (impression)	89 \$	Faire la promotion du simulateur minier présent à l'événement Québec Mines 2014 (novembre).
Banque de photo	ographies	Ne s'applique pas	Contrat négocié	Mathieu Dupuis	3 900\$	
Parapost		Agence secrète	Soumissionnaire le plus bas sur invitation	Ne s'applique pas.	Graphisme : 594 \$ Impression : 513 \$	Promotion du bulletin Mine@venir dans les événements et lors de la tenue de kiosque.
Bloc-notes (500)		Ne s'applique pas.	Soumissionnaire le plus bas sur invitation	Imprimerie Harricana	576\$	Outils promotionnels à remettre lors de grands événements comme Québec Mines ou lors de la tenue de kiosque.
Publicités (entente d'un	Mars 2014 Juin 2014	Même publicité réalisée par l'Agence	Ne s'applique pas	Revue AQISEP	5 000 \$	Sensibiliser les conseillers pédagogiques et les conseillers d'orientation aux différentes formations
an)	Octobre 2014 Décembre 2014 Mars 2015	secrète			*(entente d'un an avec AQISEP pour publication)	qui mènent à des carrières dans l'industrie minière et démystifier l'industrie.
Publireportage	Juin 2015 Octobre 2014 Article intitulé : « Un simulateur d'apprentissage crée comme un jeu vidéo : une présence remarquée lors de Québec Mines 2014 ».	Ne s'applique pas.	Ne s'applique pas.	Revue AQISEP	Graphisme : 75 \$ Rédaction à l'interne	Sensibiliser les conseillers pédagogiques et les conseillers d'orientation aux différentes formations qui mènent à des carrières dans l'industrie minière et démystifier l'industrie.
	Mars 2015 Article intitulé : « Des métiers et des professions diversifiés qui mènent à l'industrie minière : les connaissezvous? – Portrait de Mélissa Bisson	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas.		Graphisme et rédaction à l'interne	Sensibiliser les conseillers pédagogiques et les conseillers d'orientation aux différentes formations qui mènent à des carrières dans l'industrie minière et démystifier l'industrie.
	Juin 2015 Article intitulé : « Des métiers et des professions diversifiés qui mènent à l'industrie minière : les connaissezvous? – Portrait de Justine Arsenault	Ne s'applique pas	Ne s'applique pas.		Graphisme et rédaction à l'interne	Sensibiliser les conseillers pédagogiques et les conseillers d'orientation aux différentes formations qui mènent à des carrières dans l'industrie minière et démystifier l'industrie.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE

a) La ventilation des sommes dépensées – Année 2014-2015 (1^{er} juillet au 30 juin)

Pour 2014-2015, le budget de promotion et de publicité de l'ITHQ est de 265 700 \$. Ce budget est réparti selon les différentes unités administratives, comme suit :

- 118 000 \$ École de l'Institut : promotion des programmes de l'offre de formation de l'ITHQ;
- 70 700 \$ Hôtel/Restaurant/Banquets et réunions
- 70 000 \$ Direction des communications : recrutement d'étudiants étrangers et publicité et promotion institutionnelle;
- 5 000 \$ Centre d'expertise et de recherche en hôtellerie et en restauration;
- 2 000 \$ Ressources humaines : affichage de concours.

La ventilation des sommes dépensées du 1^{er} juillet 2014 au 10 mars 2015, soit 226 190,31 \$ est jointe en annexe. Le solde de 39 509,69 \$ sera dépensé d'ici la fin de l'année financière.

b) les noms des firmes de publicité

L'ITHQ n'a pas retenu les services d'une firme de publicité en 2014-2015. Tous les placements publicitaires sont faits par le Centre des services partagés du Québec (CSPQ).

c) le mode d'octroi du contrat

Contrat de gré à gré avec le CSPQ pour 2014-2015.

d) les noms des fournisseurs

Voir l'annexe (rubrique « Détails »)

e) le but visé par chaque dépense

Voir l'annexe (rubrique « Détails »)

f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire

L'ITHQ n'a pas fait de dépense de commandite ni fait l'achat d'articles promotionnels au cours de l'année 2014-2015.

g) le coût total ventilé pour les communiqués de presse

En 2014-2015, l'ITHQ a émis 11 communiqués de presse pour un coût total de 467,50\$.

ANNEXE –VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES 2014-2015

École de l'Institut - sommes dépensées du 1er juillet 2014 au 4 mars 2015

École de l'Institut - sommes dépensées du 1 ^{er} juillet 2014 au 4 mars	2015
DÉTAILS	DÉPENSES
Positionnement payant pour les programmes de formation- ADVISO	30 156,18 \$
Promo FSGE-COOR - Guide organisateur_CU1007184 - envoi aux	
membres le 13-08-14	164,17 \$
Promo AQISEP_4 parutions	2 258,88 \$
Renouvellement abonnement Inforoute FTP	1 275,00 \$
Promo COOR - Infolettre Tourismexpress_ 11 au 15 août 2014 CU1007415	566,15 \$
Promo GREST - Bannière Hotelleriejobs_12 août au 12 septembre	σσσ, το φ
2014_CU1007404	339,69 \$
Drama CDECT. Favoi mambros Marsarina LIDI 25 a cût	σσσ,σσ φ
Promo GREST - Envoi membres Magazine HRI_25 août 2014_CU1007405	1 132,27 \$
_	1 102,27 ψ
Promo stages tourisme hiver - Envoi courriel Hotelleriejobs_24 septembre 2014_CU1007522	283,07 \$
Promo SPEL- abonnement site RestoMontreal	280,71 \$
	200,7 1 φ
Renversement payé d'avance 2014-2015 (RestoMontreal SPEL DB9328/CS3391)	93,58 \$
Promo FISSR - Bannière Hôtelleriejobs_1er oct. Au 1er nov.	
2014_CU1007655	339,68 \$
Promo FISSR - Envoi courriel Hôtelleriejobs_29 sept.	
2014_CU1007654	283,07 \$
Promo FSC et CCI - Envoi Hotelleriejobs - 23 octobre	
2014_CU1007686	283,07 \$
Promo hiver COOR - Envoi courriel membres MPI	396,29 \$
Promo HEGHI - Envoi Hotelleriejobs - 5 février 2015_CU1007855	396,28 \$
Campagne recrutement 1er mars- La Presse et La Presse +(cahier Opération 1er mars)_28 janvier 2015_CU1007959	6 374,69 \$
Campagne recrutement 1er mars- La Presse +(section Actualité)_7,	
14 et 21 février 2015_CU1007960	13 201,57 \$
Campagne recrutement 1er mars - Affiches intérieures autobus et métro de Montréal_26 janvier au 1er mars 2015_CU1007939	28 662,65 \$
Campagne recrutement 1er mars - Journal Métro (cahier Éducation)_4	, ·
et 11 février 2015_CU1007961	3 368,43 \$
Campagne recrutement 1er mars - Journal 24 h (section emplois et	
formation)_4 et 11 février 2015_CU1007962	2 186,62 \$
Campagne recrutement 1er mars - Journal de Montréal (section	
emplois et formation)_4 et 11 février 2015_CU1007963	2 943,91 \$
Campagne recrutement 1er mars - Bannière Web Nightlife_2 au 15	
février 2015_CU1007964	1 415,34 \$
Campagne recrutement 1er mars- Bannière Web Hotelleriejobs_1er février au 1er mars 2015_CU1007891	452,91 \$
Campagne recrutement 1er mars- Envoi courriel membres	
Hotelleriejobs_7 janvier 2015_CU1007889	339,68 \$
Page corpo pour mentorat plateforme Web Academos_15 décembre 2014 au 15 décembre 2015_CU1007888	429,32 \$
Envoi courrielleur - séance d'information FSGÉ	0,28 \$
Promo stages été - Envoi courriel membres Hotelleriejobs_4 mars	
2015_CU1008019	418,30 \$
	<u> </u>

Promo stages été - Envoi courriel membres HRI_23 février	
2015_CU1008021	1 132,27 \$
UQÀM_Achat de mots-clés pour la promotion conjointe du programme Bacc. ESG-UQAM-ITHQ	806,25 \$
Campagne recrutement 1er mars - Journal 24 h (section emplois et formation)_25 février 2015_CU1008110	1 093,31 \$
Campagne de recrutement 1er mars - Journal Métro_25 février 2015_CU1008113	1 684,22 \$
Campagne recrutement 1er mars - Promo FISSR - Envoi courriel membres Hotelleriejobs_25 février 2015_CU1008109	396,28 \$
Campagne recrutement 1er mars - La Presse + (section Actualité)_22 février 2015_CU1008112	8 236,99 \$
Fiches corporatives École de l'Institut - site Web ARQ	80,20 \$
Envoi courrielleur - portes ouvertes, inscription FSC et entrevues stages	5,83 \$
	111 477,14 \$

Hôtel et Restaurant de l'Institut (incluant banquets et réunions) - sommes dépensées du 1^{er} juillet 2014 au 28 février 2015

DÉTAILS	DÉPENSES
DETAILS	DEFENSES
Positionnement payant pour l'hôtel, le restaurant et les banquets et	
réunions - ADVISO	41 705,35 \$
Promo RDI - Guides Restos Voir_CU1007142 - 1er octobre 2014	1 698,69 \$
Promo RDI - Guide Debeur_CU1007372 - 10 novembre 2014	2 717,45 \$
Participation du RDI à MTL à table	213,87 \$
Promo Hôtel - Québec Le Mag_CU1007556 - 28 novembre 2014	2 366,44 \$
Renversements payés d'avance pour 2014-2015	955,10 \$
Inscription Répertoire hébergement 2015_Gouvernement du	
Canada	200,00 \$
Inscription Répertoire tarifs préférentiels Hôteliers du	
Gouvernement du Québec 2015	37,43 \$
Promo RDI- abonnement site RestoMontreal	441,11 \$
Promo Hôtel et RDI- Québec en hiver_CU1007785 - 21 novembre	
2014 au 20 février 2015	338,54 \$
Promo RDI - La presse + section Gourmand_CU1007882 - 10 et	
17 janvier 2015	2 463,25 \$
	53 137,23 \$

Direction des communications (incluant programme Hautes études en gestions hôtelière internationale (HÉGHI) - sommes dépensées du 1^{er} juillet 2014 au 10 mars 2015

acpensees an 1 Junier 2014 and 10 mars 2010	
DÉTAILS	DÉPENSES
Positionnement payant pour le programme HEGHI - ADVISO	16 361,32 \$
Salon Studyrama Paris - 11 octobre 2014 - HEGHI	3 850,28 \$
CNW - mai 2014	10.69 \$

Salon Imagine Canada Sao Paulo (Brésil) - 27-28 septembre 2014 -	
HEGHI	3 601,70 \$
Placement média dans le guide du salon	508,08 \$
Courrielleur Abonnement mensuel- juillet	20,05 \$
Salon l'Étudiant Paris - 31 janvier et 1er février 2015 - HEGHI	2 634,00 \$
Placement média dans le mensuel L'Étudiant février 2015 - HEGHI	1 760,00 \$
Visibilité ITHQ sur le site l'Étudiant-Guide des études _novembre 2014 à novembre 2015 - HEGHI	900,00 \$
Placement média Magazine Hotellerie Restauration - 6 novembre 2014 et 5 mars 2015 - HEGHI	9 143,84 \$
Bannière Web sur portail des écoles Hôtellerie Restauration _15 septembre au 15 novembre 2014 - HEGHI	3 936,65 \$
Bannière Web dans Newsletter Hôtellerie Restauration _14, 23 octobre et 4 novembre 2014 - HEGHI	2 240,75 \$
Courrielleur Abonnement mensuel- août	20,05 \$
Promo Honoris causa - Journal Les Affaires_22 novembre 2014_CU1007696	2 314,65 \$
Promo Cercle des ambassadeurs - Journal Les Affaires_1er novembre 2014 CU1007695	2 314,65 \$
Courrielleur Abonnement mensuel - septembre	20,05 \$
Salon Studyrama Paris - 31 janvier 2015 - HEGHI	4 985,84 \$
CNW- septembre 2014	44,06 \$
Courrielleur Abonnement mensuel - octobre	20,05 \$
CNW – octobre et novembre 2014	373,38
Courrielleur Abonnement mensuel - novembre	20,05 \$
Envoi Courrielleur- invitation Grands Chefs R&Ccartes de Noël Fondation et ITHQ; RAG	59,53 \$
Salons FPPEdumédia Brésil - 5 au 10 mars 2015 - Ferrandi et HEGHI	6 357,39 \$
Courrielleur Abonnement mensuel - janvier 2015	20,05 \$
CNW- janvier 2015	39,37 \$
Envois courrielleur - projets Fondation et invitation soirée FMM	19,46 \$
	61 575,94 \$

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE

Il n'y a pas eu de dépense en publicité, en articles promotionnels et en commandites.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le nom des firmes de publicité retenues;
- c) le nom des fournisseurs;
- d) le mode d'octroi de chaque contrat;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE

Aucune dépense en publicité.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE

2014-2015

montant	nom de firme de publicité	mode d'octroi	fournisseurs	but visé
18 773 \$	N/A	Contrat négocié	Le Devoir Inc.	Cahier spécial pour le 50ième anniversaire du FRQS

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE

Aucune dépense en publicité, en article promotionnel et en commandite au cours de l'année 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE

Aucune dépense en publicité, en article promotionnel et en commandite au cours de l'année 2013-2014.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe:

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

RÉPONSE

Secteur: Éducation

Conférences de presse : 11

Objet	Lieu	Date	Fournisseur	Mandat	Mode d'octroi	Dépense par événement
Première pelletée de terre soulignant le début des travaux du pavillon de maintenance industrielle du Cégep de Sept-Îles	Cégep de Sept- Îles	30 juin 2014	Cégep de Sept-Îles		Aucun	-
Annonce d'une aide financière concernant le projet d'acquisition par la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe des installations à vocation éducative et sportive du Séminaire de Saint-Hyacinthe	Séminaire de Saint- Hyacinthe	12 août 2014	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	1 141,53 \$
					Août	1 141,53 \$

Rentrée scolaire 2014	École du Versant - Pavillon Notre-Dame- de-Foy - Québec	2 septembre 2014	Louise Leblanc	Photographe	Gré à gré	180,00\$
Annonce nationale concernant la mesure	École Saint- Bernard -	15 septembre 2014	CSPQ Louise	Sonorisation	Gré à gré	977,23 \$
Ajout d'espace	Québec		Leblanc	Photographe	Gré à gré	,
Inauguration du complexe de	Institut national du sport	19 septembre	Patrick Deslandes	Photographe	Gré à gré	
l'Institut national du sport du	Montréal	2014	Luc Fournier	Rapport de frais		830,78 \$
Québec			Normand Fauchon	Rapport de frais		
					Septembre	1988,01 \$
Annonce d'investissements en Ajout d'espace - agrandissement de l'École du bois-de- Liesse	École du Bois- de-Liesse Dollard-des- Ormeaux	3 octobre 2014	Via Route	Location d'auto	Gré à gré	38,00 \$
Inauguration de nouveaux locaux à l'école Sir- Rodolphe-Forget de la Commission scolaire de Charlevoix	École Sir- Rodolphe- Forget Baie-Saint-Paul	6 octobre 2014	Delta Entreprise	Location d'auto	Gré à gré	56,00 \$
Aide financière pour l'agrandissement et la mise aux normes du dispositif du programme d'études Mécanique automobile du Centre de formation professionnelle Wilbrod-Bhérer de la Commission scolaire de la Capitale	Centre de formation professionnelle Wilbrod-Bhérer	6 octobre 2014	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	602,98\$
Pelletée de terre soulignant le début des travaux de construction du Campus de l'Université du	Terrain extérieur du futur campus de l'UQTR Drummondville	7 octobre 2014	UQTR		Aucun	-

Québec à Trois-						
Rivières (UQTR)						
Dévoilement du rapport du Comité interministériel sur la relance de l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (EPAQ)	École des pêches et de l'aquaculture du Québec Grande-Rivière	10 octobre 2014	École des pêches et de l'aquaculture du Québec Grande- Rivière		Aucun	-
Annonce concernant le Centre de développement et de recherche en imagerie numérique		10				
(CDRIN) du Cégep de Matane	Cégep de Matane	octobre 2014	Cégep de Matane		Aucun	-
Dévoilement du Rapport sur l'offre de formation collégiale	Cégep de Trois-Rivières	20 octobre 2014	Cégep de Trois- Rivières		Aucun	-
					Octobre	696,98 \$
					0010010	σσσ,σσ ψ
Plan québécois des infrastructures			Employé	Rapport de		
2014-2024 :	Centre de	24	Employé	frais		
	formation professionnelle	24 novembre 2014	Confort Inn Alma	Hébergement		1 702,96 \$
2014-2024 : annonce nationale d'investissements en formation	formation	novembre	Confort Inn		Gré à gré	1 702,96 \$
2014-2024 : annonce nationale d'investissements	formation professionnelle	novembre	Confort Inn Alma	Hébergement	Gré à gré	1 702,96 \$
2014-2024 : annonce nationale d'investissements en formation	formation professionnelle	novembre	Confort Inn Alma CSPQ	Hébergement Sonorisation Location	Gré à gré	1 702,96 \$
2014-2024: annonce nationale d'investissements en formation professionnelle Inauguration du pavillon universitaire Alouette de l'Université du Québec à	formation professionnelle Alma Pavillon Alouette	novembre 2014 17 novembre	Confort Inn Alma CSPQ Entreprise Pavillon Alouette	Hébergement Sonorisation Location		1 702,96 \$
2014-2024: annonce nationale d'investissements en formation professionnelle Inauguration du pavillon universitaire Alouette de l'Université du Québec à Chicoutimi Lancement de la plateforme	Pavillon Alouette Sept-Îles Cégep de	novembre 2014 17 novembre 2014 24 novembre	Confort Inn Alma CSPQ Entreprise Pavillon Alouette Sept-Îles Cégep de	Hébergement Sonorisation Location	Aucun	1 702,96 \$ 1 702,96 \$
2014-2024 : annonce nationale d'investissements en formation professionnelle Inauguration du pavillon universitaire Alouette de l'Université du Québec à Chicoutimi Lancement de la plateforme	Pavillon Alouette Sept-Îles Cégep de	novembre 2014 17 novembre 2014 24 novembre	Confort Inn Alma CSPQ Entreprise Pavillon Alouette Sept-Îles Cégep de	Hébergement Sonorisation Location	Aucun	-

Annonce des investissements gouvernementaux en formation professionnelle, pour la réalisation d'un important projet impliquant les commissions scolaires de la Seigneurie-des-Mille-Îles et Sir-Wilfrid-Laurier	Centre de formation continue des patriotes Saint-Eustache	19 janvier 2015	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	799,23 \$
Annonce du financement d'un projet sur la recherche clinique précoce	Hôtel Place d'Armes Vieux- Montréal		Hôtel Place d'Armes Vieux- Montréal		Aucun	-
Lancement de la formation PRIIMA	Université du Québec à Chicoutimi		Université du Québec à Chicoutimi		Aucun	-
					Janvier	799,23 \$
Annonce des investissements pour de nouveaux aménagements sportifs à l'école secondaire Vanier	École secondaire Vanier Québec	5 février 2015	CSPQ	Sonorisation	Gré à gré	1 095,48 \$
Annonce Mesure Maintien des bâtiments - Écoles de la circonscription de Louis-Hébert	École Les Pionniers	20 février 2015	Employée	Rapport de frais		26,05 \$
					Février	1 121,53 \$
					Total	7 450,24 \$

Sorties ministérielles : 4

Objet	Lieu	Date	Fournisseur	Mandat	Mode d'octroi	Dépenses par événement
ACFAS (Association canadienne-			Employée	Rapport de frais		
française pour	Université	10.16	Employée	Rapport de frais		4.4.0.00
l'avancement des sciences	Concordia - Montréal	12-16 mai 2014	Méridien Versailles	Hébergement	Gré à gré	1 169,29 \$
			Delta Entreprise	Location d'auto	Gré à gré	
			Employée	Stationnement		
Remise des prix de reconnaissance en lecture	Grande bibliothèque de Montréal	20-22 mai 2014	Employée	Rapport de frais		74,74 \$
		22				
	Gatineau	septembre 2014	Quality Inn & Suites	Hébergement	Gré à gré	
	Laval	24 septembre 2014	Quality Suites Laval	Hébergement	Gré à gré	
Prix de reconnaissance Essor	Bavar	29 septembre 2014	Hôtel Trois- Pistoles	Hébergement	Gré à gré	
	Trois- Pistoles	23 septembre - 2				550,51 \$
		octobre 2014	Employée	Rapport de frais		
Congrès de l'Association provinciale des	Centre des	26-28	Employée	Rapport de frais		
enseignantes et des enseignants du	antes et des ants du Congres de Montréal	novembre 2014	Hilton			482,11 \$
Québec			Garden Inn Montréal	Hébergement	Gré à gré	
						2 276,65 \$

Secteur: Enseignement supérieur

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a et b) Les conférences de presse effectuées en 2014-2015 n'ont occasionné aucun frais. Les salles et les équipements étaient prêtés gratuitement et aucun déplacement n'a été nécessaire.
- c) Nombre total d'événements ventilé par type d'événement :

CONFÉRENCES DE PRESSE ET ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES

DATE	SUJET	ENDROIT	
14-06-30	Première pelletée de terre soulignant le début des travaux du pavillon de maintenance industrielle du Cégep de Sept-Îles	Cégep de Sept-Îles	
Pelletée de terre soulignant le début des travaux de construction du Campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)		Terrain extérieur du futur campus de l'UQTR Drummondville	
14-10-10	Dévoilement du rapport du Comité interministériel sur la relance de l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (EPAQ)	École des pêches et de l'aquaculture du Québec Grande-Rivière	
14-10-10	Annonce concernant le Centre de développement et de recherche en imagerie numérique (CDRIN) du Cégep de Matane	Cégep de Matane	
14-10-20 Dévoilement du Rapport sur l'offre formation collégiale		Cégep de Trois-Rivières	
14-11-17	Inauguration du pavillon universitaire Alouette de l'Université du Québec à Chicoutimi	Pavillon Alouette Sept-Îles	
14-11-24	Lancement de la plateforme Cartojeunes	Cégep de Jonquière	
14-12-16	Inauguration de l'agrandissement du campus Félix-Leclerc du Cégep de l'Outaouais	Campus Félix-Leclerc Gatineau	
15-01-23	Annonce du financement d'un projet sur la recherche clinique précoce	Hôtel Place d'Armes Vieux- Montréal	
15-01-29 Lancement de la formation PRIIMA		Université du Québec à Chicoutimi	

Par une firme externe :

Aucune dépense pour une firme externe en 2014-2015.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe:

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a engagé aucune dépense reliée à l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'évènements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.).

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe:

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

RÉPONSE

Événement	Type	But	Fournisseur	Octroi de	Coût
				contrat	
Québec Mines	Atelier/conférences	Promotion de	Galerie du Livre	Gré à gré	5 601 \$
2014		l'offre de	de Val-d'Or		
(Journée		formation			
réseautage – 17		minière des	Capital HRS	Gré à gré	
novembre 2014)		institutions			
		d'enseignement	Centre des	Gré à gré	
		publiques du	congrès		
		Québec auprès			
		des entreprises	Imprimerie	Gré à gré	
		minières	Harricana		

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe:

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

RÉPONSE

Événements organisés par l'ITHQ

En 2014-2015 (1^{er} juillet au 30 juin), cinq (5) événements organisés par l'ITHQ totalisant une somme de 3 990 \$.

Événement 1:

a) Somme dépensée en 2014-2015: 200 \$

b) But visé:

Permettre à des étudiants des programmes universitaire et supérieur de gestion hôtelière de l'ITHQ de compléter un stage de perfectionnement auprès des hôtels de ces deux bannières. Au terme de leur formation, ceux qui auront su faire leurs preuves en entreprise seront de plus susceptibles d'accéder à des programmes de formation de cadre et poursuivre leur carrière dans les établissements hôteliers de l'un ou l'autre de ces deux prestigieux groupes.

c) Type d'événement : Signature de deux ententes respectivement entre l'ITHQ et *Starwood Hotels and Resort Canada* et *Sandals Resorts International*

Événement 2:

a) Somme dépensée en 2014-2015: 950 \$

b) But visé:

Promotion du programme de formation *Cucina Italiana* auprès des restaurateurs italiens de la grande région de Montréal par la mise en valeur des compétences acquises par les étudiants lors de leur formation à l'ITHQ, à *La Scuola Internazionale di Cucina italiana* à Alma (Italie) ainsi que lors de leur stage dans les restaurants réputés d'Italie.

c) Type d'événement : Cocktail dînatoire organisé par les étudiants du programme Cucina Italiana

Événement 3:

a) Somme dépensée en 2014-2015: 510 \$

b) But visé:

Manuel rédigé par un professeur de gestion hôtelière de l'ITHQ et destiné aux étudiants québécois inscrits en Techniques de gestion hôtelière, Gestion d'un établissement de restauration ou Techniques de tourisme de même qu'aux gestionnaires qui visent une carrière internationale et aspirent à être des leaders dans cette industrie.

c) Type d'événement : Lancement du manuel Gestion hôtelière

Événement 4:

a) Somme dépensée en 2014-2015: 845 \$

b) But visé:

Créé en 2013, le Cercle des ambassadeurs de l'ITHQ est un regroupement de personnalités du milieu qui contribuent au développement et au rayonnement de l'Institut et qui désirent concrétiser leur engagement en s'associant publiquement à lui. En 2014, 17 nouveaux ambassadeurs ont été nommés à l'occasion d'un dîner offert au Restaurant de l'Institut, portant le nombre total à 62 personnalités désignées.

c) Type d'événement : Dîner du Cercle des ambassadeurs de l'ITHQ

Événement 5 :

a) Somme dépensée en 2014-2015: 1 485 \$

b) But visé:

Présentation à l'ITHQ de deux classes de maître sur les vins dans le cadre de l'événement Joyeux Novembre. Ces classes, animées par deux professeurs en sommellerie de l'ITHQ, se déroulent en présence de producteurs invités de grandes maisons vinicoles. Cet événement permet de positionner l'ITHQ comme un centre d'excellence dans la formation en sommellerie au Québec.

c) Type d'événement : Classes de maître en sommellerie

Événements organisés par une firme externe

Aucune somme dépensée en 2014-2015

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe:

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

RÉPONSE

Aucune dépense.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe:

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

RÉPONSE

Le 6 juin 2014

Évènement : Lancement de la brochure des 20 ans de la CEEC

Lieu : Collège Montmorency / Montréal (dans le cadre du colloque de l'Association québécoise

de pédagogie collégiale)

Nombre de personnes présentes : 90

Fournisseur : AQPC

Détail du contrat : Petit déjeuner 490,50 \$

Mode d'octroi : Gré à gré

Le 21 octobre 2014

Évènement : Lancement du rapport synthèse PSPR et du document sur les indicateurs de réussite

Lieu : Hôtel Omni / Montréal

Nombre de personnes présentes : 85

Fournisseur : Hôtel Omni

Détails du contrat :

Location équipement 679,00 \$
Banquet (bouchées) 1 190,00 \$
Cocktail 80,00 \$

Mode d'octroi : Gré à gré

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe:

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

RÉPONSE

2014-2015

montant	évènement	but visé
40 262 \$	Colloque scientifique	Colloque scientifique du 50e anniversaire du FRQS
	"De l'infiniment grand à l'infiniment petit.	
		La recherche intersectorielle pour la santé de demain"

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe:

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

RÉPONSE

Aucune dépense en conférence de presse, événement médiatique ou autre événement en 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe:

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

RÉPONSE

2014-2015

montant	évènement	but visé
7 778 \$	2015	Des chercheurs du Québec accompagnés de leurs collaborateurs internationaux présentent les résultats et les retombées de leurs travaux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

Organisée par le ministère ou l'organisme :

A et b :

Aucune dépense pour des formations de communication organisées par le Ministère pour l'année financière 2014-2015.

Organisée par une firme externe :

d	e et g	h
900 \$	Direct Info	Formation Accessibilité Web InDesign CS6. Vise à rendre les
		documents produits accessibles.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

Sommes dépensées en 2014-2015 : 672,00 \$

Fournisseur: Le Carrefour des langues

<u>Mode d'octroi</u>: Contrat de services professionnels (selon l'entente de la DGACQ # 999721666)

<u>But</u>: Formation linguistique en anglais adaptée aux besoins spécifiques des employés et selon leur niveau. Les cours ont été donnés dans les bureaux du Conseil supérieur de l'éducation au 1175, avenue Lavigerie, bureau 180, Québec.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

L'Institut n'a pas organisé de formation ou fait organiser de formations par une firme externe.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

Organisée par l'ITHQ:

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014

- a) 2014-2015: 307,20\$.
- b) Former le personnel afin qu'il soit sensibilisé sur le protocole d'accueil dont l'Institut s'est doté. Ce protocole détermine l'ensemble des règles à observer en matière d'accueil des diverses clientèles de l'ITHQ.
 - N.B. Les dépenses de formation sont comptabilisées sur une année civile en vue de produire annuellement le rapport relatif au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

Organisée par une firme externe :

c) d) e) f) g) h) i): Sans objet

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

Aucune dépense en formation de communication au cours de l'année financière 2014-2015.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

Aucune dépense en formation de communication.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

Aucune dépense en formation de communication au cours de l'année financière 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication:

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE

Aucune dépense en formation de communication organisée par le Ministère pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés n'a été faite pour l'exercice financier 2014-2015.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication:

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE

Aucune formation de communication pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés n'a été organisée par le Conseil supérieur de l'éducation.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication:

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE

Aucune dépense

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication:

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE

Aucune dépense.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication:

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE

Aucune dépense en formation de communication.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication:

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE

Aucune dépense en formation de communication.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication:

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication:

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication:

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués(but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE

Voir le tableau en annexe qui présente les contrats de moins de 25 000 \$.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en 2014-2015

ÉDUCATION

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
2842-1535 Québec inc.	Organisation d'un colloque sur la réussite des élèves issus de l'immigration	17 000,00 \$	Gré à gré
Académie Compu-Finder	Services de formation	3 015,00 \$	Gré à gré
Ahern, Ruth	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise	5 000,00 \$	Gré à gré
Air Liaison inc.	Transport aérien de passagers	4 000,00 \$	Gré à gré
Alia conseil inc.	Services-conseils en gestion de ressources humaines	3 570,00 \$	Gré à gré
Allaire, Tony	Fabrication de mobilier	1 653,56 \$	Gré à gré
Anderson, Avis	Services informatiques relatifs à la Page POP Links	24 825,00 \$	Gré à gré
Ann Samson, traductrice	Services de traduction	1 414,56 \$	Gré à gré
Arui, Linda	Vérification finale du document « Le parcours de formation au Québec »	1 111,69 \$	Gré à gré
Arui, Linda	Services de traduction	1 163,37 \$	Gré à gré
Arui, Linda	Services de correction d'épreuves	339,00 \$	Gré à gré
Arui, Linda	Services de traduction du document « Rapport du comité d'expert sur le financement, l'administration, la gestion et la gouvernance des commissions scolaires »	7 927,18 \$	Gré à gré
Arui, Linda	Vérification finale des documents « Outil d'expérimentation - Transformation du bois - Projet personnel d'orientation »	240,00 \$	Gré à gré
Arui, Linda	Services de traduction du dossier « Épreuves ministérielles pour le programme techniques d'usinage et le programme Usinage sur machines-outils à commande numérique - épreuve pratique »	1 400,30 \$	Gré à gré
Arui, Linda	Services de traduction du document « Concours québécois en entrepreneuriat - Guide organisationnel »	525,00 \$	Gré à gré
Arui, Linda	Services de traduction du document « Diaporama - Reconnaissance des acquis en formation générale des adultes et en formation professionnelle »	558,03 \$	Gré à gré
Arui, Linda	Services de traduction du document « Bâtiment et travaux publics - Mécanique de machines fixes - Programme d'études - Formation professionnelle et technique »	4 574,63 \$	Gré à gré
Arui, Linda	Services de traduction du document « Programme d'études - Soudage semi-automatique »	2 099,31 \$	Gré à gré
Arui, Linda	Services de traduction	265,81 \$	Gré à gré
Autobus La Québécoise inc.	Services de location d'un autobus	1 025,00 \$	Gré à gré
Bélanger, Paul	Services-conseils en gestion	134,00 \$	Gré à gré
Bell Canada	Frais mensuel et location pour l'hébergement de fournisseurs de services de liens de	23 480,46 \$	Gré à gré

	télécommunication		
Bergeron, Marlène	Services-conseils en gestion	22 983,50 \$	Gré à gré
Bernier, Catherine	Services-conseils en gestion afin de revoir le dossier des conditions d'admission en formation professionnelle	24 720,00 \$	Gré à gré
Bird's eye video production	Services de captation et de montage des vidéos dans le cadre du projet « English Language Art (ELA) - Français Langue Seconde (FLS) »	17 500,00 \$	Gré à gré
Bonneau, Louise	Services de formation permettant de comprendre les processus impliqués dans la lecture et l'écriture pour un élève aveugle	500,00 \$	Gré à gré
Bontemps, Éva	Constatations et recommandations au ministre relativement à une situation grave d'ordre familial ou humanitaire qui justifierait de rendre un enfant admissible à l'enseignement en anglais	2 771,50 \$	Gré à gré
Bontemps, Éva	Constatations et recommandations au ministre relativement à une situation grave d'ordre familial ou humanitaire qui justifierait de rendre un enfant admissible à l'enseignement en anglais	2 321,50 \$	Gré à gré
Bordonaro, Tino	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise	1 000,00 \$	Gré à gré
Bouchard, Isabelle	Révision linguistique française du rapport sur les commotions cérébrales	1 687,50 \$	Gré à gré
Bouchib, Amira	Services de soutien administratif	9 566,47 \$	Gré à gré
Bouchib, Amira	Services de soutien administratif	24 000,00 \$	Gré à gré
Bourassa Brodeur Bellemare	Services-conseils en gestion de ressources humaines	4 110,00 \$	Gré à gré
Boyer, Marie-Christine	Services de rédaction d'une synthèse sur des recherches portant sur l'orthographe au primaire et au secondaire	8 000,00 \$	Gré à gré
Briand, Lise	Témoin-expert pour la Procureure générale du Québec	1 100,00 \$	Gré à gré
Brissonneau, Renaud	Conseiller pour le Programme d'assistantes et d'assistants de langues entre le Québec, le Mexique et le Royaume-Uni	7 538,39 \$	Gré à gré
Brochu, Isabelle	Révision linguistique française de l'analyse de profession « Secrétariat »	900,00 \$	Gré à gré
Brochu, Isabelle	Révision linguistique du document « Avis Commission consultative de l'enseignement privé »	700,00 \$	Gré à gré
Brochu, Isabelle	Révision linguistique française du Rapport annuel de gestion	1 350,00 \$	Gré à gré
Burgess, Katherine	Services de correction d'épreuve	300,00 \$	Gré à gré
Caden, Alexandra	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise	1 000,00 \$	Gré à gré
Cameron, Nancy	Révision linguistique française du document « Indicateurs de l'éducation »	1 300,00 \$	Gré à gré
Cameron, Nancy	Révision linguistique française du Programme d'études Conseil et vente de voyages	1 200,00 \$	Gré à gré
Camirand, Marie-Maude	Conseillère et agente de promotion auprès des partenaires et des candidats du programme de langues officielles Explore	3 306,68 \$	Gré à gré
Canadream inc.	Location d'un véhicule	1 576,00 \$	Gré à gré

3 150,00 \$ 601,69 \$ 441,85 \$ 1 754,35 \$ 7 000,00 \$ 4 125,00 \$	Gré à gré
441,85 \$ 1 754,35 \$ 7 000,00 \$	Gré à gré Gré à gré Gré à gré
1 754,35 \$ 7 000,00 \$	Gré à gré Gré à gré
7 000,00 \$	Gré à gré
,	
4 125,00 \$	Gré à gré
3 057,50 \$	Gré à gré
5 250,00 \$	Gré à gré
10 000,00 \$	Gré à gré
1 268,22 \$	Gré à gré
1 000,00 \$	Gré à gré
1 000,00 \$	Gré à gré
1 035,00 \$	Gré à gré
2 398,49 \$	Gré à gré
2 889,51 \$	Gré à gré
1 500,00 \$	Gré à gré
1 875,00 \$	Gré à gré
1 771,25 \$	Gré à gré
11 192,00 \$	Appel d'offre sur invitation
2 776,73 \$	Gré à gré
2 186,68 \$	Gré à gré
3 823,96 \$	Gré à gré
2 450,00 \$	Gré à gré
	5 250,00 \$ 10 000,00 \$ 1 268,22 \$ 1 000,00 \$ 1 000,00 \$ 1 035,00 \$ 2 398,49 \$ 2 889,51 \$ 1 500,00 \$ 1 771,25 \$ 11 192,00 \$ 2 776,73 \$ 2 186,68 \$ 3 823,96 \$

Communication Publi Griffe inc.	Conception d'un visuel et adaptation de différents documents « La culture, toute une école »	6 595,00 \$	Gré à gré
Communication Publi Griffe inc.	Conception de maquettes d'un schéma de consultation devant être intégré au livre vert sur la Politique en sport, loisir et activité physique	1 365,00 \$	Gré à gré
Communication Publi Griffe inc.	1 1 1	6 740,00 \$	Gré à gré
Composition Orléans inc.	Services d'impression des certificats honorifiques remis aux gagnants régionaux du concours des Prix Essor	1 047,10 \$	Gré à gré
Conped-Lafontaine	Coordination des entrevues de sélection des candidats Odyssée de la région de Montréal	3 664,00 \$	Gré à gré
Consortech	Renouvellement annuel de licences FME Professionnal Edition de Sadw Software	1 800,00 \$	Gré à gré
Côté, Étienne	Révision de la correction des épreuves uniques de sciences	3 000,00 \$	Gré à gré
CS Graphics and Design	Conception graphique et mise en page des documents des épreuves de 5e secondaire	24 644,00 \$	Gré à gré
Cumming, Wendy	Analyse d'échantillon de texte en anglais langue d'enseignement	1 487,74 \$	Gré à gré
Curry, Amy	Analyse d'échantillon de texte ELA pour la 6e année et la 5e secondaire	3 255,19 \$	Gré à gré
Daoud, Toni	Analyse de textes rédigés dans le cadre de l'épreuve unique de juin du programme de base de l'anglais, langue seconde	1 849,66 \$	Gré à gré
Daoust, Christiane	Membre du Comité central de révision des décisions de titularisation du personnel enseignant	2 160,00 \$	Gré à gré
Datanetics Itée	Remplacement de la banque de marteaux sur l'imprimante Tally T6212	3 173,00 \$	Gré à gré
Delage, Monique	Services-conseils en gestion	10 000,00 \$	Gré à gré
Dell'Aniello, Marie	Services de soutien administratif	7 500,00 \$	Gré à gré
Déménagement Cartier enr.	Services de déménagement	1 500,00 \$	Gré à gré
Déménagement Mont- Bruno/Lakeshore inc.	Services de déménagement	5 535,00 \$	Gré à gré
Déménagement Mont- Bruno/Lakeshore inc.	Services de déménagement	4 665,00 \$	Gré à gré
Déménagements Tremblay Express ltée,	Services de déménagement	4 900,00 \$	Gré à gré
Demers, Nathalie	Révision de la correction des épreuves uniques de mathématique	3 000,00 \$	Gré à gré
Denis Jobidon M.D. inc.	Expertise médico-psychiatrique	1 050,00 \$	Gré à gré
Derevensky, Jeffrey	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise	750,00 \$	Gré à gré
Des mots et des lettres	Révision linguistique française du « Programme d'esthétique »	1 250,00 \$	Gré à gré
Des mots et des lettres	Révision linguistique française du rapport final d'évaluation du Plan d'action pour l'amélioration du français	3 000,00 \$	Gré à gré

Des mots et des lettres	Révision linguistique du document « Analyse de profession - opérateur d'équipements de production »	1 250,00 \$	Gré à gré
Des mots et des lettres	Révision linguistique du document « Programme éducatif CAPS - Compétences axées sur la participation sociale (chapitres 1, 2 et 3) et Guide de soutien en évaluation des apprentissages »	1 100,00 \$	Gré à gré
Des mots et des lettres	Révision linguistique du document « Instrumentation RAC pour Soutien informatique »	1 400,00 \$	Gré à gré
Des mots et des lettres	Services de révision linguistique	1 750,00 \$	Gré à gré
Des mots et des lettres	Révision linguistique française du document Instrumentation en RAC pour le programme Peinture en bâtiment	1 250,00 \$	Gré à gré
Deschamps design inc.	Services de graphisme afin d'effectuer le montage d'une brochure « Indicateurs de l'éducation »	6 754,00 \$	Gré à gré
Deschamps impression inc.	Services d'impression de papiers blancs pour les diplômes d'études secondaire	9 676,00 \$	Appel d'offre sur invitation
Deschamps impression inc.	Impression des dépliants « Les boissons énergisantes et le sportAttention! »	4 856,00 \$	Appel d'offre sur invitation
Deschamps impression inc.	Services d'impression des certificats d'admissibilité à l'enseignement en anglais	2 725,00 \$	Gré à gré
Deschamps impression inc.	Services d'impression des outils « La culture, toute une école »	2 248,00 \$	Appel d'offre sur invitation
Deschamps impression inc.	Services d'impression de la brochure « Votre enfant entre à la maternelle »	8 287,00 \$	Appel d'offre sur invitation
Deshaies, Marie Hélène	Participation au comité d'analyse des dossiers de reddition de comptes et de demandes de subventions du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation	4 200,00 \$	Gré à gré
Desjardins, Anne	Remboursement de frais de déplacements pour siéger sur le Comité provincial sport-études	39,16\$	Gré à gré
Desjourdy, Nancy	Analyse de textes rédigés dans le cadre de l'épreuve unique de juin du programme enrichi anglais langue seconde	1 732,93 \$	Gré à gré
Deveault, Renée	Services professionnels de soutien relatifs aux mesures d'urgence	5 250,00 \$	Gré à gré
Dinucci, Claudio	Analyse de textes rédigés dans le cadre de l'épreuve unique de juin du programme enrichi anglais langue seconde	1 087,00 \$	Gré à gré
Direct Info	Conception graphique « Demandes de relevés des apprentissages et de diplômes du secondaire »	422,50 \$	Gré à gré
Doderlein, Sébastian	Participation à la sélection des candidats québécois dans le cadre du programme international d'assistants de langue française en Allemagne	250,00 \$	Gré à gré
Doré, Carole	Participation au comité d'analyse de projets de l'Opération-projets ainsi qu'au comité d'analyse des dossiers de reddition de comptes et de demandes de subventions	11 616,00 \$	Gré à gré
Driedger, Christina	Conseillère auprès des moniteurs et des monitrices pour le programme des langues officielles « Odyssée »	7 644,98 \$	Gré à gré
Drolet, Daniel (PC Service)	Services de soutien informatique pour la modification, l'installation et les tests d'applications sur Scan Tools	1 440,00 \$	Gré à gré
Drolet, Daniel (PC Service)	Services de soutien informatique pour la lecture optique	5 460,00 \$	Gré à gré

Drolet, Daniel (PC Service)	Concevoir et produire les feuilles réponses pour les épreuves uniques de mathématique, de sciences et de français, langue seconde de juin	17 754,08 \$	Gré à gré
Drolet, Lise	Services de soutien administratif	15 000,00 \$	Gré à gré
Dubé-Simard, Marivie	Révision de la correction des épreuves uniques de français, langue seconde	3 000,00 \$	Gré à gré
Duquette, Suzanne	Analyse d'échantillon de texte d'élèves Anglais langue d'enseignement	1 524,93 \$	Gré à gré
Élite services informatiques	Services de saisie de données	5 600,00 \$	Gré à gré
Elsworth Renaud, Helen	Services de traduction du document « Secrétariat dentaire - Attestation d'études professionnelles »	1 280,00 \$	Gré à gré
Émond, Régis	Vérifications des certificats de qualification en plongée subaquatique	2 750,00 \$	Gré à gré
Équipements d'arpentage Cansel inc.,	Renouvellement de la maintenance des licences Autodesk AutoCAD Map	2 657,88 \$	Gré à gré
Ernst & Young S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	Diagnostic sur le processus de vérification relatif à l'octroi de permis d'enseignement	24 500,00 \$	Gré à gré
Ève Renaud inc.	Services de traduction du document « Québec Schools On Line: Opportunities for English-language education »	3 625,44 \$	Gré à gré
Ève Renaud inc.	Services de traduction du document « Drawing on a Theoretical Model to Study Students Understandings of Fractions »	1 926,96 \$	Gré à gré
Fas voyages en liberté Centreville enr.	Transport aérien de passagers	1 158,34 \$	Gré à gré
Fas voyages en liberté Centreville enr.	Transport aérien de passagers	1 130,31 \$	Gré à gré
Fas voyages en liberté Centreville enr.	Transport aérien de passagers	1 316,50 \$	Gré à gré
Fas voyages en liberté Centreville enr.	Transport aérien de passagers	1 208,39 \$	Gré à gré
Fas voyages en liberté Centreville enr.	Transport aérien de passagers	1 280,46 \$	Gré à gré
Fas voyages en liberté Centreville enr.	Transport aérien de passagers	3 968,44 \$	Gré à gré
Felteau, Lucie	Analyse de textes rédigés dans le cadre de l'épreuve unique de juin du programme enrichi anglais langue seconde	1 537,89 \$	Gré à gré
Filiatrault, Roberta	Analyse d'échantillon de texte en anglais	2 601,01 \$	Gré à gré
Foltin, Deborah	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise	15 000,00 \$	Gré à gré

Ford, Claire Maria	Animation d'un atelier de formation en anglais dans le cadre des Programmes internationaux d'assistantes et assistants de langue	750,00 \$	Gré à gré
Forrester Switzerland GmbH	Service de courtage d'information Forester Research - IT Role View (Reader)	4 630,00 \$	Gré à gré
Fortin, Christiane	Services de soutien administratif	2 482,34 \$	Gré à gré
Francke, Jeanne	Participation au comité d'analyse de projets de l'Opération-projets ainsi qu'au comité d'analyse des dossiers de reddition de comptes et de demandes de subventions	10 893,00 \$	Gré à gré
Fresche Solutions inc.	Entretien et support technique pour la licence Média administrateur et Media Desktop	4 641,21 \$	Gré à gré
Garay, Céline	Services-conseils en ressources humaines	12 376,96 \$	Gré à gré
Gardner, Christine	Services de traduction du document « L'élève ayant une déficience motrice: Au-delà des apparences »	3 400,00 \$	Gré à gré
Gardner, Christine	Services de traduction du document « Mise en situation - 1er, 2e et 3e cycle du primaire -Projet visant la prévention de l'homophobie et la lutte contre les stéréotypes sexuels »	540,55 \$	Gré à gré
Gardner, Christine	Services de traduction du document « Guides primaire et secondaire et Tableau descriptif - Semaine contre l'intimidation et la violence à l'école »	2 855,32 \$	Gré à gré
Gardner, Christine	Services de traduction de documents sur le programmes « Éducation physique et à la santé »	882,93 \$	Gré à gré
Gardner, Christine	Services de traduction du document « Guide des initiatives inspirantes »	1 350,52 \$	Gré à gré
Gardner, Christine	Services de traduction du Guide de soutien en évaluation des apprentissages	1 327,53 \$	Gré à gré
Gardner, Christine	Services de traduction du document « Précisions sur la flexibilité pédagogique, les mesures d'adaptation et les modifications pour les élèves ayant des besoins particuliers »	475,95 \$	Gré à gré
Gardner, Christine	Services de traduction du document « Contrat de services - Services professionnels & Services de nature technique »	796,48 \$	Gré à gré
Gardner, Christine	Services de traduction du document « 10e édition des Prix de reconnaissance en lecture - Jai la tête à lire »	254,22 \$	Gré à gré
Gardner, Christine	Services de traduction du document « Programme Éducatif CAPS - Compétences axées sur la participation sociale - Guide de soutien en évaluation des apprentissages »	2 866,85 \$	Gré à gré
Garneau, André	Agent de promotion pour le programme de langues officielles Odyssée	1 458,69 \$	Gré à gré
Gérard Leblanc M.D. inc.	Expertise médico-psychiatrique	1 460,00 \$	Gré à gré
GES Technologies	Services informatiques afin d'apporter des modifications au système informatisé de maintien d'actifs des commissions scolaires	15 000,00 \$	Gré à gré
Giguère, Nicole G.	Services de soutien à la gestion	1 379,42 \$	Gré à gré
Gingras, Mylène	Analyse de textes rédigés dans le cadre de l'épreuve unique de juin du programme enrichi anglais langue seconde	1 620,60 \$	Gré à gré
Girard, Claude	Expertise en psychiatrie	1 050,00 \$	Gré à gré

Girard, Meaghan	Vérification finale du document « Guide d'élaboration de l'instrumentation dans le cadre de l'approche harmonisée en reconnaissance des acquis et des compétences »	410,00 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Vérification finale du document « Pâtisserie de restauration contemporaine - Secteur de formation Alimentation et tourisme »	800,00 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Services de révision linguistique	240,00 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Vérification finale du document d'information sur les services et les programmes d'études en formation générale des adultes	180,00 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Vérification finale du document « Program of Study - English Language Arts »	400,00 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Vérification finale d'un document	600,00 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Services de traduction du document « Programme d'éducation préscolaire - Maternelle 4 ans, temps plein en milieu défavorisé »	120,00 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Services de traduction du document « Mise en situation - Secondaire - Projet visant la prévention de l'homophobie et la lutte contre les stéréotypes sexuels »	286,52 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Services de traduction du document « Mise en situation - Primaire et Secondaire - Projet visant la prévention de l'homophobie et la lutte contre les stéréotypes sexuels »	160,00 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Vérification finale du document « Rapport du comité d'experts sur le financement, l'administration, la gestion et la gouvernance des commissions scolaires »	580,00 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Vérification finale du document « Reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) »	370,00 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Services de traduction des documents « Session d'appropriation du programme d'études Intégration sociale »	1 476,30 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Révision linguistique du Guide de la sanction des études et des épreuves ministérielles	680,00 \$	Gré à gré
Girard, Meaghan	Validation finale du document « Programme Éducatif CAPS - Compétences axées sur la participation socilale »	630,00 \$	Gré à gré
Girard, Nicolas	Services de traduction du document d'information « Rédiger des guides d'enseignement de façon non sexiste »	680,00 \$	Gré à gré
Girouard, Marie-Hélène	Révision de la correction des épreuves uniques d'histoire et éducation à la citoyenneté de la 4e secondaire	3 000,00 \$	Gré à gré
Graphissimo	Conception et montage graphique de la brochure « Écoles québécoises en ligne » et sa version anglaise « Quebec schools on line »	2 395,00 \$	Gré à gré
Grenier, Laurie	Services de soutien à la gestion	8 400,00 \$	Gré à gré
Grondin, Julie	Avis docimologiques	19 866,00 \$	Gré à gré

Grondin, Thomas	Saisie informatique des données des rapports d'accident en sports de glisse dans les stations de ski du Québec pour la saison	1 218,00 \$	Gré à gré
Groupe Conseil François Pruneau,	Inspecteur à l'occasion de visites de stations de ski alpin aux fins de vérification de l'application de la Loi sur la sécurité dans les sports du Règlement sur la sécurité dans les stations de ski alpin	4 114,00 \$	Gré à gré
Groupe Conseil Integrim inc.	Renouvellement de maintenance des licences Kofax	9 474,58 \$	Gré à gré
Groupe Conseil Integrim inc.	Intégration et développement du module KIC 2.4 « Electronic documents - File Interface de Kafax »	22 050,00 \$	Gré à gré
Guimont, Gérard	Témoin expert-conseil pour la Procureure générale du Québec	4 952,02 \$	Gré à gré
Hanna, Joanne	Analyse d'échantillon de textes d'élèves en vue de l'amélioration de l'instrumentation d'évaluation en anglais, langue d'enseignement	2 286,77 \$	Gré à gré
Hôtel Gouverneur Place Dupuis S.E.C.	Location de salles	3 960,75 \$	Gré à gré
Houle, Delphine	Services de soutien à la gestion pour la prise en charge des réseaux sociaux du Ministère et la mise à jour du site Internet	2 017,40 \$	Gré à gré
Huot, Aline	Participation au comité d'analyse des dossiers de reddition de comptes et de demandes de subventions du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation	4 200,00 \$	Gré à gré
IBM Canada limitée	Renouvellement annuel de licences IBM	4 390,00 \$	Gré à gré (Fournisseur unique)
IBM Canada limitée	Renouvellement annuel de licences IBM	4 779,00 \$	Gré à gré (Fournisseur unique)
IBM Canada limitée	Renouvellement annuel de licences IBM	6 184,00 \$	Gré à gré (Fournisseur unique)
IBM Canada limitée	Renouvellement annuel de licences IBM	5 574,00 \$	Gré à gré (Fournisseur unique)
IMDS Canada inc.	Services de maintenance et de support pour les numériseurs Kodak i4500 et numériseur i2600	6 909,21 \$	Gré à gré
Impressions Stampa inc.	Services d'impression du Rapport annuel de gestion du Ministère	2 526,00 \$	Gré à gré
Imprimerie Budget	Coupe de cartons de couleur non-imprimés	223,00 \$	Gré à gré
Imprimerie Preci-Grafik inc.	Services d'impression du calendrier - Programme Explore	1 413,00 \$	Gré à gré
Imprimerie Provinciale inc.	Services d'impression de l'affiche sur la Semaine thématique contre l'intimidation	2 415,00 \$	Appel d'offre sur invitation
Imprimerie sociale inc.	Services d'impression de la publication « Indicateurs de l'éducation - Édition 2013 »	1 732,00 \$	Gré à gré
Imprimerie sociale inc.	Services d'impression des brochures « Écoles québécoises en ligne: un monde de possibilités pour l'éducation en langue anglaise »	5 956,00 \$	Gré à gré
Informatique EBR inc.	Installation d'un projecteur sur chariot mobile	555,00 \$	Gré à gré

QG-7 Annexe

Informatique EBR inc.	Renouvellement soutien technique et entretien de l'équipement EXPRESS 22	2 001,00 \$	Gré à gré
Informatique Pro-Contact inc.	Services d'entretien et support téléphonique pour le serveur UPG SOFTWARE XMEDIUS	1 153,35 \$	Gré à gré
Informatique Pro-Contact inc.	Services d'entretien et de support téléphoniques UPG SOFTWARE	4 997,00 \$	Gré à gré
Informatique Pro-Contact inc.	Entretien et support technique des produits SERV-U, Webdrive, Ramdisk Plus, Symantec Desktop et PGP	8 444,00 \$	Appel d'offre sur invitation
Innvest Hotels GP Ltd	Services d'hébergement	5 711,94 \$	Gré à gré
Insight Canada inc.	Renouvellement de la licence SPLUNK Entreprise	6 266,01 \$	Appel d'offre sur invitation
Interscript inc.	Conception graphique et mise en page du document « Guides des initiatives inspirantes »	2 500,00 \$	Gré à gré
Jessie DiPaolo	Services de traduction des documents relatifs aux épreuves uniques en histoire et éducation à la citoyenneté pour les élèves anglophones du Québec	4 092,00 \$	Gré à gré
Joseph Clermont inc.	Services d'impression	2 874,00 \$	Gré à gré
Joseph Clermont inc.	Services d'impression	1 106,00 \$	Gré à gré
Joseph Clermont inc.	Services d'impression des formulaires « Crédit d'impôt pour athlètes de haut niveau »	1 093,00 \$	Gré à gré
K2 Impressions inc.	Services d'impression des feuillets pour la Journée nationale du sport et de l'activité physique	15 287,00 \$	Gré à gré
Kamel, Valérie	Services de correction d'épreuves dans le cadre de l'épreuve unique de juin du programme enrichi anglais langue seconde	1 127,97 \$	Gré à gré
Kelley, Judy	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise	750,00 \$	Gré à gré
Konica Minolta Business Solutions ltd.	Lecture des compteurs de télécopieur	309,66\$	Gré à gré
Korem logiciels et données géospatiaux inc.	Renouvellement du plan de maintenance des licences perpétuelles KMS de Korem	8 500,00 \$	Gré à gré (Fournisseur unique)
Korem logiciels et données géospatiaux inc.	Renouvellement de la location temporaire d'un CPU (Processeur)	23 400,00 \$	Gré à gré (Fournisseur unique)
Krakow, Ève	Services de traduction du document « Les élèves ont tous besoin qu'on maintienne envers eux des attentes élevées »	989,90 \$	Gré à gré
L.G. Chabot inc.	Services d'impression du papier pour impression des permis et brevets d'enseignement - Document officiel	1 586,00 \$	Gré à gré
L.P.S. Langues, productions, services, limitée	Services de formation en langue anglaise	2 655,00 \$	Gré à gré
Lacroix, Bernard	Services-conseils en matière de relations de travail	10 000,00 \$	Gré à gré
Lambert, Valérie	Conseillère et agente de promotion auprès des partenaires et des candidats du programme de langues officielles Explore	4 000,00 \$	Gré à gré

Lammana Chuistanh	Participation à la sélection des candidats québécois dans le cadre du programme international	250.00 \$	Cuá à cuá
Lammers, Christoph	d'assistants de langue française en Allemagne	250,00 \$	Gré à gré
Langevin, Judith	Révision linguistique française du document « Instrumentation RAC programme FP Production animale »	1 475,00 \$	Gré à gré
Langevin, Judith	Services de correction d'épreuve	2 812,50 \$	Gré à gré
Langlois, Marc	Enregistrement de fichiers en format .wav	3 000,00 \$	Gré à gré
Lapointe, Odette	Résumé précis et complet des sentences arbitrales, des décisions et des jugements	20 000,00 \$	Gré à gré
Laurie, Debra	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise	15 000,00 \$	Gré à gré
Lavoie, Guy	Membre du comité provincial Sport-études	37,70 \$	Gré à gré
LBB Consultant inc.	Analyse de la situation actuelle et réalisation d'une planification stratégique pour l'organisme Sportcom	12 500,00 \$	Gré à gré
Le Maistre, Cathrine	Présidence de la Commission de l'éducation en langue anglaise	4 500,00 \$	Gré à gré
Lebeau, Édouard-Charles	Analyse de matériel didactique pour le programme Éthique et culture religieuse	2 665,00 \$	Gré à gré
Leblanc, Sylvain	Validation du Programme d'études « Bâtiment et travaux publics - Mécanique de machines fixes »	960,00 \$	Gré à gré
Lefebvre, Sonia	Services de soutien à la gestion	124,00 \$	Gré à gré
Légaré, Lyne	Services-conseils en gestion dans la révision de l'ensemble des programmes d'assistance financière	9 792,99 \$	Gré à gré
Lemay, Andrée	Rédaction des documents de promotion d'un mode de vie physiquement actif, du sport et de l'excellence sportive	15 000,00 \$	Gré à gré
Lepage, Pierre	Services-conseils sur les travaux relatifs à l'enseignement de l'histoire innue dans les écoles autochtones membres de l'institut Tshakapesh	1 647,46 \$	Gré à gré
Leroy, Éric	Membre du comité provincial Sport-études	43,80 \$	Gré à gré
Lessard, Jacques	Rédaction de la biographie des récipiendaires du Prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin	7 500,00 \$	Gré à gré
Libéo inc.	Élaboration d'une section Web « Semaine contre l'intimidation 2014 »	8 550,00 \$	Gré à gré
Libéo inc.	Services d'entretien et d'évolution de l'environnement Web du Ministère	19 920,60 \$	Gré à gré
Lorente, Roland	Services de droits d'auteur afin de reproduire des photographies de différentes disciplines de cirque dans l'épreuve obligatoire de français	1 400,00 \$	Gré à gré
Louis Garneau Sports inc.	Confection de vêtements de cyclistes pour l'événement « Grand Défi Pierre Lavoie »	4 407,15 \$	Gré à gré
Maison des leaders inc.	Services de formation	3 375,00 \$	Gré à gré
Maneilla, Monique	Services de rédaction d'un document relatif aux programmes d'anglais, langue seconde	3 810,00 \$	Gré à gré
Manoir Victoria	Services d'hébergement et traiteur	12 815,67 \$	Gré à gré
Marcotte, Nathalie	Inspectrice à l'occasion de visites de stations de ski alpin aux fins de vérification de l'application de la Loi sur la sécurité dans les sports du Règlement sur la sécurité dans les stations de ski alpin	4 439,00 \$	Gré à gré
Martin, Lucette	Révision des épreuves uniques d'anglais, langue seconde le la 5e secondaire	3 000,00 \$	Gré à gré

Matte, Line	Expertise-conseil afin d'assurer du contrôle de l'effectif scolaire auprès des commissions scolaires	24 502,80 \$	Gré à gré
May, Olivier	Services de corrections d'épreuve	525,00 \$	Gré à gré
McDonald, Margaret	Révision des épreuves uniques de ELA « English Language Arts »	3 000,00 \$	Gré à gré
McDonald, Margaret	Analyse d'échantillon de textes d'élèves en vue de l'amélioration de l'instrumentation d'évaluation en anglais, langue d'enseignement	2 324,03 \$	Gré à gré
McFall, David	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA)	1 000,00 \$	Gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Renouvellement du support technique du système de IBM System Storage	4 704,00 \$	Gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Services d'entretien et de support pour les licences Networker Virtual Edition Client	4 184,00 \$	Gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Consolidation des services d'assistance et d'entretien pour les composants Brocade	10 053,09 \$	Gré à gré
Mireya Garcia, Olga	Animation d'un atelier de formation en espagnol dans le cadre des Programmes internationaux d'assistantes et assistants de langue	250,00 \$	Gré à gré
Mongrain, Luce	Membre du groupe de travail sur les commotions cérébrales	763,91 \$	Gré à gré
Moore Canada Corporation	Contrat annuel de l'entretien et du soutien technique du logiciel MultiTrans Prism 2014-2015	10 858,00 \$	Gré à gré
Morales, Pia	Animation d'un atelier de formation en espagnol dans le cadre des Programmes internationaux d'assistantes et assistants de langue	250,00 \$	Gré à gré
Morin, Kymberley	Validation de la traduction anglaise du document « Programme Éducatif CAPS - Compétences axées sur la participation sociale »	720,00 \$	Gré à gré
Morissette, Chantal	Révision et mise en page de Bulletins Langue et Culture de Dossiers Langue et Culture	2 247,50 \$	Gré à gré
Netmail inc.	Renouvellement de la licence et du support de la plateforme Netmail	24 926,30 \$	Gré à gré
Octane stratégie inc.	Animation du colloque « Un demi-siècle d'éducation depuis la Révolution tranquille » dans le cadre du congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS)	4 987,50 \$	Gré à gré
Ose Design inc.	Services de graphisme « Programme de la soirée - Prix Dollard-Morin »	2 550,00 \$	Gré à gré
Ouellet, Lise	Services de soutien administratif	4 958,50 \$	Gré à gré
Ouellet, Lise	Services de rédaction des « Bulletins Langue et Culture » et aux « Dossier Langue et Culture »	7 050,00 \$	Gré à gré
Papageorgiou, Antonia	Analyse de textes rédigés dans le cadre de l'épreuve unique de juin du programme enrichi anglais langue seconde	1 470,45 \$	Gré à gré
Paquette, Myriam	Services de recherche en matière de promotion d'un mode de vie physiquement actif, du sport et de l'excellence sportive	8 750,00 \$	Gré à gré
Paquin, Robert	Services-conseils professionnels pour la production d'un état de situation concernant le cheminement scolaire des élèves inuits et non-inuits	15 400,00 \$	Gré à gré
Pelland, Philippe	Remboursement de frais de déplacement pour le Comité Ados plein air	230,04 \$	Gré à gré
Pépin, Marie-Josée	Accompagnatrice de la gagnante du prix d'alphabétisation du Conseil de la fédération	220,44 \$	Gré à gré

Pépin, Matthias	Services de formation	1 000,00 \$	Gré à gré
Perkes, Carolyn	Services de traduction du document « Programme provisoire - Histoire du Québec et du Canada »	1 963,27 \$	Gré à gré
Perkes, Carolyn	Vérification finale de la version anglaise du Programme provisoire « Histoire du Québec et du Canada »	260,00 \$	Gré à gré
Phénix, Julie	Mise en page de documents relatifs à l'épreuve de 4e et 6e année du primaire en anglais, langue d'enseignement	7 456,00 \$	Gré à gré
Photomédia	Photographe officiel de la cérémonie Dollard-Morin	1 099,00 \$	Gré à gré
Pierre Mathieu, Foresterie conseils inc.	Validation du document « Outil d'expérimentation - Transformation du bois - Projet personnel d'orientation (PPO) »	613,00 \$	Gré à gré
Pineau, Geneviève	Création d'un visuel « Développement moteur chez les 0-9 ans »	3 705,00 \$	Gré à gré
Pitney Bowes du Canada Itée	Renouvellement, soutien technique et entretien de la Plieuse-inséreuse Pitney Bowes	6 780,00 \$	Gré à gré
Planifika	Évaluation des besoins de gestion de maintien d'actifs	21 734,00 \$	Gré à gré
Pleau, Normand	Services de graphisme du document « Les gymnases - Les pratiques sécuritaires des activités sportives en gymnase »	4 565,00 \$	Gré à gré
Pontbriand	Production de trophées pour le Prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin	8 625,00 \$	Gré à gré
Pouliot, Denis	Services-conseils en gestion	23 100,00 \$	Gré à gré
Productions S.M.J.F Les	Productions de bandes sonores pour les épreuves du Ministère en langues secondes française et anglaise	2 000,00 \$	Gré à gré
Provaxia Informatique inc.	Services de soutien technique pour logiciel « Serveurs d'entreprise IBM-Power 6-570 »	5 000,00 \$	Gré à gré
Provencher, Julie	Services-conseils en matière d'enseignement des langues secondes au primaire, au Québec	17 550,00 \$	Gré à gré
Qc Média inc.	Conseils et réalisation pour le support de la plateforme TYPO3 et PHP du MELS	2 000,00 \$	Gré à gré
Quality Hotel Dorval	Services d'hébergement et de traiteurs	14 503,93 \$	Gré à gré
Quevillon-Lacasse, Claude	Travaux relatifs aux programmes de Français, langue seconde (FLS)	24 671,00 \$	Gré à gré
Quinn, Judy	Révision linguistique du document « Guide pratique de santé et de sécurité en arts pour les écoles primaires et secondaires »	360,00 \$	Gré à gré
Quinn, Judy	Révision linguistique française de différents documents sur demande.	300,00 \$	Gré à gré
Quinn, Kimberley	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise	15 000,00 \$	Gré à gré
Rabinovitch, Lori	Travaux de mise à jour du site web du « Projet intégrateur » et poursuite de l'animation du site	19 550,00 \$	Gré à gré
Radoman, Janet	Mise à jour des documents sur le site Web « literacy today »	6 620,00 \$	Gré à gré
Rancourt, David	Correction d'examens oral et écrit, compréhension et expression	487,50 \$	Gré à gré
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie	Services-conseils pour la vérification de prix des tableaux numériques interactifs, des projecteurs interactifs, dispositifs interactifs et écrans tactiles	24 700,00 \$	Gré à gré

Raymond Chabot Ressources Humaines inc.	Interprétation relative à la TPS et à la TVQ	24 000,00 \$	Gré à gré
Rédaction Belle Plume	Rédaction de fiches descriptives concernant la description et les premiers résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)	11 025,00 \$	Gré à gré
Renaud, Marie-Josée	Révision de la correction des épreuves uniques de français écriture, langue d'enseignement de la 5e secondaire	4 000,00 \$	Gré à gré
Réseau action TI	Services de formation	5 020,00 \$	Gré à gré
Réseau Circum inc.	Renouvellement de la licence d'utilisation CallWeb	5 000,00 \$	Gré à gré
Réseau Circum inc.	Renouvellement de la licence d'utilisation du logiciel CallWEB de Réseau Circum 2014-2015	5 000,00 \$	Gré à gré
Réseau Circum inc.	Renouvellement de la licence d'utilisation du logiciel CallWeb	5 000,00 \$	Gré à gré
Richard Pellino	Membre du comité de la Commission de l'éducation en langue anglaise	750,00 \$	Gré à gré
Robert, Jean	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise	5 000,00 \$	Gré à gré
Robitaille, Julie	Analyse d'échantillon de textes d'élèves en vue de l'amélioration de l'instrumentation d'évaluation en anglais, langue d'enseignement	2 453,46 \$	Gré à gré
Romanese, Lisa	Analyse de textes rédigés dans le cadre de l'épreuve unique de juin du programme enrichi anglais langue seconde	1 090,69 \$	Gré à gré
Rosenhek, Ashley	Analyse d'échantillon de textes d'élèves en vue de l'amélioration de l'instrumentation d'évaluation en anglais, langue d'enseignement	1 519,34 \$	Gré à gré
Scherzer-Solomon, Catherine Ruth	Constatations et recommandations relativement à une situation grave d'ordre familial ou humanitaire qui justifierait de rendre un enfant admissible à l'enseignement en anglais	1 867,52 \$	Gré à gré
Scherzer-Solomon, Catherine Ruth	Constatations et recommandations au ministre relativement à une situation grave d'ordre familial ou humanitaire qui justifierait de rendre un enfant admissible à l'enseignement en anglais	2 336,98 \$	Gré à gré
Ségui, Claudine	Coordination des entrevues de sélection des candidats Odyssée	5 011,00 \$	Gré à gré
Séguin, Éric	Inspecteur lors de visites de stations de ski alpin aux fins de vérification de l'application de la Loi sur la sécurité dans les sports du Règlement sur la sécurité dans les stations de ski alpin	4 262,00 \$	Gré à gré
Seline, Megan	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA)	2 200,00 \$	Gré à gré
Serrurerie-Contrôle inc.	Services de serrurier	1 800,00 \$	Gré à gré
Services conseils Hardy inc.	Formation SAS	1 383,95 \$	Gré à gré
Services conseils Hardy inc.	Formation Macro de SAS	1 895,70 \$	Gré à gré
Sévigny, Martin	Membre du comité provincial Sport-études	36,84 \$	Gré à gré
Shiftfocus media inc.	Travaux audio et vidéo pour les épreuves ministérielles en anglais, langue seconde	4 000,08 \$	Gré à gré
Shiftfocus media inc.	Développement du site web des programmes de Français, langue seconde	14 303,25 \$	Gré à gré

QG-7 Annexe

Sia-Solutions inc.	L'entretien et l'évolution du système ERQ	11 250,00 \$	Appel d'offre sur invitation
Siemens Canada limitée	Service d'entretien du système de sécurité des accès, mise à jour du logiciel Sphinx	9 177,99 \$	Gré à gré
Siemens Canada limitée	Travaux d'entretien sur les équipements de sécurité	5 000,00 \$	Gré à gré
Simard, Monique	Expertise conseil pour l'optimisation du processus d'analyse des rapports financiers annuels des commissions scolaires linguistiques	22 000,00 \$	Gré à gré
Simard, Pierre	Participation au comité d'analyse des dossiers de reddition de comptes et de demandes de subventions du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation	4 200,00 \$	Gré à gré
Société Conseil AGRM PI inc.	Planification des actions en sécurité de l'information et collaboration au bilan de sécurité de l'information	24 500,00 \$	Gré à gré
Société conseil HJF inc.	Services-conseils en gestion des ressources humaines	22 990,00 \$	Gré à gré
Softchoice LP	Mise à jour du logiciel MindManager	879,90 \$	Gré à gré
Solutions logiciel Notyss inc.	Élaboration d'un module informatisé servant à la diffusion des dispositions réglementaires liées à la signalisation prévues au Règlement sur la sécurité dans les stations de ski alpin au Québec	9 250,00 \$	Gré à gré
Solutions logiciel Notyss inc.	Informatisation du formulaire de demande d'aide financière du Programme d'assistance financière à l'accessibilité aux camps de vacances	10 855,00 \$	Gré à gré
St-Arnaud, Paula	Travaux relatifs à la Lutte contre l'intimidation et la violence è l'école	5 228,40 \$	Gré à gré
Studio Alphatek inc.	Conception graphique accessible de la brochure « L'élève ayant une déficience motrice - Au-delà des apparences »	8 540,00 \$	Gré à gré
Supremex inc.	Services d'impression d'enveloppes pour les diplômes	9 956,70 \$	Appel d'offre sur invitation
Syn-texte	Révision linguistique française des Règles budgétaires de fonctionnement et d'investissement	2 000,00 \$	Gré à gré
Taylor, Robert	Portrait de la situation actuelle de l'éducation physique et de la santé (ÉPS) au primaire et au secondaire dans le milieu anglophone	3 000,00 \$	Gré à gré
Télélangues international ltée	Formation en langue anglaise	1 566,40 \$	Gré à gré
Télélangues international ltée	Formation en langue Anglaise	802,78 \$	Gré à gré
Thibault, Marie-Josée	Animation des ateliers de persévérance et de réussite scolaires en formation générale des adultes	2 313,50 \$	Gré à gré
Toussaint, Geneviève	Révision linguistique du document « Les gymnases - Les pratiques sécuritaires des activités sportives en gymnase »	2 000,00 \$	Gré à gré
Toussaint, Geneviève	Révision linguistique du document « Perceptions de l'enseignement et réussite éducative au secondaire »	2 450,00 \$	Gré à gré
Toussaint, Geneviève	Révision linguistique française du document « Épreuves du cours du programme d'études Science et technologie »	1 500,00 \$	Gré à gré

Toussaint, Geneviève	Révision linguistique du document « Épreuves du cours du programme d'études Science et	1 500,00 \$	Gré à gré
,	technologie »	<u> </u>	
Toussaint, Geneviève	Révision linguistique du document Référentiel d'intervention pour les élèves	1 500,00 \$	Gré à gré
Toussaint, Geneviève	Révision linguistique française du Programme d'études Participation sociale	4 250,00 \$	Gré à gré
Tremblay, Francis	Services de traduction du document « Compétence Québec - 13e Olympiades de la formation professionnelle et technique »	240,00 \$	Gré à gré
Triamedia inc.	Montage infographique du programme de formation de l'école québécoise « Géographie culturelle et histoire du 20e siècle »	10 225,00 \$	Gré à gré
Trudel, Colette	Services de soutien administratif	4 792,50 \$	Gré à gré
Turgeon, François	Révision de la correction des épreuves uniques d'histoire et éducation à la citoyenneté de la 4e secondaire, de français et d'anglais	3 000,00 \$	Gré à gré
Turgeon, Jacques	Services conseils en gestion afin de produire une recommandation quant à la viabilité financière du Centre de formation professionnelle pour Autochtones dans les métiers de la construction (CFPAMC)	13 146,71 \$	Gré à gré
Vaillant, Johanne	Services de rédaction afin de dresser un portrait de la situation de la formation initiale en EPS dans le milieu anglophone	15 800,00 \$	Gré à gré
Vautour, Daphné	Services de soutien à la gestion	4 411,04 \$	Gré à gré
Venables, Ray	Membre de la Commission de l'éducation en langue anglaise	15 000,00 \$	Gré à gré
Villeneuve, Paul	Mise à jour des données, analyse statistique et rédaction d'un rapport sur les mortalités d'origine récréative et sportive	5 000,00 \$	Gré à gré
Vincent, Ginette	Services de rédaction du guide destiné à soutenir le travail des titulaires de 3e cycle du primaire dans un contexte d'anglais intensif	12 000,00 \$	Gré à gré
Visioninfo	Services techniques reliés au sites Web du projet « Literacy today »	3 500,00 \$	Gré à gré
Vitrerie Global	Services d'aménagement de bureau	6 535,00 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	1 717,05 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passages	1 922,44 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	1 211,23 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	3 225,90 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	3 289,27 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	2 386,70 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	1 383,00 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	4 121,94 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	549,80 \$	Gré à gré

Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	1 171,53 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	1 826,78 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	1 219,88 \$	Gré à gré
Voyages Laurier du Vallon inc.	Transport aérien de passagers	1 601,86 \$	Gré à gré
Walters, Lara	Conseillère auprès des moniteurs et monitrices pour le programme de langues officielles « Odyssée »	3 040,00 \$	Gré à gré
Webster, Megan Elizabeth	Recherche, planification et animation d'ateliers à l'intention des conseillers pédagogiques pour le programme « English Language Arts »	9 930,00 \$	Gré à gré
West Island Hotels inc.	Services de location de salles et de traiteur	2 100,00 \$	Gré à gré
White, Susan	Analyse d'échantillon de textes d'élèves en vue de l'amélioration de l'instrumentation d'évaluation en anglais, langue d'enseignement	1 820,00 \$	Gré à gré
Winkler, Kerstin	Conseillère du Programme d'assistantes et d'assistants de langues entre le Québec, l'Allemagne et la Chine	7 682,64 \$	Gré à gré
Woll, Nina	Animation d'un atelier de formation en allemand dans le cadre des Programmes internationaux d'assistantes et assistants de langue	250,00 \$	Gré à gré
Woll, Nina	Participation à la sélection des candidats québécois dans le cadre du programme international d'assistants de langue française en Allemagne	250,00 \$	Gré à gré
Wolters Kluwer Québec Itée	Renouvellements de publications - Feuilles mobiles « Régime de retraite au Québec »	1 277,00 \$	Gré à gré
Wolters Kluwer Québec Itée	Renouvellements de publications - Feuilles mobiles « Régime de retraite au Québec »	1 314,00 \$	Gré à gré
Wolters Kluwer Québec Itée	Renouvellements de publications - Feuilles mobiles « Régime de retraite au Québec »	1 351,00 \$	Gré à gré
Wolters Kluwer Québec Itée	Renouvellement feuilles mobiles « Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale »	1 121,00 \$	Gré à gré
Woolgar, Carmen	Analyse d'échantillon de textes d'élèves en vue de l'amélioration de l'instrumentation d'évaluation en anglais, langue d'enseignement	1 504,99 \$	Gré à gré

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
Allaire, Tony	Service d'ébénisterie	1 250,80 \$	Gré à gré
Ariva ®	Achat de relevés de notes	3 860,00 \$	Gré à gré
Asystel inc.	Réimpression du visuel du <i>Prix du ministre</i>	1 590,00 \$	Gré à gré
Berewidougou, Noelie	Services-conseils en gestion	21 829,92 \$	Gré à gré
Bla bla rédaction S.E.N.C.	Révision linguistique d'une publication « Indicateurs de l'enseignement supérieur »	2 712,50 \$	Gré à gré

Bla bla rédaction S.E.N.C.	Révision linguistique d'une publication « Guide administratif du bulletin d'études collégiales »	1 250,00 \$	Gré à gré
Boudreau, Ginette	Services de soutien administratif	24 360,00 \$	Gré à gré
Copies de la Capitale inc.	Services d'impression du rapport « Chantier sur l'offre collégiale »	1 958,74 \$	Gré à gré
Copies de la Capitale inc.	Services d'impression du rapport « Chantier sur la politique de financement des universités »	2 363,71 \$	Gré à gré
Cornerstone Group of	Accès à la banque de données des adresses et des numéros de téléphone Info-Direct	15 500,00 \$	Gré à gré
Companies		·	G
Côté, Danny	Co-animation du gala Chapeau, les filles!	1 000,00 \$	Gré à gré
Des mots et des lettres	Révision linguistique du document « Enquête sur les conditions de vie des étudiantes et des étudiants	1 500,00 \$	Gré à gré
	de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université »		_
Deschamps impression inc.	Services d'impression fiduciaire des bases de diplôme d'études collégiales	10 284,00 \$	Gré à gré
Deschamps impression inc.	Services d'impression de bases de diplômes d'études collégiales	10 249,00 \$	Gré à gré
Dun & Bradstreet Canada Itée	Abonnement aux services donnant accès à la base de données contenant un répertoire exhaustif	4 296,00 \$	Gré à gré
	d'entreprises		_
Dupuis, Paul	Réflexion stratégique sur l'organisation de travail dans la gestion des infrastructures	9 000,00 \$	Gré à gré
Durocher, Colette	Services-conseils pour la gestion de l'Entente Canada-Québec relativement à l'enseignement dans la	16 020,76 \$	Gré à gré
	langue de la minorité et à l'enseignement des langues secondes		
Forgues, Jean	Modification à la plate-forme informatique MAOB	8 060,00 \$	Gré à gré
Graphissimo	Graphisme et montage du Rapport annuel de gestion	3 310,00 \$	Gré à gré
Henri A. Lafortune inc.	Services juridiques dans le dossier du Syndicat des enseignants du Cégep de Shawinigan	6 055,47 \$	Gré à gré
Imprimerie Ste-Julie inc.	Services d'impression d'étiquettes pour l'identification de l'élève pour l'épreuve uniforme	8 298,89 \$	Gré à gré
Imprimeries Transcontinental	Services d'impression de brochures pour les demandes d'aide financière	17 175,00 \$	Gré à gré
inc.			
Imprimeries Transcontinental	Services d'impression d'affiches pour la campagne « Agir tôt, c'est mieux! »	1 800,00 \$	Gré à gré
inc.			
Imprimeries Transcontinental	Services d'impression du document « Demande d'aide financière »	3 183,00 \$	Gré à gré
inc.			
Joseph Clermont inc.	Intercalaires pour le Ministère « cahiers de briefing et défense des crédits »	2 489,00 \$	Gré à gré
Lévesque, Diane	Services en psychométrie lors de la tenue de l'examen « Correcteurs ou correctrices des épreuves	188,20 \$	Gré à gré
	uniformes de français, langue d'enseignement et littérature, à l'enseignement collégial »		
Lévesque, Diane	Services en psychométrie lors de la reprise de l'examen « Correcteurs ou correctrices des épreuves	147,28 \$	Gré à gré
	uniformes de français, langue d'enseignement et littérature, à l'enseignement collégial »		
Planifika	Services de soutien et d'accompagnement dans le suivi du maintien des actifs immobiliers	8 500,00 \$	Gré à gré

QG-7 Annexe

Qc Média inc.	Services professionnels afin de répondre à des besoins ponctuels dans le cadre de l'entretien et de	2 320,00 \$	Gré à gré
	l'évolution du site Web ministériel		
Sacristain inc.	Services de traiteur dans le cadre de la cérémonie régionale Chapeau, les filles!	1 298,17 \$	Gré à gré
Studio BT inc.	Services de photographes lors du gala « Chapeau, les filles! et son volet Excelle Science »	2 600,00 \$	Gré à gré
Syn-texte	Révision linguistique du document « Rapport d'évaluation de Génome Québec »	1 083,33 \$	Gré à gré
Syn-texte	Révision linguistique des documents « Reconnaissance des acquis et des compétences »	1 487,50 \$	Gré à gré
Syn-texte	Révision linguistique des documents « Techniques de génie mécanique de marine et Navigation »	1 650,00 \$	Gré à gré
Syn-texte	Révision linguistique du document « Technologie de maintenance industrielle »	2 550,00 \$	Gré à gré
Syn-texte	Révision linguistique du document « Techniques de gestion d'une entreprise agricole »	2 500,00 \$	Gré à gré
Syn-texte	Révision linguistique du document « Technologie d'analyses biomédicales »	1 500,00 \$	Gré à gré
Technologia Formation	Formation sur le programmation SQL	4 500,00 \$	Gré à gré
Textes Impeccables inc.	Révision linguistique du Rapport d'évaluation du Programme de soutien à la valorisation et au transfert	1 300,00 \$	Gré à gré
Textes Impeccables inc.	Révision linguistique du document « Techniques de design d'intérieur »	1 500,00 \$	Gré à gré
Traitement de saveur	Services de traiteur - Soirée reconnaissance	1 405,00 \$	Gré à gré
Usinov inc.	Fabrication de trophées dans le cadre de la remise des prix nationaux au gala Chapeau, les filles!	5 792,00 \$	Gré à gré
Viens, Nicole	Services en psychométrie lors de la tenue de l'examen « Correcteurs ou correctrices des épreuves	171,83 \$	Gré à gré
	uniformes de français, langue d'enseignement et littérature, à l'enseignement collégial »		
Viens-Barbeau, Maxime	Surveillant lors de la tenue de l'examen « Correcteurs ou correctrices des épreuves uniformes de	131,67 \$	Gré à gré
	français langue d'enseignement et littérature, à l'enseignement collégial »		

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE

Voir le tableau en annexe qui présente les contrats de moins de 25 000 \$. Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

<u>LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION EN 2014-2015</u>

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
Agence de voyages Val d'Or inc.	Services de transport aérien	1 083,47 \$	Gré à gré
Agence de voyages Val d'Or inc.	Services de transport aérien	1 555,96 \$	Gré à gré
Alt Hôtel Québec	Services de traiteur : réunion des membres bénévoles du Conseil supérieur de l'éducation	1 258,10 \$	Gré à gré
Auberge du Lac Saint-Pierre	Service de location de salles et traiteur : réunion du Conseil supérieur de l'éducation du mois de juin 2014	6 132,75 \$	Gré à gré
Bleu Outremer	Montage et réalisation infographique du Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2012-2014	3 080,00 \$	Gré à gré
Carole Pâquet	Révision linguistique et correction d'épreuves du Rapport annuel de gestion 2013-2014 du Conseil supérieur de l'éducation	1 350,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Carrefour des langues, Le	Formation linguistique en anglais dans les bureaux du Conseil	672,00 \$	Gré à gré
Centre St-Pierre	Contrat de location de salles, de matériel audio visuel et de services de restauration : journée de réflexion de la Commission de l'éducation des adultes et de la formation continue	1 031,25 \$	Gré à gré
Concert Plus inc.	Location d'audiovisuel pour l'Assemblée plénière des membres bénévoles du Conseil supérieur de l'éducation	1 376,50 \$	Gré à gré
Cuisine-Atout Entreprise d'insertion inc.	Services de traiteur : journée de réflexion de la Commission de l'éducation des adultes et de la formation continue	600,00 \$	Gré à gré
Des Mots et des Lettres	Révision linguistique et correction d'épreuves du Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2012-2014	2 500,00 \$	Gré à gré
Harvey, Marie-France	Services professionnels visant à documenter deux aspects de la problématique en lien avec l'enjeu relatif à la diversité des élèves sans le cadre des travaux du Comité conjoint de la Commission de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et de la Commission de l'enseignement secondaire.	21 595,50 \$	Gré à gré
Hôtel Château Laurier Québec	Services de location de salles et traiteur : assemblée du Conseil supérieur de l'éducation, le 23 avril 2015	6 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Hôtel Pur	Services de location de salles et traiteur : assemblée du Conseil supérieur de l'éducation, le 24 avril 2014	14 873,59 \$	Gré à gré
Jaguar Média inc.	Abonnement annuel pour le réseau AMEQ en ligne	1 575,00 \$	Gré à gré
Les Analyses M.G. enr.	Séance de formation préparatoire à l'analyse des données d'enquête internationale	1 093,75 \$	Gré à gré
Lévesque, Michel	Services professionnels visant la conception et l'élaboration d'une stratégie de diffusion des documents du Conseil à l'échelle nationale et régionale	3 000,00 \$	Gré à gré

Nº: 7A Annexe

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
Marquis Imprimeur inc.	Impression de l'avis de la Commission de l'enseignement secondaire « Le développement professionnel, un enrichissement pour toute la profession enseignante »	11 767,02 \$	Appel d'offres sur invitation
Marquis Imprimeur inc.	Impression de l'avis de la Commission de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire « L'amélioration de l'enseignement de l'anglais, langue seconde, au primaire : un équilibre à trouver »	11 225,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Marquis Imprimeur inc.	Impression du Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2012-2014 « Pour l'amélioration continue du curriculum et des programmes d'études »	16 495,00 \$	Gré à gré
Metafore Technologies inc.	Acquisition d'une imprimante HP M602x monochrome avec garantie 3 ans	1 231,55 \$	Gré à gré
Ose Design inc.	Montage et réalisation infographique de l'avis de la Commission de l'enseignement secondaire « Le développement professionnel, un enrichissement pour toute la profession enseignante »	2 950,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Ose Design inc.	Montage et réalisation infographique de l'avis de la Commission de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire « L'amélioration de l'enseignement de l'anglais, langue seconde, au primaire : un équilibre à trouver »	2 450,00 \$	Gré à gré
Ose Design inc.	Montage et réalisation infographique du Rapport annuel de gestion 2013-2014 du Conseil supérieur de l'éducation	2 450,00 \$	Gré à gré
Ose Design inc.	Montage et réalisation infographique d'une brochure historique	2 040,00 \$	Gré à gré
Réseau Internet Québec inc.	Hébergement du site Internet pour 2014-2015	5 764,07 \$	Gré à gré
Rompré, Gabriel	Services professionnels pour la réalisation d'une étude conjointe du Conseil national d'évaluation du système scolaire et du Conseil supérieur de l'éducation sur la mixité sociale et scolaire et ses effets	11 500,00 \$	Gré à gré
Syn-Texte Services linguistiques	Révision linguistique de l'avis de la Commission de l'enseignement secondaire « Le développement professionnel : un enrichissement pour toute la profession enseignante »	962,50 \$	Gré à gré
Syn-Texte Services linguistiques	Révision linguistique de l'avis de la Commission de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire « L'amélioration de l'enseignement de l'anglais, langue seconde, au primaire : un équilibre à trouver »	3 421,00 \$	Gré à gré
Vidéotron s.e.n.c.	Services de télécommunications : lien Internet TGV 120 Affaires #1 pour 2014-2015	3 579,11 \$	Appel d'offres sur invitation

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE

ANNÉE 2014-2015 (CONTRATS MOINS DE 1 000 \$ ET 25 000 \$)

FOURNISSEURS	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE
			D'OCTROI
AQISEP	Activité de promotion auprès des	5 000 \$	Gré à gré
	intervenants en milieu scolaire des		
	formations du secteur minier offertes		
	par les établissements d'enseignement		
	au Québec		
Chaire en entreprenariat	Recherche sur l'offre de formation	14 600 \$	Gré à gré
minier UQAT/UQAM	internationale		
Construction Filiatreault	Travaux d'amélioration locative	16 394 \$	Gré à gré
GCI	Soutien technique et mise à jour du	12 200 \$	Gré à gré
	progiciel de gestion documentaire		
GLS Réseaux	Activité de veille	19 400 \$	Gré à gré
Institut de la statistique	Réaliser les travaux de récurrence sur	8 463 \$	Gré à gré
du Québec (ISQ)	la base de données (Entretien)		
L'Agence secrète	Graphisme et impression de	2 738 \$	Gré à gré
	documents		_
MLS Architectes	Frais professionnels pour la réalisation	4 381 \$	Gré à gré
	de travaux d'amélioration locative		_

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Secteur : Unité :

Date: 7 avril 2015 – 14 h 06

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE

Voir le tableau en annexe.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les questions b), d), f) et g) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits 2015-2016.

Secteur: Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Unité: Direction des finances

Date: 31 mars 2015

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
3627730 CANADA INC.	LOCATION AUDIOVISUEL JOUR DE LA TERRE	756,54 \$	Gré à gré
À LA MAIN VERTE (MME SYLVIA JEAN)	Installation et désinstallation de décorations intérieures et extérieures	4 014,12 \$	Gré à gré
A.N.D. TECHNOLOGIES INC. (PCOUNTER)	Renouvellement du contrat de maintenance et de support pour le serveur d'éducation supérieure - Du 2014- 08-01 au 2015-07-31		Gré à gré
A.R.C. INFORMATIQUE INC.	Renouvellement du nom du domaine ITHQ.QC.CA - Du 2014-07-24 au 2017-07-23		Gré à gré
ACLSMATIN	COURS DE RCR DONNE AUX ÉTUDIANTS DE HEGHI	505,43 \$	Gré à gré
ADOBE.COM	Abonnement Adobe pour formulaire en ligne	1,14 \$	Gré à gré
AEVITAS	RAMASSAGE ET RECYCLAGE	477,91 \$	Gré à gré
A-G CANADA LTD.	Renouvellement de la base de données SaaS AGC - Du 2014-07-01 au 2015-06-30	3 041,09 \$	Gré à gré
AIR LIQUIDE CANADA INC.	LOCATION DE BOUTEILLE - 2014-02-01	5,66 \$	Gré à gré
AIR LIQUIDE CANADA INC.	LOCATION ANNUELLE DE GAZ EN BOUTEILLE	101,75 \$	Gré à gré
AIRE IMAGE INC	Services de gravure - Plaque Sandals	1 258,98 \$	Gré à gré
AIRE IMAGE INC	Déplacement d'un installateur - Fixation d'une plaque acrylique	493,24 \$	Gré à gré
AIRE IMAGE INC	Services de gravure - Plaque Starwood	909,45 \$	Gré à gré
AIRE IMAGE INC	Déinstallation et réinstallation des plaques hôtelières dans le Hall des bâtisseurs	172,46 \$	Gré à gré
ALTPDF	Mise en accessibilité d'un PDF - Rapport annuel 2013-2014	708,00 \$	Gré à gré
ALVÉOLE	Pots en vitre 60ml pour miel	146,59 \$	Gré à gré
ALVÉOLE	Service complet pour 2 ruches en location pour 12 mois	3 031,89 \$	Gré à gré
AMADOR ELECTRONIQUE INC.	INSPECTION ET ENTRETIEN DES 9 PORTES	651,91 \$	Gré à gré
AMADOR ELECTRONIQUE INC.	Appel de service - vérification porte	113,83 \$	Gré à gré
AMADOR ELECTRONIQUE INC.	Fournir et installer fenêtre thermo	236,85 \$	Gré à gré
AMADOR ELECTRONIQUE INC.	Appel de service - vérification porte	117,27 \$	Gré à gré
AMARRAGES SANS FRONTIÈRES	Visite guidée dans la communauté juive avec étudiants GT les 30 mars et 23 avril 2015 - 2 groupes + 2 professeurs - environ 42 étudiants au total	819,00 \$	Gré à gré
AMT REPAIR SERVICE INC.	RÉPARATION DE MATÉRIEL AUDIO VISUEL - PROJECTEUR	431,16\$	Gré à gré
ANDRE FORTIN INC.	Assurances pour deux étudiants étrangers - Du 2014-01-15 au 2015-08-14		Gré à gré
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	Déchiquetage Iron Mountain - Du 2014-07-01 au 2015-06-30	1 276,22 \$	
ASCENSEURS VIAU INC.	Travaux d'assistance du technicien alarme-incendie de Viking	275,94 \$	Gré à gré
ASCENSEURS VIAU INC.	Appel de service - Puits de l'ascenseur		Gré à gré
ASCENSEURS VIAU INC.	Redémarrage de l'ascenseur de l'Hôtel suite à une coupure électrique	293,19 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
ASCENSEURS VIAU INC.	Appel de service - Remise en marche de l'ascenseur suite à une mise hors tension	293,19 \$	Gré à gré
ASCENSEURS VIAU INC.	Appel de service en dehors des heures	79,33 \$	Gré à gré
ASSA ABLOY ENTRANCE SYSTEMS CANADA INC.	CONTRAT DE SERVICE ENTRETIEN DE 8 PORTES AUTOMATIQUES	4 684,08 \$	Gré à gré
ASSOCIATION DES RESTAURATEURS DU QUEBEC (ARQ)	Fiches corporatives ITHQ et CER dans le site WEB de l'ARQ	86,23 \$	Gré à gré
ASSOCIATION DES RESTAURATEURS DU QUEBEC (ARQ)	Logo site web ARQ	86,23 \$	Gré à gré
ATOUT PLUS INC	LOCATION DE MATÉRIEL DANS LE CADRE DU COURS DE PREMIERS SOINS	310,06 \$	Gré à gré
AUBERGE AUX TOITS ROUGES	LOCATION DE CHAMBRE - ACTIVITÉS DES GT AU MONT- MÉGANTIC	202,36 \$	Gré à gré
AUCLAIR & LANDRY INC.	Réparation du rideau métallique au magasin scolaire	275,94 \$	Gré à gré
AUTOBUS GALLAND LTEE	LOCATION AUTOBUS SCOLAIRE 2014-04-01	359,87 \$	Gré à gré
AUTOBUS GALLAND LTEE	LOCATION AUTOBUS - VOYAGE A ST-SAUVEUR ET TREMBLANT - 2014-05-07 - PROGRAMME HEGHI	953,14 \$	Gré à gré
AUTO-MATRIX CONTROLES INC.	Problème d'accès au graphique de ventilation, vérification de la connection	747,34 \$	Gré à gré
AUTO-MATRIX CONTROLES INC.	Problème de communication coupé entre le sous sol et le 4 ^e étage	976,71 \$	Gré à gré
BASECAMPHQ.COM	Abonnement du 2015-01-03 au 2015-11-03	250,00 \$	Gré à gré
BEAUDIN, JULIE Designer Graphique	Service de graphisme	400,00 \$	Gré à gré
BEAUREGARD, LOUISE	Réparation des coutures des bannières	60,00 \$	Gré à gré
BÉLANGER BRANDING DESIGN LTÉE	Mise à jour du budget pour fabrication et installation des éléments signalitiques	402,41 \$	Gré à gré
BENJEL CHIMISTES CONSEIL INC.	Analyse d'un échantillon de placoplâtre	868,06 \$	Gré à gré
BENJEL CHIMISTES CONSEIL INC.	Vérification des chambres d'hôtel 704 & 809	776,08 \$	Gré à gré
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES	Location auditorium de BAnQ Vieux-Montréal pour colloque du CER le 2014-06-11	1 770,62 \$	Gré à gré
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES	LOCATION D'UNE SALLE (2014-05-30)- LANCEMENT DU PROJET ULYSSE	620,87 \$	Gré à gré
BINATEK INC.	SCANFILE V8 ASSURANCE LOGICIEL- Couverture du 2014-11-15 au 2015-11-14	2 006,31 \$	Gré à gré
BIOSYSTEMES	Renouvellement contrat annuel maintenance logiciel FIZZ pour l'analyse sensorielle - Du 2014-07-01 au 2015-06-30	825,22 \$	Gré à gré
BIRON-MASCIOTRA, SUZANNE	VISITE GUIDÉE: PETITE ITALIE 2014-11-29 - COURS: 414-704-HQ	150,00 \$	Gré à gré
BOOKING.COM B.V. # T45033c	FACTURE POUR LE MOIS DE MARS	1 954,65 \$	Gré à gré
BOURGEOIS, GINETTE	Services professionnels pour surveillance les 22 et 23 mai 2014	787,58 \$	Gré à gré
BOURGEOIS, GINETTE	Formation hygiène et salubrité personnel Aramark affecté au Grand Prix Montréal	804,83 \$	Gré à gré
BOURGEOIS, GINETTE	Tâches reliées à des examens hygiène et salubrité, entre le 21 avril et 26 juin 2014	1 422,82 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
BOURGEOIS, GINETTE	Formations hygiène et salubrité les 17-18 juin et 7-8 juillet 2014	2 253,51 \$	Gré à gré
BOURGEOIS, GINETTE	Formations hygiène et salubrité les 12 et 13 août 2014	1 756,24 \$	Gré à gré
BOURGEOIS, GINETTE	Tâches effectuées (examens hygiène et salubrité) du 28 août au 23 septembre 2014	655,36 \$	Gré à gré
BOURGEOIS, GINETTE	Formation hygiène et salubrité "gestionnaires" 7 et 8 octobre 2014	1 126,76 \$	Gré à gré
BOURGEOIS, GINETTE	Tâches reliées à la surveillance et aux corrections d'examens hygiène et salubrité effectuées du 25 septembre au 26 octobre 2014	801,95 \$	Gré à gré
BOURGEOIS, GINETTE	Contrat de services professionnels - Formatrice et experte en contenu - Ateliers professionnels et de formation en ligne en matière d'hygiène et salubrité des aliments - Du 2014-11-01 au 2015-06-30	17 246,25 \$	
BOUTHILLIER RIOUX INC.	APPEL DE SERVICE, ÉVALUATION DE TRAVAUX		Gré à gré
BOUTHILLIER RIOUX INC.	PLEIN DE 2 RÉSERVOIRS DE GÉNÉRATRICE AVEC CARBURANT DIESEL	1 487,78 \$	
BOUTY INC.	RECONDITIONNEMENT DE FAUTEUIL DIABOLO	24 379,30 \$	Gré à gré
BRAVO LOCATION RENTALS INC	LOCATION 10 ET 11 NOVEMBRE 2014	5,81 \$	Gré à gré
BRISSON, LEGRIS & ASSOCIÉS INC.	Test de sélection programme Gestion en hôtellerie internationale	3 219,59 \$	Gré à gré
BRISSON, LEGRIS & ASSOCIÉS INC.	Honoraires professionnels - Transfert des résultats typometre en GROP - Examens	728,94 \$	Gré à gré
CADEXAIR INC.	Verification du four à sole	362,17 \$	Gré à gré
CADEXAIR INC.	VERIFICATION ET MISE AUX NORMES DES SYSTEMES D'EVACUATION DES VAPEURS DE CUISSON DE CHACUNE DES CUISINES	6 519,08 \$	Gré à gré
CANADIAN RESORT HOTEL LIMITED	LOCATION DES CHAMBRES DU JEUDI 10 AVRIL AU SAMEDI 12 AVRIL	2 916,92 \$	Gré à gré
CANTIN, JULIE	Surveillance d'examen à Shawinigan	96,00 \$	Gré à gré
CANTIN, JULIE	Supervision d'examens 2014-07-15	96,00 \$	Gré à gré
CANTIN, JULIE	Supervision d'examen 2014-09-09		Gré à gré
CANTIN, JULIE	Supervision d'examen 2014-11-11	60,00 \$	Gré à gré
CAPITAL TRAITEUR MONTRÉAL INC.	Services de traiteur - Remise des diplômes - 2014-11-18	20 483,06 \$	Gré à gré
CAROL DUCHARME CPA INC.	Offre de service (Café Étudiants)	4 599,00 \$	Gré à gré
CCIP-DRI/E ECOLES GREGOIRE-FERRANDI	Devis cours théorique de législation en sommellerie du 19 au 23 mai 2014 (13 étudiants et 1 professeur du programme FISSR) - Coût 3 070,00 Euros	4 604,35 \$	Gré à gré
CCIP-DRI/E ECOLES GREGOIRE-FERRANDI	COURS DE LÉGISLATION EN SOMMELLERIE	3 070,00 \$	Gré à gré
CEDROM-SNI INC.	Renouvellement abonnement à EUREKA.CC du 2014-07-02 au 2015-07-01	3 391,58 \$	Gré à gré
CEGEP LIMOILOU	Location de salle - Surveillance d'examens - Du 2015-01-17 au 2015-06-30	1 138,25 \$	Gré à gré
CEGEP LIMOILOU	Location de local et surveillance d'examens - Août à décembre 2014	1 138,25 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
CEGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE	Surveillance d'examen à Joliette 2014 -09-17	172,46 \$	Gré à gré
CEGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE	Sureveillance d'examen à Joliette 2014 -11-12	218,45 \$	Gré à gré
CENTRE CHÂTEAU LOGUE INC.	Réservation hôtel pour un professeur du 24 juin au 26 juin 2014	70,71 \$	Gré à gré
CENTRE COLLEGIAL DE DEVELOPPEMENT DE MATERIEL DIDACTIQUE	RENOUVELLEMENT DE L'ABONNEMENT DU 2015-01-01 au 2015 -121	550,44 \$	Gré à gré
CENTRE COLLEGIAL DES SERVICES REGROUPES	Abonnement à diverses bases de données	19 334,86 \$	Gré à gré
CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE FIERBOURG	Achats de denrées et ingrédients de base et autres dépenses pour le concours de cuisine pour l'Assemblée nationale	4 991,58 \$	
CENTRE JEAN-CLAUDE-MALÉPART	Location gymnase - Centre Jean-Claude-Malépart du 2014-09-08 au 2014-12-19	13 040,00 \$	
CESIM OY	Licences de simulation de jeu sur l'hospitalité - Étudiants HEGHI	1 039,74 \$	Gré à gré
CFH SÉCURITÉ INC.	RÉPARATIONS SUITE À L'INSPECTION ANNUELLE 25 AVRIL ET 13 MAI 2014	386,49 \$	Gré à gré
CFH SÉCURITÉ INC.	Entretien préventif des extincteurs	1 465,76 \$	Gré à gré
CFH SÉCURITÉ INC.	Remplacement d'extincteurs et de boyau	716,01 \$	Gré à gré
CFH SÉCURITÉ INC.	Entretien préventif des extincteurs et des boyaux	425,81 \$	Gré à gré
CFH SÉCURITÉ INC.	Entretien annuel des extincteurs et boyaux d'incendie	2 243,10 \$	Gré à gré
CFH SÉCURITÉ INC.	Test hydrostatique de boyaux et remplacement de boyau	281,00 \$	Gré à gré
CHAIRE DE TOURISME TRANSAT	Inscription des étudiants pour le gueuleton touristique - 2015-01-21	255,01 \$	Gré à gré
CHAUMONT, JULIE	Services de rédaction WEB	240,00 \$	Gré à gré
CHAUMONT, JULIE	Services de rédaction WEB	300,00 \$	Gré à gré
CHAUMONT, JULIE	Services de rédaction Web	120,00 \$	Gré à gré
CHAUMONT, JULIE	Textes promo programme sommellerie	80,00 \$	Gré à gré
CHAUMONT, JULIE	Services de rédaction Web	520,00 \$	Gré à gré
CHAUMONT, JULIE	Service de rédaction nouveau programme Ferrandi	200,00 \$	Gré à gré
CHOQUETTE CKS INC.	Réparation d'un lave-vaisselle	446,72 \$	Gré à gré
CHOQUETTE CKS INC.	Entretien préventif d'un lave vaisselle pour l'année 2014-2015	1 577,48 \$	Gré à gré
CHOQUETTE CKS INC.	Réparation d'un lave-vaisselle et remplacement de pièces	1 205,63 \$	Gré à gré
CHOQUETTE CKS INC.	Fournir et installer l'élément de bassin , pièces, main d'oeuvre et frais de camion	1 233,81 \$	Gré à gré
CHOQUETTE CKS INC.	Fournir et installer pièces d'un lave-vaisselle	1 064,21 \$	Gré à gré
CHOQUETTE CKS INC.	Fournir et installer pièces d'un lave-vaisselle	4 381,58 \$	Gré à gré
CITE POSTE CFG INC.	Préparation pour envoi des annuaires ITHQ 2014-2015	470,74 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
CITE POSTE CFG INC.	Retours d'enveloppes suite aux envois des annuaires 2014-2015	51,74 \$	Gré à gré
CORPORATION DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE DU QUÉBEC	FRAIS ANNUELS INSCRIPTION À LA CITQ - 2015-02-01 au 2016-01-31	512,20 \$	Gré à gré
CLIFTON VICTORIA INN AT THE FALLS	LOCATION DE 16 CHAMBRES OCCUPATION DOUBLE POUR LES ETUDIANTS X 2 NUITS 11 ET 12 MARS 2015	3 521,08 \$	Gré à gré
CNW TELBEC INC.	Envoi de communiqués - 2014-03	35,87 \$	Gré à gré
CNW TELBEC INC.	Diffusion de 3 communiqués	70,36 \$	Gré à gré
CNW TELBEC INC.	Envoi de communiqué - 2014-05	23,45 \$	Gré à gré
CNW TELBEC INC.	Envoi de communiqués de presse - 2014-05 et 2014-06	46,91 \$	Gré à gré
CNW TELBEC INC.	Envoi de communiqué - 2014-05	11,50 \$	Gré à gré
CNW TELBEC INC.	Envois de communiqués par CNW - 2014-09	47,37 \$	Gré à gré
CNW TELBEC INC.	Envoi de communiqués de presse - 2015 -01	41,25 \$	Gré à gré
COBA, logiciels de gestion inc.	Demande de modification - 2014-06-13	1 086,51 \$	Gré à gré
COBA, logiciels de gestion inc.	Demande de modification - 2014-06-14	684,10 \$	Gré à gré
COBA, logiciels de gestion inc.	Demande de modification - 2014-06-16	7 305,00 \$	Gré à gré
COBA, logiciels de gestion inc.	Formation d'employés au logiciel COBA - 6 et 12 juin 2014	1 779,47 \$	Gré à gré
COBA, logiciels de gestion inc.	Demande de modification - Collégial - Windows 5.0	3 748,19 \$	Gré à gré
COLLÈGE APRIL-FORTIER INC.	Locations locaux du 25 avril au 8 septembre - Ateliers et examens en hygiène et salubrité et examens Office de la protection du consommateurs	7 588,35 \$	Gré à gré
COLLÈGE APRIL-FORTIER INC.	Location de locaux pour formations et examens du 6 au 15 octobre 2014	689,85 \$	Gré à gré
COLLEGE BOIS-DE-BOULOGNE	Adhésion à la vitrine technologie-éducation - Du 2014-07-01 au 2015-06-30	700,00 \$	Gré à gré
COMBUSTION CLÉMENT (9110-8134 Québec Inc.)	Main doeuvre et matériel pour le remplacement des réservoirs de diesel hors norme	10 922,63 \$	Gré à gré
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES	Supervision d'examen à Drummondville	137,97 \$	Gré à gré
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES	Surveillance d'Examen à Drummondville 2014-05-13	206,96 \$	Gré à gré
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES	Surveillance d'examen à Drummondville 2014 -07-15	195,46 \$	Gré à gré
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES	Supervision d'examen à Drummondville 2014 -09-16	183,96 \$	Gré à gré
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI	Examens des conseillers en voyage	278,24 \$	Gré à gré
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS	OLYMPIADES PROFESSIONNELLES 2013-2014	2 000,00 \$	Gré à gré
COMMISSION SCOLAIRE-REGION DE SHERBROOKE	Surveillance d'examens à Drummondville	100,00\$	Gré à gré
COMMISSION SCOLAIRE-REGION DE SHERBROOKE	Supervision d'examen à Sherbrooke	40,00 \$	Gré à gré
COMMISSION SCOLAIRE-REGION DE SHERBROOKE	Surveillance d'examens en juillet et septembre 2014	120,00 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
COMMUNICATION MALABAR	Ajout de fonctionnalités au système de gestion des réservations en ligne	6 162,66 \$	Gré à gré
COMPAGNIE 3M CANADA	Appel de service pour faire réparer barrière de sécurité 3M	431,16 \$	Gré à gré
COMPÉTENCES QUÉBEC	Renouvellement à l'abonnement Inforoute FPT - 2014-07-01 au 2015-06-30	1 275,00 \$	Gré à gré
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA	Abonnement guide sur la conformité pour les entreprises canadiennes du 2014-08-16 au 2015-08-15	287,28 \$	Gré à gré
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	Services professionnels en impression et messagerie avec la DGSR	2 414,48 \$	Gré à gré
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	Services professionnels en impression et messagerie du 2014-09-01 au 2015-08-31	2 069,55 \$	Gré à gré
CONSTRUCTION LCB INC.	Fournir et installer support pour cafetière Nespresso au RDI	563,06 \$	Gré à gré
CONSTRUCTION LCB INC.	Enlever et refaire la céramique dans la cuisine 2.04	2 662,57 \$	Gré à gré
CONSTRUCTION LCB INC.	Réparation d'une colonne, fournir et installer trappe d'accès	1 029,03 \$	Gré à gré
CONSTRUCTION LCB INC.	Travaux de décontamination et de reconstruction de 2 chambres de bain - Hôtel	7 439,24 \$	Gré à gré
CONSTRUCTION LCB INC.	Installation de portes doubles et construction d'un mur dans un entrepôt au 9e étage	12 158,61 \$	Gré à gré
CONTACT IMAGE	Menu extérieur - Lambert et Brotto	114,98 \$	Gré à gré
COPIBEC	Session Hiver 2014 - Autorisations particulières - Documents avec droits d'auteurs - reproduction papier/numérique (collégial et formation supérieure)	705,60 \$	Gré à gré
COPIBEC	FACTURATION DU 2013-07-01 AU 2014-06-30 - 2e VERSEMENT - LICENCE TYPE ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL (SUPPORT PAPIER/NUMÉRIQUE)	3 172,16 \$	Gré à gré
COPIBEC	Session Hiver 2014. Autorisation particulière, document avec droits d'auteurs - reproduction numérique (formation supérieure - HEGHI)	315,61 \$	Gré à gré
COPIBEC	DROITS D'AUTEUR	8,62 \$	Gré à gré
COPIBEC	DROITS D'AUTEUR	26,56 \$	Gré à gré
COPIBEC	DROITS D'AUTEUR	7,93 \$	Gré à gré
COPIBEC	DROITS D'AUTEUR - ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL - SUPPORT PIER/NUMÉRIQUE - DU 2014-07- 01 AU 2015-06-30	2 814,01 \$	Gré à gré
CORPORATE EXPRESS CANADA INC.	RELIURE	83,20 \$	Gré à gré
CORPORATION PRESSE	Renouvellement de la sélection 2014-2015 (10 titres) - Du 2014-10 à 2015 -09	250,07 \$	Gré à gré
CORRIERE ITALIANO LTEE	Renouvellement magazine Corriere Italiano - 2014-09-24 au 2015-09-24	20,00 \$	Gré à gré
COURRIELLEUR INC.	Forfait de base mensuel 2014-03	45,46 \$	Gré à gré
COURRIELLEUR INC.	Forfait de base mensuel 2014-04	21,56 \$	Gré à gré
COURRIELLEUR INC.	Forfait de base mensuel 2014-05	21,56 \$	Gré à gré
COURRIELLEUR INC.	Forfait de base mensuel 2014-06	103,14 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
COURRIELLEUR INC.	Forfait de base mensuel 2014-07	21,56 \$	Gré à gré
COURRIELLEUR INC.	Forfait de base mensuel 2014-08	21,56 \$	Gré à gré
COURRIELLEUR INC.	Service de base (Qté: 2500) - Forfait OBNL pour l'abonnement au service d'envoi	21,56 \$	Gré à gré
COURRIELLEUR INC.	Forfait de base mensuel 2014-10	21,56 \$	Gré à gré
COURRIELLEUR INC.	Forfait de base mensuel 2014-11	21,56 \$	Gré à gré
COURRIELLEUR INC.	Invitation Grand Chefs - Fondation + cartes de Noël	64,31 \$	Gré à gré
COURRIELLEUR INC.	Service mensuel de base - 2015-01	21,56 \$	Gré à gré
COURRIELLEUR INC.	Projets Fondation	27,19 \$	Gré à gré
CROISIERES AML INC.	Droits d'entrée activités étudiantes	223,97 \$	Gré à gré
CYLABE INTERACTIF	Installation standard sur place (TBI + support + projecteur)	689,85 \$	Gré à gré
D'ANDRE, DANIEL	Contrat de Services professionnels - Négociations des conventions collectives en vigueur à l'Institut	12 000,00 \$	Gré à gré
DATA CARTE CONCEPTS INC.	Logiciel de production de cartes d'identité : installation des composantes matérielles , test de base , formation des opérateurs et déplacement	1 008,33 \$	Gré à gré
DIIGO.COM	Renouvellement annuel de la licence Diigo Premium du 2014-07-23 au 2015-07-22	40,00 \$	Gré à gré
DION, HÉLÈNE	Correction - Manuel de sommellerie	650,00 \$	Gré à gré
DIXSEPT	Services de graphisme - Guide d'amission	1 667,14 \$	Gré à gré
DIXSEPT	Bannière salon international HEGHI	459,90 \$	Gré à gré
DIXSEPT	Graphisme - Menu ext. feuillet promo, encart, totem, ascenseur	373,67 \$	Gré à gré
DIXSEPT	Graphisme - Menu, publicité - Cercle des ambassadeurs	37,37 \$	Gré à gré
DIXSEPT	Services graphiques divers	799,08 \$	Gré à gré
DIXSEPT	Projets divers en graphisme	80,48 \$	Gré à gré
DORIA CUISINE!	Boîtes à lunch - Journée Tourisme	240,00 \$	Gré à gré
DPOC (DIGITAL POSTAGE ON CALL), NEOPOST	Avance de fonds pour timbreuse	400,73 \$	Gré à gré
DPOC (DIGITAL POSTAGE ON CALL), NEOPOST	Recharge postale pour timbreuse	17 246,25 \$	Gré à gré
DR LOUISE MOREAU	Demande de renseignements médicaux pour un dossier d'invalidité	75,00 \$	Gré à gré
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	Renouvellement programme maintenance Antidote - Du 2015-04-01 au 2016-03-31	2 086,80 \$	Gré à gré
DU VERT AU ROUGE INC.	Entretien et plantation de fleurs été et automne 2015	7 421,64 \$	Gré à gré
DUBÉ, ÉRIC	Formation Vers une alimentation saine et savoureuse - Gatineau - 2014-10-25/26	1 596,00 \$	Gré à gré
DUSSAULT GERVAIS THIVIERGE, S.E.N.C.R.L.	Services professionnels pour avis juridique	6 323,63 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
EBSCO CANADA LTEE	Renouvellement d'abonnement à des revues	1 522,28 \$	Gré à gré
EBSCO CANADA LTEE	Renouvellement de bases de données du 2014-07-01 au 2015-06-30	12 616,00 \$	Gré à gré
EBSCO CANADA LTEE	Abonnement à Italianicious du 2014-07-01 au 2015-06-30	130,65 \$	Gré à gré
EBSCO CANADA LTEE	Renouvellement d'abonnement à des revues	1 902,54 \$	Gré à gré
ECO ENTREPRISES QUEBEC	Quote-part pour les frais reliés au recyclage - Du 2013-01-01 au 2014-12-31	700,07 \$	Gré à gré
ÉCOLE HÔTELIÈRE DES LAURENTIDES	Supervision d'examen à Ste-Adèle	133,66 \$	Gré à gré
ÉCOLE HÔTELIÈRE DES LAURENTIDES	Supervision d'examens à Ste-Adèle 2014-08-15	133,66 \$	Gré à gré
ÉCOLE HÔTELIÈRE DES LAURENTIDES	Surveillance d'examen à Ste-Adèle 2014-10-17	133,66 \$	Gré à gré
ÉCOLE HÔTELIÈRE DES LAURENTIDES	Supervision d'examen à Ste-Adèle 2014-12-05	133,66 \$	Gré à gré
ÉCOLE HÔTELIÈRE DES LAURENTIDES	Surveillance d'examen à Ste-Adèle 2015-02-20	133,66 \$	Gré à gré
ÉCORCE ATELIER CRÉATIF INC.	Campagne de notoriété, imprimés et bannières Web - Recrutement d'étudiants	24 006,78 \$	Gré à gré
EDITIONS INFOPRESSE INC.	Abonnement de deux ans au magazine Infopresse - juillet 2014 à juin 2016	91,97 \$	Gré à gré
EDITIONS YVON BLAIS INC.	Renouvellement - Accès à la base de données "La Référence Droit québécois" - Du 2014-07-01 au 2015-07-30	1 092,26 \$	Gré à gré
ÉDUCATION INTERNATIONALE	Demande d'évaluation comparative des études hors Québec pour 7 étudiants	700,00 \$	Gré à gré
EKLOWEB	Infographie et mise en page du rapport annuel de gestion	4 024,13 \$	Gré à gré
ELISABETH TOUCHETTE ENR.	Menu Mtl à table , menu midi, menu grand dîner de la rentrée, carte du soir	275,94 \$	Gré à gré
ELISABETH TOUCHETTE ENR.	Recettes pour émission Par-dessus le marché	103,48 \$	Gré à gré
ENCADREX INC.	RÉPARATION DU CADRE DE L'OEUVRE NO:55	85,28 \$	Gré à gré
ENCADREX INC.	Services d'encadrement - Photo du ministre Y. Bolduc	207,76 \$	Gré à gré
ENCADREX INC.	Certificats Cercle des ambassadeurs	2 109,65 \$	Gré à gré
ENCADREX INC.	Services d'encadrement - 2 diplômes Honoris Causa - remise des diplômes	318,50 \$	Gré à gré
ENCADREX INC.	Services d'encadrement - Cercle des ambassadeurs	124,67 \$	Gré à gré
ENCADREX INC.	Encadrements : Photo ministre Blais et certificats honoris causa	568,01 \$	Gré à gré
eVALORIX (9264-5381 QUÉBEC INC.)	LICENSE D'UTILISATION DES ÉTUDES DE CAS DU CATALOGUE D'eVALORIX - DU 2014-09-01 AU 2015-08-31	574,88 \$	Gré à gré
EXPERTS-EXCHANGE.COM	Abonnement au site web expert-exchange.com du 2014-06-25 au 2015-06-24		Gré à gré
EXPORAIL	VISITE DU MUSÉE EXPORAIL - ÉTUDIANTS	437,20 \$	Gré à gré
EXPOSITION AMERIQUE DU NORD INC.	Pôle de remplacement (bris d'équipement loué)	42,54 \$	Gré à gré
FALLU, JEAN-MATHIEU, MBA	Soutien à l'analyse de données d'enquêtes	1 080,00 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Services professionnels pour avis juridique	10 546,68 \$	Gré à gré
FLICKR	Achat d'un compte Flickr Pro - Du 2014-09-19 au 2016-09-18	44,95 \$	Gré à gré
FLORATERIA INC.	Achat de deux arrangements floraux - Remise des diplômes au Palais des congrès	229,95 \$	Gré à gré
FONDATION DE LA COMMANDERIE DE L'ÉRABLE	Inscription à la soirée de l'érable 2014	500,00 \$	Gré à gré
FONDATION INITIA	Présentation informative - 2014-06-11- Programmes de financements offerts pour projets d'innovation	195,00 \$	Gré à gré
FOURNIER, MADELEINE	Surveillance d'examen à Gaspé - 2014-11-18	20,00 \$	Gré à gré
FPP EDU-MEDIA	Placement média : 1 page dans guide du salon	450,00 \$	Gré à gré
FPP EDU-MEDIA	Salon Sao Paulo, Atelier rencontre agents 5 et 6 mars 2015 pour recrutement d'étudiants	5 945,00 \$	Gré à gré
FUNIO	Achat de deux noms de domaine pour 2 ans: Du 2014-10-02 au 2016-10-01	68,76 \$	Gré à gré
FUNIO	Noms de Domaines pour 2 ans: Du 2015-01-27 au 2017-01-26	137,51 \$	Gré à gré
FUNIO	Renouvellement de nom de domaine pour 5 ans : Du 2015-04-28 au 2020-04-27 - Coût pour une année	39,53 \$	Gré à gré
GAGNE-LACOMBE, VINCENT	Travail de chef de cuisine	916,50 \$	Gré à gré
GASPARD	Location de toges - Cérémonie 2014	1 114,34 \$	Gré à gré
GESTION DE COLLECTIONS INFORMATISEES INC.	Services professionnels - Migration de Gestion Virtuelle vers le progiciel Ultima	14 838,67 \$	Gré à gré
GESTION DE COLLECTIONS INFORMATISEES INC.	Programmation de rapports - Logiciel Ultima	379,42 \$	Gré à gré
GESTION DE COLLECTIONS INFORMATISEES INC.	Restaurer base de données	465,65 \$	Gré à gré
GESTION DE COLLECTIONS INFORMATISEES INC.	Services professionnels - Accompagnement 2 jours	2 139,04 \$	Gré à gré
GESTION DE COLLECTIONS INFORMATISEES INC.	Services professionnels pour personnalisation de rapports	1 638,39 \$	Gré à gré
GIGNAC, BENOIT	Service de recherche et rédaction - Gestion de crise	574,88 \$	Gré à gré
GIRARD, JULIEN CGA, MAP	Services-conseil en matière de ressources financières au cours de la période débutant le 1er mai 2014 pour un total maximum de 125 heures	14 371,88 \$	Gré à gré
GLOBAL RESERVATION	ABONNEMENT ANNUEL GLOBAL RÉSERVATION 2014-07-01 AU 2015-06-30	171,31 \$	Gré à gré
GRAEP	Adhésion et activités du GRAEP pour l'année 2014	229,95 \$	Gré à gré
GREEN KEY GLOBAL	RENOUVELLEMENT 2014-2015	420,00 \$	Gré à gré
GROUPE CYR & LYRAS INC.	Assurance responsabilité civile - Combinée Commerciale - Assureur: Intact Assurance - Du 2015-01-01 au 2015-06-30	16 365,83 \$	Gré à gré
GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA SENC	Service de gardiennage pour auditions Les Chefs	174,81 \$	Gré à gré
GROUPE EXPRESS-ROULARTA, SA - L'ÉTUDIANT	1/2 page couleur - Parution : 2014-06-19	2 700,00 \$	Gré à gré
GROUPE EXPRESS-ROULARTA, SA - L'ÉTUDIANT	Participation au Salon L'Etudiant : Partir étudier à l'étranger - Paris - 31 janvier et 1er février 2015 et placement dans le mensuel Étudiant	5 420,00 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
GROUPE HOBART CANADA EQUIPEMENT ALIMENTAIRE	Sécuriser les mélangeurs Hobart - Demande du comité santé et sécurité	3 528,19 \$	Gré à gré
GROUPE ILLICO INC.	Trousses les Energiks-V1 - Activités de manutention - Du 2014-01 au 2014-06	1 197,89 \$	Gré à gré
GROUPE MASTER S.E.C.	Air climatisé pour salle mécanique du monte-charge	1 012,93 \$	Gré à gré
GROUPE SIP	Mise à jour du logiciel Tourperfect	1 299,22 \$	Gré à gré
GROUPE STUDYRAMA-VOCATIS	Salon Studyrama - Participant : Responsable du recrutement	2 640,00 \$	Gré à gré
GROUPE STUDYRAMA-VOCATIS	Salon pour recrutement d'étudians HEGHI	3 360,00 \$	Gré à gré
HADJI, NADIA	Modification - Site Internet cv-ithq.com	260,00 \$	Gré à gré
HARCO CANADA INC.	APPEL DE SERVICE URGENT	26,39 \$	Gré à gré
HARVARD BUSINESS PUBLISHING	DROITS D'AUTEUR	36,33 \$	Gré à gré
HAUNTED WALKS INC.	VISITE GUIDÉE DE LA RÉGION D'OTTAWA - ÉTUDIANTS - 2015-03-18	169,50 \$	Gré à gré
HAUTE ECOLE LUCIA DE BROUCKÈRE	Jury / Concours chef	2 027,97 \$	Gré à gré
HEC MONTRÉAL	Prêt entre bibliothèques pour livre	15,00 \$	Gré à gré
HEC MONTRÉAL	Contrat de service professionnel - Évaluation des projets de recherche du CER Mise en oeuvre d'une entente relative à un comité d'éthique en recherche	1 724,63 \$	Gré à gré
HÉLÈNE THIBOUTOT, EXPERTE-CONSEIL INC.	Service de conseil faisabilité technique	517,39 \$	Gré à gré
HERLEM, JEAN-BAPTISTE	Article scientifique sur l'innovation dans les modèles d'affaires en restauration	1 500,00 \$	Gré à gré
HUMANIA ASSURANCE INC.	PRIME D'ASSURANCE ACCIDENT ÉTUDIANTS ITHQ - ANNÉE 2014-2015	3 064,97 \$	Gré à gré
IBM CANADA LIMITED	Support, licence Advanced Statistics authorized User - Du 2015-02-28 au 2016-02-29	2 807,69 \$	Gré à gré
IMPRIMERIE PAZAZZ INC	Menu Brotto et Lambert	57,49 \$	Gré à gré
IMPRIMERIE PAZAZZ INC	Menu extérieur RDI	73,68 \$	Gré à gré
IMPRIMERIE PAZAZZ INC	Impression de banières	666,94 \$	Gré à gré
IMPRIMERIE PAZAZZ INC	Menu extérieur RDI	103,48 \$	Gré à gré
IMPRIMÉS ADMINISTRATIFS FORMPLUS INC.	Renouvellement licence imprimante chèques - Du 2014-11-01 au 2015-10-31	344,93 \$	Gré à gré
IMPRIMÉS ADMINISTRATIFS FORMPLUS INC.	Vérification de la ligne d'encodage magnétique sur les chèques	88,53 \$	Gré à gré
INDUSTRIE CANADA	No de licence: 5134762	300,00 \$	Gré à gré
INEO INC.	Salon National de l'Education de Montréal - Participation de l'exposant - Location d'espace et de mobilier - Visibilité publicitaire au Salon et sur le Web	2 983,60 \$	Gré à gré
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	SUPPORT LICENCE SUR 3 ANS - 2014-07-01 AU 2017-06-30 - Coût pour une année	3 784,22 \$	Gré à gré
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	REHAUSSEMENT DE V5 ENTREPRISE À V5 ENTREPRISE PLUS	14 358,26 \$	Gré à gré
INNU-SCIENCE CANADA INC.	Bandelettes pour tester solution quaternaire	58,64 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
ISTOCK	Banque de photos (1 an) - Forfait Essential - 750 photos/mois	1 999,00 \$	Gré à gré
JAVELINA SOFTWARE, LLC	Renouvellement licence Aduser support et maintenance - Du 2014-05 au 2015-05		Gré à gré
JEAN, LUCIE	Formation : Les sous-vide et les basses températures - 2 professeurs - Automne 2013 et Hiver 2014	5 472,81 \$	Gré à gré
JUTRAS, MICHEL	VISITE GUIDÉE - ÉTUDIANTS - TOUR DU VILLAGE	150,00 \$	Gré à gré
KALEIDOSCOPE ENR.	DEUX VISITES - ÉTUDIANTS DU PROGRAMME GT	922,65 \$	Gré à gré
KASIOPÉ CONSEIL INC.	Service conseil et suivis de projets effectués entre 2014-08-20 et 2015 -01-09	1 149,75 \$	Gré à gré
KB CRAWL	Licence annuelle V5 SaaS - Du 2014-09-06 au 2015-09-05	6 360,00 \$	Gré à gré
KELLY SANI-VAC INC.	Vidange des intercepteurs à graisse - Du 2014-07-01 au 2015-06-30	7 956,27 \$	Gré à gré
KELLY SANI-VAC INC.	Appel d'urgence - Vidange d'un intercepteur à graisse	364,76 \$	Gré à gré
KEROUL	COURS DONNÉ AUX ÉTUDIANTS DE FSR SUR L'ACCUEIL ET LE SERVICE AUX PERSONNES HANDICAPÉES ET AUX PERSONNES AGÉES - 2014-09-09 FORMATION DONNÉE AUX ÉTUDIANTS DE GT SUR L'ACCUEIL ET LE SERVICE AUX PERSONNES	201,21 \$	Gré à gré
KEROUL	HANDICAPÉES ET AUX PERSONNES AGÉES - 2014-10-14	402,41 \$	Gré à gré
KEROUL	FORMATION DONNÉE AUX ÉTUDIANTS FSR SUR L'ACCUEIL ET LE SERVICE AUX PERSONNES HANDICAPÉES ET AUX PERSONNES AGÉÉS - 2015-02-17	201,21 \$	Gré à gré
KONITIF INC. / ARTIS COMMUNICATIONS	Hébergement et soutien informatique pour programme de formation en ligne Gestion du module d'inscription "Professionnels du voyage" avec transmission à l'OPC	19 890,68 \$	Gré à gré
KONITIF INC. / ARTIS COMMUNICATIONS	Mise à jour de composantes système de la base de données et correction dans le code du Cours Hygiène et Salubrité	3 449,25 \$	Gré à gré
KONITIF INC. / ARTIS COMMUNICATIONS	Mise à niveau du système, développement de maquettes et stratégies pour consolidation de besoins futurs, intégration de produits à la boutique	3 449,25 \$	Gré à gré
KPMG s.r.l. / s.e.n.c.r.l.	Planification de mandat, revue de la situation et identification de scénarios, analyse coût bénéfice et rapport de vérification	24 604,64 \$	
L C COMBUSTION INC	Entretien préventif des chauffes eau		Gré à gré
L C COMBUSTION INC	INSPECTION DE 3 CHAUDIERES - Du 2014-07-01 au 2015-06-30	4 132,20 \$	Gré à gré
LA BOURGEOISE SÉRIGRAPHE INC.	Impression sur nappe	143,72 \$	Gré à gré
LA CIE J. CHEVRIER INSTRUMENTS INC.	Réparation d'une balance de laboratoire	102,62 \$	Gré à gré
LA FONTAINE VINS ET LIQUEURS INC.	Vins pour Classe des maîtres 2014 -11-03	326,82 \$	Gré à gré
LA MAISON DE L'ASPIRATEUR	RÉPARATION DES BALAIS ROULEAUX PIÈCES ET MAIN D'OEUVRE	179,25 \$	Gré à gré
LA PRESSE LTEE	SOLDE ABONNEMENT 2013-2014	99,91 \$	Gré à gré
LA PRESSE LTEE	ABONNEMENT ANNUEL LA PRESSE - DU 2014-07-01 AU 2015-06-30	1 745,78 \$	

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
LABERGE, MARJORIE, M.A.	Facturation pour les séances en psychothérapie des mois de mars et avril 2014	800,00 \$	Gré à gré
LABERGE, MARJORIE, M.A.	Séances en psychothérapie des étudiants mai 2014	300,00\$	Gré à gré
LABERGE, MARJORIE, M.A.	Coaching relié à la gestion de crise - Counseling téléphonique 2014-06-04	125,00 \$	Gré à gré
LABERGE, MARJORIE, M.A.	Services professionnels psychologue	200,00 \$	Gré à gré
LABERGE, MARJORIE, M.A.	Services professessionnels de septembre et octobre 2014	500,00 \$	Gré à gré
LABERGE, MARJORIE, M.A.	Services professionnels de novembre et décembre 2014	900,00\$	Gré à gré
LABORATOIRES D'ANALYSES S.M. INC.	TESTS D'ANALYSES	224,20 \$	Gré à gré
LABORATOIRES D'ANALYSES S.M. INC.	ANALYSES	174,76 \$	Gré à gré
LABORATOIRES D'ANALYSES S.M. INC.	TESTS D'ANALYSES	131,07 \$	Gré à gré
LABORATOIRES D'ANALYSES S.M. INC.	FRAIS D'ANALYSE DE LABORATOIRE		Gré à gré
LABORATOIRES D'ANALYSES S.M. INC.	Analyses	334,58 \$	Gré à gré
LABORATOIRES D'ANALYSES S.M. INC.	Frais de laboratoire	43,69 \$	Gré à gré
LAPIERRE GILLES	Honoraires professionnels - Evaluation des subventions disponibles dans le réseau des écoles secondaires et des collèges	1 650,00 \$	Gré à gré
LATULIPPE, JACQUES	Collaboration pour ouvrage "Gestion hôtellière"	3 000,00 \$	Gré à gré
LE CABINET DE RELATIONS PUBLIQUES NATIONAL INC.	Contrat de services professionnels - Campagne de visibilité médiatique pour le cours de formation internationale en cuisine et gastronomie	17 706,15 \$	Gré à gré
LE CABINET DE RELATIONS PUBLIQUES NATIONAL INC.	Contrat de services professionnels - Développement d'un document stragégique mise sur pied de la Chaire en gastronomie	8 048,25 \$	Gré à gré
LE DEVOIR INC.	ABONNEMENT ANNUEL LE DEVOIR	871,80 \$	Gré à gré
LE TELLIER, LISANNE	Révision liguistique: Harmonisation du texte et réécriture	9 735,00 \$	Gré à gré
LE VICTORIN INC.	Colloque littérature, variations sur le territoire - Professeur - 2014-06	375,88 \$	Gré à gré
LES AFFAMÉS (9261-6499 QUÉBEC INC.)	Pauses-café et lunch pour 115 personnes - Colloque CER le 11 juin 2014	3 305,53 \$	Gré à gré
LES CLOISONS CORFLEX INC.	Entretien préventif des cloisons mobiles - Du 2014-07-01 au 2015-06-30	684,10 \$	Gré à gré
LES DISTRIBUTIONS TORREFAX INC.	Mise à jour du monnayeur	95,03 \$	Gré à gré
LES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES B.V. (1980) INC.	Remplacer un transformateur	2 859,88 \$	Gré à gré
LES SERVICES CONSEIL CLAUDE ROMPRÉ s.a.	Contrat de services professionnels - Evaluation des nouveaux établissements conférant des grades universitaires	6 841,01 \$	Gré à gré
LES SERVICES CONSEIL CLAUDE ROMPRÉ s.a.	Contrat de services professionnels - Évaluation des nouveaux établissements conférant des grades universitaires - Du 2015-01-16 au 2015-06-30	20 695,50 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
	Magazine mensuel : 2 insertions 1/3 P quadri INTERNET bannières newsletter	40 450 00 0	0 () (
LHOTELLERIE-RESTAURATION.FR	Parutions 2014-11-06 et 2015-03-05	10 450,06 \$	Gre a gre
	Renouvellement du forfait BRONZE - Du 2014-07-01 au 2015-06-30 - Hébergement inclut : Surveillance 24/7 des serveurs, salle climatisée , génératrice, limite de bande passante, liens redondants par fibre		
LIBÉO INC.	optique	3 587,22 \$	Gré à gré
LIBÉO INC.	Support Web et administration système	4 853,09 \$	Gré à gré
LIBRARY OF CONGRESS CHIEF, CDS	Abonnement du 2014-07-28 au 2015-07-27: Classification Web. Library of Congress	325,00 \$	Gré à gré
LOCAL MONTRÉAL TOURS	DEUX VISITES DU MILE END- Activité étudiants programme GT - Tourisme culinaire	1 600,00 \$	Gré à gré
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	Location d'équipements	333,43 \$	Gré à gré
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	Location d'équipements	609,37 \$	Gré à gré
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	Location d'équipements	323,60 \$	Gré à gré
LOCATION GERVAIS (1985) INC.	LOCATION VAISSELLE	201,21 \$	Gré à gré
LONDON WINE & SPIRIT SCHOOL	ACHAT DE 4 EXAMENS	1 074,65 \$	Gré à gré
LONDON WINE & SPIRIT SCHOOL	ACHAT DE 2 EXAMENS	22,00 \$	Gré à gré
LONDON WINE & SPIRIT SCHOOL	ACHAT DE 21 EXAMENS	1 283,00 \$	Gré à gré
LONDON WINE & SPIRIT SCHOOL	Renouvellement de la licence Wine and Spirit - Du 2014-08-01 au 2015-07-31	225,00 \$	Gré à gré
LUSH, ALISON	Service de maître d'hôtel rendus à la SPEL - Du 2015-04-28 au 2015-05-15	3 018,09 \$	Gré à gré
LYRECO (CANADA) INC.	Achat de papier	249,50 \$	Gré à gré
M2D LEADERSHIP	Concours de cadre 3	10 002,83 \$	Gré à gré
MACDONALD CAMPUS LIBRARY, MCGILL UNIVERSITY	Prêt entre bibliothèques	25,00 \$	Gré à gré
MAILCHIMP.COM	Forfait pour 200 000 adresses courriel	1 000,00 \$	Gré à gré
MAÎTRE COMPACTEUR INC.	REMPLACER PHOTOCELL	217,30 \$	Gré à gré
MANDARIN LIBRARY AUTOMATION	Renouvellement annuel du logiciel Mandarin incluant : Mises à jour , support technique, séminaires en ligne gratuits	865,00 \$	Gré à gré
MANDEVILLE, MARIO	Formation au Casino de Montréal les 20, 23 et 25 juin 2014	2 145,00 \$	Gré à gré
MARSAN, BENOÎT	CONFÉRENCE SUR LA CHIMIE DU VIN - 2015-02-24	150,00 \$	Gré à gré
MARTIN, FRANCE	SERVICE DE CONSULTATION DE FRANCE MARTIN	17 102,53 \$	Gré à gré
MATHIEU, EVELYN	Rédaction du texte - Remise des diplômes Honoris Causa 2014 -11	150,00 \$	Gré à gré
MATHIEU, EVELYN	Communiqués Sandals et Starwood	250,00 \$	Gré à gré
MATHIEU, EVELYN	Service de rédaction - Texte de présentation	150,00 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
MATHIEU, EVELYN	Services de rédaction - Communiqué Honoris causa	100,00 \$	Gré à gré
MÉCANICACTION INC.	Évaluation travaux, changement de valves	14 401,83 \$	Gré à gré
MÉCANICACTION INC.	Fournir et installer une valve Maxon	3 993,08 \$	Gré à gré
MÉCANICACTION INC.	Déboucher drain de plancher	529,49 \$	Gré à gré
MECANIQUE EDF	Inspection annuelle	1 267,60 \$	Gré à gré
MECANIQUE EDF	Effectuer les travaux requis pour la certification	886,54 \$	Gré à gré
MEDISOLUTION (2009) INC.	Travaux de migration à la version 8 de Virtuo	14 702,43 \$	Gré à gré
MEDISSIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	Mise à jour MONITHQ. CA	1 931,58 \$	Gré à gré
MEDISSIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	Service pour redirection avec un contenu raccourdi de Typo3	68,99 \$	Gré à gré
MEDISSIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	Corrections fenêtre contextuelle et menu de navigation	965,79 \$	Gré à gré
MEDISSIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	Travaux pour connection sur un instance Moodle	1 379,70 \$	Gré à gré
MEDISSIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	Soutien technique TYPO3 - Sites Web - Du 2014-07-01 au 2015-06-30	11 037,60 \$	Gré à gré
MEDISSIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	Hébergement du serveur de développement - Du 2014-07-31 au 2015-07-31	82,09 \$	Gré à gré
MEDISSIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	Travaux de remplacement - Google	1 379,70 \$	Gré à gré
MEETING PROFESSIONAL INTERNATIONAL	Abonnement au MPI - Du 2014-11-10 au 2015-11-09	195,00 \$	Gré à gré
MERCANTOUR MICROPHAGE INC.	Renouvellement Logiciel Cohtaxion - Du 2014-07-01 au 2015-06-30	3 265,29 \$	Gré à gré
MESSAGERIES DYNAMIQUES INC.	Renouvellement abonnement - Journal de Montréal - Du 2014-05-21 au 2015-05-20	302,45 \$	Gré à gré
MINGUS SOFTWARE INC.	CONTRAT DE SUPPORT ANNUEL, LOGICIEL SALLE DE RÉUNION BANQUET	1 819,43 \$	Gré à gré
MINGUS SOFTWARE INC.	CONTRAT DE SUPPORT ANNUEL INTERFACES MODULES HOTELLOWEB ET RESERVIT	913,12 \$	Gré à gré
MINGUS SOFTWARE INC.	FRAIS MENSUEL CARTES DE CRÉDIT	2 069,55 \$	Gré à gré
MISSON, ÉRIC	Surveillance d'examen	30,00 \$	Gré à gré
MISSON, ÉRIC	Surveillance d'examen à Sept-Iles - 2014-09-26	30,00 \$	Gré à gré
MISSON, ÉRIC	Surveillance d'examen à Sept-iles	45,00 \$	Gré à gré
MP REPRODUCTIONS INC	Affiche Resto École	167,23 \$	Gré à gré
MP REPRODUCTIONS INC	Étiquettes vente de produits RDI	130,28 \$	Gré à gré
MULTIRECYCLE	TRANSPORT-RAMASSAGE-RECYCLAGE 2014-06-05	430,70 \$	Gré à gré
MULTIRECYCLE	Recyclage	1 149,75 \$	Gré à gré
MV SONORISATION INC.	Services de sonorisation, éclairage et multi-médias - 2014-11-18	7 763,11 \$	Gré à gré
MV SONORISATION INC.	Services d'éclairage et ambiance - dîner du Cercle des ambassadeurs	172,46 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
NAVADA LTEE	Appel de service pour système d"évacuation	807,12 \$	Gré à gré
NAVADA LTEE	Réparation d'unités	1 639,54 \$	Gré à gré
NAVADA LTEE	Réparation d'unités	1 488,74 \$	Gré à gré
NAVADA LTEE	Remplacement d'un contrôleur et d'une carte électronique	1 013,04 \$	Gré à gré
NAVADA LTEE	Fournir et installer un variateur de vitesse	2 088,64 \$	Gré à gré
NAVADA LTEE	REMPLACEMENT D'UNE SONDE DE GAINE	740,44 \$	Gré à gré
NAVADA LTEE	Réparation d'une unité	1 235,13 \$	Gré à gré
NAVADA LTEE	Fourniture et remplacement d'un contrôleur et d'un moteur d'unité	2 244,75 \$	Gré à gré
	Fournir un nouveau variateur de vitesse comprenant fusibles de protection et sectionneur. La mise en		
NAVADA LTEE	marche par le représentant du manufacturier est incluse.		Gré à gré
NAVADA LTEE	Appel de service 2014-09-04 pour variateur de vitesse	563,38 \$	Gré à gré
NAVADA LTEE	Fournir et installer une nouvelle drive avec boîtier de raccordement	550,50 \$	Gré à gré
NAVADA LTEE	Appel de service pour climatisation	1 073,73 \$	Gré à gré
NÉOPOS MONTRÉAL INC.	LOGICIEL SERVEUR D'URGENCE (BACK-UP)	540,38 \$	Gré à gré
NÉOPOS MONTRÉAL INC.	Projet Migration caisses maître'D vers Windows 7	1 482,20 \$	Gré à gré
NÉOPOS MONTRÉAL INC.	SUPPORT LOGICIEL MAÎTRE'D - DU 2014-10-17 AU 2015-10-16.	776,08 \$	Gré à gré
NEOPOST CANADA LTEE	Contrat de service du 2014-09-21 au 2015-09-20	982,58 \$	Gré à gré
NEOPOST CANADA LTEE	Frais de main-d'oeuvre et pièce	280,76 \$	Gré à gré
NEOPOST CANADA LTEE	Contrat de location de timbreuse pour 36 mois incluant pièces et main-d'œuvre	6 871,32 \$	Gré à gré
NETRICOM (7922825 CANADA INC.)	Service professionnel, installation et équipements	11 170,04 \$	Gré à gré
NETTOYEURS DAOUST	NETTOYAGE CLIENTS	112,40 \$	Gré à gré
NETTOYEURS DAOUST	NETTOYAGES	1 057,00 \$	Gré à gré
NETTOYEURS DAOUST	SERVICE DE BUANDERIE	106,81 \$	Gré à gré
NETTOYEURS DAOUST	Service de buanderie et couture du 2014-07-01 au 2015-06-30	1 793,61 \$	Gré à gré
NETTOYEURS DAOUST	NETTOYAGE RIDEAUX ET DOUILLETTE- EMPLOYÉS UNIFORMES	4 462,31 \$	Gré à gré
NETTOYEURS DAOUST	NETTOYAGE D'UNIFORMES		Gré à gré
NETTOYEURS DAOUST	NETTOYAGE UNIFORMES - ENTRETIEN		Gré à gré
NETTOYEURS DAOUST	NETTOYAGE VÊTEMENTS DES CLIENTS		Gré à gré
NETTOYEURS DAOUST	NETTOYAGE UNIFORMES EMPLOYÉS		Gré à gré
NGPP	Modification contrat d'agence de placement	14 366,13 \$	

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
NGPP	Soutien administratif - Direction des communications du 2014-09-15 au 2014 -12-19	5 881,66 \$	Gré à gré
NOVAXIS SOLUTIONS INC.	Renouvellement de l'abonnement à Cit@tion - Du 2014-04-01 au 2015-05-31	2 426,15 \$	Gré à gré
O2 Web Solutions inc.	Ajustement des menus	643,86\$	Gré à gré
OCLC CANADA	Frais annuels pour EZProxy hébergé chez OCLC	1 582,06 \$	Gré à gré
OLIVE ORANGE INC.	SERVICE DE TRAITEUR POUR LE 30 MAI	718,59 \$	Gré à gré
OPEN STORAGE SOLUTIONS INC.	Dell Equallogic iSCSI SAN PS4000 - 16 disques - Du 2015-03-23 au 2016-03-22	6 774,30 \$	Gré à gré
OPEN STORAGE SOLUTIONS INC.	Contrat de support - 2015-03-21	6 946,79 \$	Gré à gré
OPERA ELECTRONIQUES INC.	Inspection annuelle des détecteurs de CO2 dans le stationnement	607,07 \$	Gré à gré
OSORIO, ISMAEL	Service de gardiennage événement du 2014 -07-30	413,91 \$	Gré à gré
OSORIO, ISMAEL	Service de gardiennage événement du 2014 -11-12	362,17 \$	Gré à gré
OSORIO, ISMAEL	Service de gardiennage événement des 18 et 19 décembre 2014	801,95 \$	Gré à gré
OSORIO, ISMAEL	Service de gardiennage événement du 2015-01-20	323,37 \$	Gré à gré
OTTAWA WALKING TOURS	VISITE DE LA RÉGION D'OTTAWA AVEC UN GUIDE - ÉTUDIANTS GT	250,00 \$	Gré à gré
PAGENET DU CANADA INC.	Location de téléavertisseurs - Renouvellement du contrat annuel du 2014-07-01 au 2015-06-30	441,50 \$	Gré à gré
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTREAL	Location de salles - Remise des diplômes - 2014 -11-18	2 988,20 \$	Gré à gré
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTREAL	Location de salles - Remise des diplômes - 2015 -11-17 - Dépôt pour réservation	1 693,01 \$	Gré à gré
PATRICK SENÉCAL	CONFÉRENCE DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DU DROIT D'AUTEUR	459,90 \$	Gré à gré
PC VOYAGES 2000 INC.	Accès au site www.sirev.com - Renouvellement du 2014-04-01 au 2015-03-31	574,88 \$	Gré à gré
PELLETIER, DANIÈLE	CONTRAT DE SERVICES - CONSEILLÈRE PÉDAGOGIQUE - DU 2014-10-01 AU 2015-06-19	7 000,00 \$	Gré à gré
PELLETIER, PASCAL	Rédaction-réécriture de textes préliminaires du livre sur la sommellerie	1 172,75 \$	Gré à gré
PERRIER, JEAN-FRANÇOIS	2 VISITES GUIDÉES AVEC LES ÉTUDIANTS DE GT	252,95 \$	Gré à gré
PERRON, MANON	VISITE GUIDÉE DU QUARTIER CHINOIS - ÉTUDIANTS PROGRAMME GUIDE TOURISTIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL	150,00 \$	Gré à gré
PHOTOSYNTHESE	Graphisme - Cartons compliments	123,89 \$	Gré à gré
PHOTOSYNTHESE	Graphisme - Affiches diverses	138,19 \$	Gré à gré
PHOTOSYNTHESE	Graphisme - Affiches Cucina Italiana	281,23 \$	Gré à gré
PHOTOSYNTHESE	Graphisme - Présentoir ascenseur		Gré à gré
PHOTOSYNTHESE	Graphisme - Affiches diverses	941,88 \$	Gré à gré
PHOTOSYNTHESE	Impression certificats du Cercle des ambassadeurs	66,00 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
PHOTOSYNTHESE	Graphisme - Menu extérieur RDI sur bannière en polypropylène	55,76 \$	Gré à gré
PHOTOSYNTHESE	Graphisme - Menu et certificat - Cercle des ambassadeurs	808,91 \$	Gré à gré
PHOTOSYNTHESE	Graphisme - Cartons avec les compliments DG	143,26 \$	Gré à gré
PHOTOSYNTHESE	Graphisme - Menu extérieur janvier	55,76 \$	Gré à gré
PHOTOSYNTHESE	Graphisme - Affiche admission 2015-03-01	359,18 \$	Gré à gré
PHOTOSYNTHESE	Graphisme - Menu extérieur MTL en lumière - Diplôme attestation supérieure	160,16 \$	Gré à gré
PLANCHE AU CARRÉ INC.	RÉPARATION ET NETTOYAGE DE PLANCHE DE BOIS	5 750,47 \$	Gré à gré
PLOMBERIE RICHARD JUBINVILLE INC.	Appel d'urgence pour fuite	502,44 \$	Gré à gré
PLOMBERIE RICHARD JUBINVILLE INC.	APPEL D'URGENCE - 2014-08-29	810,44 \$	Gré à gré
POIRIER, MARIE-ÈVE	Services de graphisme - Mise en page Power Point - Chaire en gastronomie	90,00 \$	Gré à gré
POMPE ASSELIN INC.	Vérification d'une pompe	275,87 \$	Gré à gré
POMPE ASSELIN INC.	Vérification d'une pompe	702,87 \$	Gré à gré
POSTES CANADA	Envoi postal: annuaires des programmes ITHQ 2014-2015	2 077,95 \$	Gré à gré
PREMIER CONTINUUM INC.	Plan d'action pour l'implantation des stratégies	20 695,50 \$	Gré à gré
PREMIERE CONFERENCING (CANADA) LIMITED	Frais pour conférence téléphonique	30,59 \$	Gré à gré
PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	Appel de service	193,43 \$	Gré à gré
PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	Entretien préventif semi-annuel du système d'extinction des hottes automne 2014	1 833,85 \$	Gré à gré
PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	Nettoyage et soufflerie de ligne, remplissage et rechargement	2 625,34 \$	Gré à gré
PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	Maintenance du système d'incendie des hottes	3 093,98 \$	Gré à gré
PRODUCTIONS ONECHUCK INC	Service de production de vidéo Web - ITHQ Gestion en hôtellerie internationale	8 048,25 \$	Gré à gré
PRODUCTIONS VERRE	Service de production d'une dalle	413,91 \$	Gré à gré
PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE	Service d'analyses du 2014-07-01 au 2015-06-30	9 933,84 \$	Gré à gré
PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE	Service d'analyse - Forfait légionelle - Tour compresseurs	5 801,88 \$	Gré à gré
PRO-PAT INC.	CONTRAT D'ENTRETIEN 2014-2015 SUR FOUR FRINGANT	2 173,03 \$	Gré à gré
PROQUEST LLC	Service du serveur à perpétuité - Réserve de fonds obligatoire pour achats de livres électroniques au cours de l'année - Du 2014-08-29 au 2015-08-28	1 050,00 \$	Gré à gré
PROTECTION INCENDIE ROBERTS LTÉE	Appel de service vérification d'une siamoise	434,61 \$	Gré à gré
PROTECTION INCENDIE ROBERTS LTÉE	Réparation de la siamoise 2e viste	661,85 \$	Gré à gré
PROTECTION INCENDIE ROBERTS LTÉE	Déplacement des équipements alarme incendie	3 000,85 \$	Gré à gré
PROTECTION INCENDIE ROBERTS LTÉE	Corrections de 3 déficiences suite à l'inspection annuelle d'alarme incendie	2 506,46 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	Fuite sur tuyau d'entrée d'eau	525,25 \$	Gré à gré
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	Vérification du relais coupure de gas des chauffes eau	642,38 \$	Gré à gré
PROVENÇAL, FANNY	Correction d'épreuves - Rapport annuel de gestion	1 237,50 \$	Gré à gré
PROVENÇAL, FANNY	Guide d'admission et révision linguistique	200,00 \$	Gré à gré
RACHEL JONES CADIEUX	Psychologue pour mars, avril et mai 2014	1 080,00 \$	Gré à gré
RACHEL JONES CADIEUX	Psychologue - Relevé d'activités pour mai 2014	630,00 \$	Gré à gré
RACHEL JONES CADIEUX	Psychologue - Relevé d'activités professionnelles pour oct/nov. 2014	500,00 \$	Gré à gré
RACINE, NADIA	Services professionnels - Etude sur l'innovation culinaire des produits de l'érable en collaboration avec la Fédération des producteurs acéricoles du Québec - Du 2015-02-23 au 2015-08-31	14 000,00 \$	Gré à gré
RAPIDO ÉQUIPEMENT INC.	Reparation du Pacojet du RDI	680,73 \$	Gré à gré
RAPIDO ÉQUIPEMENT INC.	Réparation d'un Pacojet du RDI	915,41 \$	Gré à gré
RAY PIKE AUTOMATION INC.	Remplacement d'un variateur de vitesse au 6e étage en urgence (temps et matériels)	4 890,81 \$	Gré à gré
RÉCUPÉRACTION MARRONNIERS INC.	SERVICE DE CUEILLETTES - RÉCUPÉRATION - DU 2014-06-01 AU 2015 -05-31	2 874,38 \$	Gré à gré
RECYC-QUÉBEC	Étude du dossier de candidature au programme "ICI ON RECYCLE!"	120,72 \$	Gré à gré
REGIE DU BÂTIMENT DU QUEBEC	Frais annuel pour appareil de levage	645,79 \$	Gré à gré
REGROUPEMENT DE RESEAUX EN SANTE DES PERSONNES AU TRAVAIL	RENOUVELLEMENT DE L'ABONNEMENT - Du 2014-04 au 2014-06	900,81 \$	Gré à gré
RELIANCE PROTECTRON INC.	Appel de service sur non fonctionnement du système		Gré à gré
RELIANCE PROTECTRON INC.	Reparation salle téléphonie		Gré à gré
RELIANCE PROTECTRON INC.	APPEL DE SERVICE- VÉRIFIER PROGRAMMATION ET CONTROLEURS		Gré à gré
RELIANCE PROTECTRON INC.	CHANGEMENT DE 2 GACHES SUR PORTES RUE ST-DENIS	1 745,39 \$	
RELIANCE PROTECTRON INC.	Réparation accès porte	155,22 \$	Gré à gré
RELIANCE PROTECTRON INC.	Rétablir la communication des contrôleurs	155,22 \$	Gré à gré
RELIANCE PROTECTRON INC.	Batterie 12 volts et contact encastré	1 095,08 \$	Gré à gré
RELIANCE PROTECTRON INC.	Remplacement des piles des contrôleurs des cartes d'accès	1 405,51 \$	_
RÉMOND, PASCALE	Publicité et publireportage mag. AQISEP , publicité HEGHI		Gré à gré
RÉMOND, PASCALE	Publicité programme HEGHI : Affiches, feuillet	640,00 \$	Gré à gré
RÉMOND, PASCALE	Publicité Québec Magazine , spécimen billet, carte, feuillet Bureau des diplômés		Gré à gré
RÉMOND, PASCALE	Divers services de rédaction : bureau des diplômés, billet CCI, liste produits chambre d'hôtel, cartons commentaires, cartons sondage, affichette Caprina		Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
	Renouvellement de l'abonnement site Web - RestoMontréal.ca - Promo Hôtel et Resto - Du 2014-10-01 au		
RESTOMONTREAL.CA - MITOPA INC.	2015-09-30	1 034,78 \$	_
RIVEST, VÉRONIQUE	CONFÉRENCE DONNEE AUX ÉLÈVES DE FSR ET DDV	689,85 \$	Gré à gré
RODRIGUES, VITALIA	EVALUATIONS DE LA LANGUE PORTUGAISE POUR DES DOSSIERS D'ADMISSION EN GUIDE TOURISTIQUE	125,00 \$	Gré à gré
ROGERS / DISCOVER COMMUNICATIONS INC.	iPhone 5s argent 16GB et étui	259,84 \$	Gré à gré
ROSS, JESSICA	Service de table, Projet CER-1121	483,75 \$	Gré à gré
ROSS, JULIE	Service de table, Projet CER-1121	403,13 \$	Gré à gré
ROY, RUBY	2 VISITES GUIDÉES EN ANGLAIS - 16 ET 23 SEPTEMBRE 2014	380,00\$	Gré à gré
S.R. AFFUTAGE ENR.	Affûtage couteaux	66,69 \$	Gré à gré
S.R. AFFUTAGE ENR.	Affûtage couteaux	75,88 \$	Gré à gré
S.R. AFFUTAGE ENR.	Affutage lame d'un trancheur	34,49 \$	Gré à gré
S.R. AFFUTAGE ENR.	Affûtage couteaux	13,80 \$	Gré à gré
S.R. AFFUTAGE ENR.	Affûtage couteaux	50,59 \$	Gré à gré
S.R. AFFUTAGE ENR.	Affûtage couteaux	87,38 \$	Gré à gré
S.R. AFFUTAGE ENR.	Affûtage grands couteaux	52,89 \$	Gré à gré
SATORI INTERRÉSEAUTAGE INC.	Services professionnels pour analyse des fibres optiques disponibles entre les salles informatiques, architecture détaillée et BoM pour commutateur et préparation à la mise en service du nouveau commutateur	9 198,00 \$	Gré à gré
SAVIGNAC, JEAN	Services professionnels - Relocalisation locaux	5 000,00 \$	Gré à gré
SAVIGNAC, JEAN	Services de livraison - Certificats	112,50 \$	Gré à gré
SAVOIR-FAIRE LINUX INC	Mise à niveau pour un accès constant à l'annuaire LDAP	517,39 \$	Gré à gré
SAVOIR-FAIRE LINUX INC	Intervention ponctuelle GPS	244,32 \$	Gré à gré
SAVOIR-FAIRE LINUX INC	Intervention ponctuelle GPS	97,73 \$	Gré à gré
SAVOIR-FAIRE LINUX INC	Intervention ponctuelle GPS	5 484,31 \$	Gré à gré
SERRURIER LIVERNOIS INC.	Remplacement de poignées et copies de clé	588,61 \$	Gré à gré
SERRURIER LIVERNOIS INC.	Réparation de la porte du quai de réception	239,15 \$	Gré à gré
SERRURIER LIVERNOIS INC.	Réparation d'un variateur de vitesse AB		Gré à gré
SERRURIER LIVERNOIS INC.	Mortaise Sargent fonction entrepôt et main-d'œuvre	859,06 \$	Gré à gré
SERRURIER LIVERNOIS INC.	Réparation d'une mortaise de balcon	125,32 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
SERRURIER LIVERNOIS INC.	Fabrication d'une clé individuelle	135,10 \$	Gré à gré
SERRURIER LIVERNOIS INC.	Réparer une serrure	1 689,56 \$	Gré à gré
SERRURIER LIVERNOIS INC.	Fournir et installer une serrure	639,26 \$	Gré à gré
SERRURIER LIVERNOIS INC.	Remplacement et ajustement de 2 serrures		Gré à gré
SERRURIER LIVERNOIS INC.	Réparation de 2 portes	1 082,81 \$	Gré à gré
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES ALLIED	DÉCROCHAGE DES RIDEAUX CHAMBRES	174,88 \$	Gré à gré
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES ALLIED	Entretien ménager et plonge du 24 au 27 mars 2014	655,45 \$	Gré à gré
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES ALLIED	DÉCROCHER RIDEAUX 7E	174,88 \$	Gré à gré
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES ALLIED	NETTOYAGE SUITE 700	29,15 \$	Gré à gré
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES ALLIED	NETTOYAGE TAPIS CHAMBRE 716. RECHARGÉ AU CLIENT	14,59 \$	Gré à gré
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES ALLIED	Services entretien ménager et plonge - Événement TDA, 2014-09-20	770,11 \$	Gré à gré
SERVICES DE CUISINE H.R.D. LTEE	Évaluation de réparation de 3 plaques à induction	242,02 \$	Gré à gré
SERVICES DE CUISINE H.R.D. LTEE	Réparation Rational Panneau de contrôle et probe	2 713,48 \$	Gré à gré
SERVICES DE CUISINE H.R.D. LTEE	Vérification du four Rational RDI	157,80 \$	Gré à gré
SERVICES DOCUMENTAIRES MULTIMEDIA INC.	Renouvellement à la base de données Choix MEDIA - Du : 2014-07-01 au 2015-06-30	1 322,27 \$	Gré à gré
SERVICES NALITECH	Examen à Chicoutimi	78,18 \$	Gré à gré
SERVICES NALITECH	Supervision d'Examen au Saguenay	254,09 \$	Gré à gré
SERVICES NALITECH	Supervision d'examen au Saguenay	175,91 \$	Gré à gré
SERVICES NALITECH	Surveillance examen à Chicoutimi	97,73 \$	Gré à gré
SERVICES NALITECH	Surveillance d'examen à Chicoutimi	156,37 \$	Gré à gré
SERVICES NALITECH	Surveillance d'examen à Chicoutimi	117,27 \$	Gré à gré
SKYLINE INN	LOCATION DES CHAMBRES DES ÉTUDIANTS ET PROFESSEURS 2014-10-15	1 185,00 \$	Gré à gré
SOCAN	FACTURATION 1ER TRIMESTRE, NO 89	70,92 \$	Gré à gré
SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON, S.E.C.	SYSTÈME MÉTASYS INCLUANT 4 VISITES/ANNÉE - 2014-07-01 AU 2017-06-30	20 632,26 \$	Gré à gré
SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON, S.E.C.	Restauration du NAE suite à une coupure électrique	572,00 \$	Gré à gré
SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON, S.E.C.	Fournir et remplacer deux valves solenoides et procéder au remplacement des deux bouteilles et récupération de réfrigérant	4 024,13 \$	Gré à gré
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC	Renouvellement immatriculation Dodge Caravan 2006 - Du 2014-03-31 au 2015-03-31		Gré à gré
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC	Renouvellement immatriculation Dodge Caravan 2006 - Du 2015-03-31 au 2016-03-31	355,06 \$	Gré à gré
SOCIÉTÉ DU CHÂTEAU DUFRESNE INC.	Activité des étudiants GT	432,31 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
Société TELUS Communications	Banque d'heures pour soutien technique WiFi	7 760,81 \$	Gré à gré
SOFTBOOKER TECHNOLOGIES INC	FRAIS DE CONFIGURATION D'INTERFACE BONJOUR QUÉBEC	114,98 \$	Gré à gré
SOFTBOOKER TECHNOLOGIES INC	FRAIS D'UTILISATION ANNUEL INTERFACE	2 069,55 \$	Gré à gré
SOFTBOOKER TECHNOLOGIES INC	FRAIS D'UTILISATION HOTELLO	1 034,78 \$	Gré à gré
SOFTBOOKER TECHNOLOGIES INC	UTILISATION IDS	666,86 \$	Gré à gré
SOFTBOOKER TECHNOLOGIES INC	FRAIS D'UTILISATION IDS POUR AVRIL/MAI/JUIN 2014	717,44 \$	Gré à gré
SOFTBOOKER TECHNOLOGIES INC	FRAIS D'UTILISATION OTA JUILLET/AOÛT/SEPTEMBRE 2014	915,20 \$	Gré à gré
SOLARWINDS	Renouvellement annuel du contrat de service du 2014-10-18 au 2015-10-17	297,50 \$	Gré à gré
SOLUTION FORMATION-CONSEIL	Du 2014-05-01 au 2014-06-10 - Dépôt des grilles de cours	13 888,98 \$	Gré à gré
SOPHIE BORDES	Conception-rédaction de deux annonces	1 149,75 \$	Gré à gré
SPAQ SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC	Permis de stationnement Cherrier - 25 permis	328,83 \$	Gré à gré
SPAQ SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC	Permis de stationnement Cherrier - 50 permis	600,17 \$	Gré à gré
SPAQ SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC	SERVICE DE VALET POUR WPO 6 FÉVRIER 2014	1 660,00 \$	Gré à gré
SPAQ SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC	Permis de stationnement d'un jour - 25 permis	300,08 \$	Gré à gré
SPAQ SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC	Permis de stationnement d'un jour - 25 permis	300,08 \$	Gré à gré
SPHINX CANADA	Renouvellement maintenance annuelle - Licence de site Sphinx iQ - Du 2015-01-31 au 2016-01-30	730,09 \$	Gré à gré
SPRINGSHARE LLC	Abonnement du 2014-07-01 au 2015-06-30 : LibGuides w/ Mobile Site Builder	1 298,00 \$	Gré à gré
STÉPHANE RIVARD	Animation de 2 groupes de discussion pour le bureau des diplômés - Du 2014-06-04 au 2014-06-30	3 600,00 \$	Gré à gré
SURVEYMONKEY.COM	Renouvelement d'abonnement annuel GOLD - Du 2014-08-14 au 2015-08-20	261,75 \$	Gré à gré
SURVEYMONKEY.COM	RENOUVELLEMENT ANNUEL HÔTEL DE L'INSTITUT	76,00 \$	Gré à gré
SURVEYMONKEY.COM	Mise à niveau d'abonnement annuel Gold - Du 2015-01-23 au 2016-01-22	348,01 \$	Gré à gré
SVI E SOLUTIONS INC.	Ajout de regroupement de cours par session lors de la synchronisation des cours (site intenet ITHQ).	4 095,98 \$	Gré à gré
SVI E SOLUTIONS INC.	Service de bande passante pour la formation à distance - renouvellement du contrat annuel du 2014-07-01 au 2015-06-30	2 276,51 \$	Gré à gré
SVI E SOLUTIONS INC.	Contrat pour l'authentification intégrée entre Moodle et MonITHQ (accès internet pour les étudiants) - Du 25 avril 2014 au 31 juillet 2014	10 280,93 \$	Gré à gré
SVI E SOLUTIONS INC.	Frais d'hébergement, de location de serveur, mises à jour et migrations de nouvelles versions	8 862,85 \$	Gré à gré
SWISSH COMMERCIAL EQUIPMENT INC.	ENTRETIEN DE TOUS LES LAVE-VERRES (8) 4 FOIS PAR ANNÉE	2 069,01 \$	Gré à gré
SWISSH COMMERCIAL EQUIPMENT INC.	Appel de service pour réparation d'un lave-verre hors fonction	137,91 \$	Gré à gré
SWISSH COMMERCIAL EQUIPMENT INC.	Appel de service pour réparation d'un lave-vaisselle - 2014-10-29	240,84 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
SYLVIE BERGERON - DESIGN GRAPHIQUE	Services de graphisme - Encart frais scolarité , carte des vins, MAJ diplôme AES , Menu ext. Mtl en lumière , affiche resto-école , affiche billet tirage CCI , Aff. ex. menu RDI	862,31 \$	Gré à gré
SZOTS, ELISABETH	Chargé de projet dans le cadre du chantier programme en cuisine professionnelle et programme en gestion appliquée en restauration - Du 2014-02-28 au 2014-04-30	12 647,25 \$	Gré à gré
T & S SERVICE PROFESSIONNEL DE CUISINE	Changer panneau de contrôle sur four et vérifier opération	358,72 \$	Gré à gré
T3I INC.	Services professionnel Maître D et Déplacements	5 021,53 \$	Gré à gré
T3I INC.	Services professionnel Maître D et Déplacements	4 719,52 \$	Gré à gré
T3I INC.	Service professionnels Maître'D	3 239,42 \$	Gré à gré
TABOURDEAU, DENIS	Planification de déploiement - Intégration et automatisation de formulaires	2 759,40 \$	Gré à gré
TANIA JIMÉNEZ DESIGNER GRAPHIQUE	Conception graphique d'affiches, Montréal en lumière , forfaits hiver hôtel , gestion de projet	1 270,47 \$	Gré à gré
TANIA JIMÉNEZ DESIGNER GRAPHIQUE	Conception graphique - Menu Relève , vente produits maison	448,40 \$	Gré à gré
TECHNOLOGIES METAFORE INC.	Adobe Creative Suite 6 Design Standard - Licence - 1 utilisateur	306,39 \$	Gré à gré
TECHNOLOGIES METAFORE INC.	Licences Microsoft 2013	17 056,54 \$	Gré à gré
TECHZONE CARDIO INC.	Réparer et vérifier appareils de conditionnement physique	372,52 \$	Gré à gré
TÉLÉBEC S.E.C.	Service d'inscription de l'ITHQ dans les pages bleues du gouvernement - Renouvellement du contrat annuel du 2014-07-01 au 2015-06-30	275,94 \$	Gré à gré
TELLIER, ALAIN	Contrat de services professionnels - Post-mortem du projet pilote AEC Conseiller en vin accrédité	2 175,00 \$	Gré à gré
TELLIER, ALAIN	Analyse de besoin des services alimentaires	1 350,00 \$	Gré à gré
TENUE DE SOIRÉE (9202-4918 QUÉBEC INC.)	Location de nappes	259,48 \$	Gré à gré
TERIX SERVICE DE SOUTIEN INFORMATIQUE INC	Renouvellement du contrat de service pour 6 serveurs	2 359,29 \$	Gré à gré
THIBAULT, SAMUEL	Travail au CER du 17 au 28 mars 2014 - Projet GPNP CER-1121	1 425,00 \$	Gré à gré
THIBAULT, SAMUEL	Analyse de l'offre des cours pour le grand public	620,00 \$	Gré à gré
TOHU, CITÉ DES ARTS DU CIRQUE	MONTRÉAL COMPLETEMENT CIRQUE 2014 - BILLET POUR 'BARBUFOIRE, ÉLECTRO TRAD'	75,00 \$	Gré à gré
TRAITEUR VERT BASILIC	Boîtes à lunch - Journée info programme Hôtellerie		Gré à gré
TRECARTIN, ALLAN BLAKE	Service de traduction - Du 2014-07-01 au 2015-06-30	4 599,00 \$	_
TRECARTIN, ALLAN BLAKE	Services de traduction - Projet spécial Ferrandi		Gré à gré
TRECARTIN, ALLAN BLAKE	Traduction de texte (4813 mots)	1 106,75 \$	
TURGEON, JONATHAN	ÉVALUATION DE CV - LANGUÉ ALLEMANDE		Gré à gré
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Service accueil étudiants étrangers - Aéroport Mtl- Du 2014-08-04 au 2014-09-02		Gré à gré
UNIVERSITE LAVAL	Renouvellement de la base de données RVM WEB - Du 2014-07-01 au 2015-06-30		Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
UNIVERSITE LAVAL	Conférence Gastronomie	1 000,00 \$	Gré à gré
UNIVERSITE LAVAL	Renouvellement de l'abonnement au RVM WEB - Du 2014-02-01 au 2014-06-30	370,00 \$	Gré à gré
UNIVERSITE LAVAL	Service de conférencière experte lors du colloque annuel du CER	1 205,94 \$	Gré à gré
UQAM	Location des locaux durant les travaux de requalification	22 774,25 \$	Gré à gré
UQAM	Location de salles de séminaire (demi-journée)	15 780,32 \$	Gré à gré
UQAM	Services offerts aux étudiants et enseignants - Du 2014-04-28 au 2014-09-29	1 667,14 \$	Gré à gré
UQAM	Service d'un technicien en soutien média	181,09 \$	Gré à gré
UQAM - CENTRE PIERRE-PÉLADEAU	Location Centre Pierre-Péladeau - 2013-11-26	271,84 \$	Gré à gré
UQAM Université du Québec à Montréal	Service de circuits informatiques et bande passante - renouvellement du contrat annuel du 2014-07-01 au 2015-06-30.	10 485,72 \$	Gré à gré
UQAM Université du Québec à Montréal	Quote-part de l'ITHQ pour 1/3 de la production d'une vidéo promotionnelle programme Bacc ESG-UQAM/ITHQ	1 150,00 \$	Gré à gré
UQAM Université du Québec à Montréal	Achat de mot-clé pour la promotion conjointe du programme Bacc ESG-UQAM-ITHQ	866,85 \$	Gré à gré
VEER.COM	Achat de 30 crédits pour achat d'une photo	44,40 \$	Gré à gré
VÉRONIQUE MALOUIN	CONFÉRENCE DONNÉE AUX ÉTUDIANTS DE HEGHI - LE MONDE DE LA DISTRIBUTION ÉLECTRONIQUE ET LA CONNECTIVITÉ HÔTELIÈRE - 2014-11-11	300,00 \$	Gré à gré
VIDEOTRON s.e.n.c.	Illico Galaxie - Diffusion de musique d'ambiance - Renouvellement du contrat annuel du 2014-07-01 au 2015-06-30	482,90 \$	Gré à gré
VIGNOBLE DU MARATHONIEN	PRODUCTION DE 500 ÉTIQUETTES POUR BOUTEILLES DE VIN	622,60 \$	Gré à gré
VOCATIONAL INSTRUCTION AND SOFTWARE, INC.	Licence logiciel de formation technique et professionnel sur Internet - Du 2015-01-01 au 2015-12-31	3 500,00 \$	Gré à gré
WANTICKETS.COM	Achat de 2 billets pour événement soirée de clôture Made with love - 2014-05-06	198,00 \$	Gré à gré
WAXMAN'S TENUE DE GALA	Service de location habit de gala - Participation de Paul Caccia au Bal des jonquilles	234,55 \$	Gré à gré
WHISSELL-CAMBIOTTI, LORRAINE	Révision des douze compétences du projet de programme d'études ITHQ-Ferrandi en management et gastronomie, 1 ^{er} versement	3 535,48 \$	
WHISSELL-CAMBIOTTI, LORRAINE	Révision des douze compétences du projet de programme d'études ITHQ-Ferrandi en management et gastronomie, 2 ^e versement	3 535,48 \$	Gré à gré
WOLTERS KLUMER LIMITED	Renouvellement de TAXPREP FORMS BRONZE - Du 2014-12-01 au 2015-12-01	250,65 \$	Gré à gré
WUFOO	Renouvellement abonnement annuel Wufoo - Du 2014-06-27 au 2015-06-27	276,95 \$	Gré à gré
XEROX CANADA LTEE	Installation d'une licence sur une multifontions	316,18 \$	Gré à gré
XEROX CANADA LTEE	Utilisation copie - Du 2014-07-01 au 2015-06-30	4 560,46 \$	Gré à gré

Nom du fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
XEROX CANADA LTEE	Location du 2014-06-30 au 2014-07-17 - Fin de contrat, appareil repris le 17 juillet 2014.	371,23 \$	Gré à gré
XEROX CANADA LTEE	Contrat de location multifonctions WC 7855 - 2015-03-01 au 2016-03-01	1 798,85 \$	Gré à gré
	Licence pour : support, maintenance et mise à jour pour le logiciel d'antivirus Du 2014-09-17 au 2015-09-17	628,74 \$	Gré à gré

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE

2014-2015

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
Les Impressions Bourg-Royal inc.	Impression de l'avis du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) « Droits de scolarité des étudiants étrangers et canadiens à l'enseignement collégial 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 »	1 887,00	Gré à gré
Les Impressions Bourg-Royal inc.	Impression de l'avis du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) « Indexation des programmes d'aide financière aux études 2014-2015 »	2 022,00	Gré à gré
Syn-texte	Révision linguistique	416,50	Gré à gré
Les Copies de la Capitale inc.	Impression de l'avis du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) « Modifications aux programmes d'aide financière aux études 2015-2016 »	1 734,90	Gré à gré

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE

Appel d'offres sur invitation

AFI Victrix Compugen	Migration Office 365	10 875,00 \$ 10 500,00 \$ N/A*
CSPQ ixMédia Dompteur de souris	Refonte site Internet**	20 000,00 \$ 48 400,00 \$ 62 335,00 \$
Direct Info Normand Pleau Pige communication	Graphisme	810,00 \$ 4 250,00 \$ N/A*
Direct Info Normand Pleau Pige communication	Graphisme	1 250,00 \$ 2 252,00 \$ N/A*
Imprimerie Provinciale JB Deschamps CGI	Imprimerie	2 215,00 \$ 2 791,00 \$ N/A*
JB Deschamps Les impressions Stampa inc. Imprimerie Provinciale	Imprimerie	1 895,00 \$ 1 997,00 \$ N/A*
Gré à gré		
Carole Yanakis DELL ÉNAP Jaguar Média/AMEQ en ligne Jan Earle JB Deschamps inc. JB Deschamps inc. Normand Pleau	Soutien/opération de diffusion Approvisionnement/ 6 portables (immo) Veille stratégique Abonnement annuel Formation/anglais Imprimerie Imprimerie Graphisme	960,75 \$ 6 108,00 \$ 3 000,00 \$ 1 575,00 \$ 950,00 \$ 390,00 \$ 2 465,00 \$ 550,00 \$
Normand Pleau ONCA Réseau Internet Québec	Graphisme Approvisionnement/batteries pour serveurs	2 140,00 \$ 1 140,00 \$

^{*} Après examen du dossier, le fournisseur n'a pas déposé de soumission.

Réseau Internet Québec

Hébergement Internet

3 851,00 \$

^{**} La réalisation des travaux a débuté à la fin de l'année 2014-2015(60 %) et sera complétée durant l'année 2015-2016 (40 %).

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE

2014-2015

2014-2015		T	4	
	nom de firme	objet du contrat	mode d'octroi	coût
Frais spécifiques	9255-8543	Conseillers scientifiques	Contrat négocié	10 200 \$
au Fonds de	Québec Inc.		Contrat negocie	
recherche du	Biolink inc.	Conseillers scientifiques	Contrat négocié	11 670 \$
Québec - Santé			Contract negocie	
	Bryn Williams-	Rédaction règles concernant		145 \$
	Jones	gestion des conflits d'intérêts	Contrat négocié	
		dans des cadres d'activités	Contract negocie	
		scientifiques		
	CSM	Participation festival Eureka	Contrat négocié	5 165 \$
	Dialog Insight	Services professionnels pour développement informatique	Contrat négocié	5 457 \$
	Emmanuelle	Aide service juridique	Control of control	7 024 \$
Part du Fonds de	Cartier		Contrat négocié	
recherche du	GDG Inc.	Services professionnels pour	C	8 335 \$
Québec - Santé		développement informatique	Contrat négocié	
des dépenses communes du	GDG Inc.	Services professionnels pour	Contrat négocié	8 168 \$
bureau du		développement informatique	Contrat negocie	
scientifique en	Irène Montpetit	Aide communication sites web	Contrat négocié	3 170 \$
chef*		et bureau du SEC	Conduct negocie	
	Maude Bédar-	Aide service des	Contrat négocié	2 247 \$
	Dufour	communications (sites web)		
	OST	Production d'Indicateurs de la	Contrat négocié	1 849 \$
	D 1 11 D	recherche au Québec		7.252 A
	Raphaelle Dupras-	Stagiaire éthique et juridique	Contrat négocié	5 253 \$
	Leduc Université du	Einstian des compules vidés		1 174 0
	Université du Québec à	Finalisation des capsules vidéo FRQ		1 174 \$
	Montréal (UQAM)	I'NQ	Contrat négocié	
	TVIOITICAI (OQAIVI)			

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE

2014-2015

2014-2015				
	nom de firme	objet du contrat	mode d'octroi	coût
	Claude Trottier	Conseiller scientifique contrat négocia		10 000 \$
	Jean-Pierre Vidal	Conseiller scientifique	contrat négocié	10 000 \$
Frais	Jocelyn Lindsay	Conseiller scientifique	contrat négocié	10 000 \$
spécifiques au Fonds de recherche du	Kenniff & Racine	Services de recrutement de dirigeant	contrat négocié	24 500 \$
Québec -	Lisa Cecchini	Traduction	800 \$	
Société et culture	Pierrette Thibault	Conseiller scientifique contrat négocié		10 000 \$
	Réjean Pelletier	Conseiller scientifique	contrat négocié	10 000 \$
	Serge Courville	Conseiller scientifique	contrat négocié	10 000 \$
	Bryn Williams- Jones	Rédaction règles concernant gestion des conflits d'intérêts dans des cadres d'activités scientifiques	contrat négocié	141 \$
	CSM	Participation festival Eureka	contrat négocié	5 042 \$
Part du	Dialog Insight	Services professionnels pour développement informatique	contrat négocié	5 283 \$
Fonds de	Emmanuelle Cartier	Aide service juridique	contrat négocié	6 856 \$
recherche du Québec -	GDG Inc.	Services professionnels pour développement informatique	contrat négocié	8 333 \$
Société et culture des	GDG Inc.	Services professionnels pour développement informatique	contrat négocié	8 166 \$
dépenses communes	Irène Montpetit	Aide communication sites web et bureau du SEC	contrat négocié	3 094 \$
du bureau du scientifique en chef*	Maude Bédar- Dufour	Aide service des communications (sites web)	contrat négocié	2 193 \$
	OST	Production d'Indicateurs de la recherche au Québec	contrat négocié	1 805 \$
	Raphaelle Dupras- Leduc	Stagiaire éthique et juridique	contrat négocié	5 128 \$
	Université du Québec à Montréal (UQAM)	Finalisation des capsules vidéo FRQ	contrat négocié	1 146 \$

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE

2014-2015

	nom de firme	objet du contrat	mode d'octroi	coût
	Alain Caillé	Conseiller scientifique	contrat négocié	20 000 \$
	Caroline Vezina	Rédaction scientifique	contrat négocié	3 750 \$
Frais	Claire Kingston	Traduction	contrat négocié	5 400 \$
spécifiques au Fonds de	Edwin Bourget	Conseiller scientifique	contrat négocié	20 000 \$
recherche du Québec -	Geneviève Trépanier	Rédaction scientifique	contrat négocié	1 800 \$
Nature et technologies	Jacek Mlynarek	Conseiller scientifique	contrat négocié	20 000 \$
	Jacques Hurtubise	Conseiller scientifique	contrat négocié	20 000 \$
	Lisa Cecchini	Rédaction scientifique	contrat négocié	3 000 \$
	Bryn Williams- Jones	Rédaction règles concernant gestion des conflits d'intérêts dans des cadres d'activités scientifiques	contrat négocié	134 \$
	CSM	Participation festival Eureka	contrat négocié	4 794 \$
	Dialog Insight	Services professionnels pour développement informatique	contrat négocié	5 283 \$
Part du Fonds	Emmanuelle Cartier	Aide service juridique	contrat négocié	6 520 \$
de recherche du Québec -	GDG Inc.	Services professionnels pour développement informatique	contrat négocié	8 333 \$
Nature et technologies	GDG Inc.	Services professionnels pour développement informatique	contrat négocié	8 166 \$
des dépenses communes du bureau du scientifique en chef*	Irène Montpetit	Aide communication sites web et bureau du SEC	contrat négocié	2 942 \$
	Maude Bédar- Dufour	Aide service des communications (sites web)	contrat négocié	2 085 \$
	OST	Production d'Indicateurs de la recherche au Québec	contrat négocié	1 717 \$
	Raphaelle Dupras- Leduc	Stagiaire éthique et juridique	contrat négocié	4 876 \$
	Université du Québec à Montréal (UQAM)	Finalisation des capsules vidéo FRQ	contrat négocié	1 090 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

Voir tableau en annexe.

Ces informations sont toutefois disponible sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics réalisés en 2014-2015 par le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Objet de l'appel d'offres	Soumissions reçues	Soumissionnaire	Montant
		retenu	
Architecture, soutien normatif et pilotage	CGI inc. (5 763 132 \$)	CGI inc.	5 763 132 \$
	Fujitsu Conseils (Canada) inc. (non acceptable)		
	Nurun Services conseils inc. (non acceptable)		
Mise à niveau des logiciels des postes de travail	Nurun Services conseils (361 641 \$)	Nurun Services	361 641 \$
	Victrix inc. (non acceptable)	conseils	
	CGI inc. (non acceptable)		
	TechnoConseils TC inc. (non acceptable)		
Entretien et évolution de la sphère informationnelle -	Momentum Technologies inc.	Momentum	1 022 000 \$
couche primaire		Technologies inc.	
Sondage- La Relance à l'université 2015 - Titulaires	Advanis Jolicoeur (144 500 \$)	BIP	106 000 \$
d'un baccalauréat ou d'une maîtrise	BIP (106 000 \$)		
Service d'entretien et d'assistance pour composants	Télécommunications Grimard inc.	Télécommunications	189 084 \$
BROCADE		Grimard inc	

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

Aucun appel d'offres public.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant,' les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

Aucun appel d'offres public en 2014-2015

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE: Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

	Mode	Soumissionnaire retenu		Autres soumissionnaires	
Nature du contrat	d'adjudication	Nom	Montant	Nom	Montant
1- Blanchissage et location d'uniformes et d'articles de lingerie	Prix le plus bas conforme	Québec	120 946,00 \$	Alsco	165 158,00 \$
du 1 janvier 2015 au 30 juin 2017	bas comornie	Linge Co		Nettoyeur JE Therrien et Fils	430 423,93 \$
				Services Matrec Inc.	75 372,95 \$
2- Enlèvement des déchets et des matières résiduelles du 1 janvier 2015 au 30 juin 2017	bas conforme	EBI Montréal Inc.	60 170,60 \$	TTI Environnement Inc.	84 232,90 \$
				RCI Environnement	85 727,65 \$
				BFI Environnement	93 138,55 \$
3- Vérification interne du 1 janvier		Price Waterhouse Coopers	99 000,00 \$	Mallette	Note finale inférieure à 70
2015 au 31 décembre				Ritcher	121 680,00 \$
2017		Coopers		KPMG	175 650,00 \$

Les informations demandées aux sous-questions b, d et e ne sont pas fournies. Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

Aucun appel d'offres.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

Aucun appel d'offre public.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

2014-2015

Appel d'offres	Soumissionnaires	Soumissionnaires		
	CBCI Telecom Canada Inc.	41 982 \$		
AO201501A -	CEV Inc.	38 706 \$		
Acquisition d'un système de	NGW Communication inc.	40 839 \$	Prix le plus bas conforme	
visioconférence	SENSUS Communication Solutions Inc.	33 385 \$		
	Sono Vidéo Inc.	37 649 \$		

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

Aucun appel d'offres en 2014-2015.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

Aucun appel d'offres en 2014-2015.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation spécifique du dirigeant d'organisme en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant:

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant:

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant:

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Mode d'octroi : soumission publique

b) Fournisseur	d)	e) Motif
	Montant	
Québec Linge	36 000 \$	Le contrat initial se terminait le 30 juin 2013. Considérant l'échéance prochaine du contrat, l'Institut souhaitait le prolonger jusqu'au 30 juin 2014 (voir année 2013-2014). L'Institut était d'avis qu'un tel délai était requis afin d'effectuer une analyse en profondeur de ses besoins et de permettre une transition durant une période d'activité minimale. Une seconde prolongation jusqu'au 31 décembre 2014 a été autorisée en raison de contraintes internes. Le processus d'appel d'offres s'est terminé en décembre 2014.
RCI Environnement	8 798 \$	Prolongement du contrat jusqu'au 31 décembre 2014
Société Telus Communication	8 770 \$	À la suite de l'étude de sites réalisée, le prestataire de service a fourni 15 antennes en plus des 60 prévues dans les documents d'appel d'offres.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant:

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation en vertu de l'article 17 de la LCOP.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant:

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant:

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant:

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :

- a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

RÉPONSE

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les soustraitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- 1) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

Les données présentées dans le tableau joint couvrent les projets du MEESR en cours de réalisation en 2014-2015. Les sommes dépensées en 2014-2015 couvrent la période du 1^{er} avril 2014 au 31 décembre 2014.

Nom du projet	Nature du projet	Montant initial prévu	Plus récente évaluation du coût du projet	Coûts engendrés jusqu'à maintenant	Coûts engendrés par année financière	Firmes	Sommes versées	ETC	Étude d'opportunité
Ajustements réglementaires et aux programmes	Cette enveloppe budgétaire est réservée pour assurer le développement des systèmes afin de mettre en œuvre des décisions législatives ou réglementaires, réaliser des améliorations majeures des systèmes offrant des services à la clientèle ou soutenant la mission.	500,0 k\$	500,0 k\$	282,3 k\$	2013-2014 : 192,9 k\$ 2014-2015 : 89,4 k\$	Nurun	200,1 k\$	3,7	Oui
Amélioration de l'information diffusée par le GTA	Ce projet a pour but d'élaborer une solution d'affaires qui permettra aux Greffes des tribunaux d'arbitrage d'offrir un meilleur service aux partenaires et d'augmenter son efficience organisationnelle.	382,0 k\$	382,0 k\$	105,5 k\$	2013-2014: 42,6 k\$ 2014-2015: 62,9 k\$	Fujitsu Systematix	59,9 k\$ 27,3 k\$	1,0	Oui
Intégration des RI du secteur RIICI	Ce projet vise à intégrer les besoins en RI du secteur de la Recherche, de l'Innovation, des Infrastructures et Collaborations internationales (RIICI).	594,0 k\$	207,2, k\$	207,2 k\$	2013-2014 : 160,0 k\$ 2014-2015 : 47,2 k\$	CGI Fujitsu Nurun R3D	40,2 k\$ 3,8 k\$ 2,6 k\$ 92,6 k\$	2,6	Oui
Reconnaissance des AEP - Charlemagne	Ce projet vise à mettre en place de nouvelles fonctionnalités afin d'intégrer les attestations d'études professionnelles au système Charlemagne (fréquentation, résultats, contrôle et financement).	875,0 k\$	300,0 k\$	271,1 k\$	2013-2014 : 234,7 k\$ 2014-2015 : 36,4 k\$	CGI	86,3 k\$	2,9	Oui
Suivi des demandes de renseignements généraux	Ce projet a pour but de remplacer les systèmes désuets de suivi des demandes de renseignements généraux utilisés par la Direction des communications (au MELS et au MESRS). Il permettra une meilleure reddition de comptes.	500,0 k\$	500,0, k\$	83,4 k\$	2013-2014 : 1,0 k\$ 2014-2015 : 82,4 k\$	Fujitsu	42,1 k\$	0,9	Oui

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière:
- g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les soustraitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- 1) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été effectuée par le Conseil supérieur de l'éducation en projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ en 2014-2015.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les soustraitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- 1) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

Aucun projet informatique de plus de 100 000 \$ n'a été initié.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les soustraitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- 1) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

Un projet de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ a été initié depuis l'année financière 2014-2015 au sein de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

- a) Nom du projet : Rénovation et modernisation de la Bibliothèque;
- b) Nature du projet : Modernisation des infrastructures;
- c) Échéancier initial : Information qui ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits:
- d) Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 200 000 \$;
- e) Plus récentes évaluations du coût du projet : 200 000 \$;
- f) Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 32 216 \$;
- g) Estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet : Information qui ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits;
- h) Firmes ou OSBL associés au développement du projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour :
 - 1- Dell computer corporation : Achat d'équipement selon les ententes CCSR et CSPQ : 12 141 \$
 - 2- Solutions IT2GO: Achat d'équipement, de gré à gré, 4 150\$
 - 3- Netricom : Aménagement, de gré à gré, 9 963 \$
 - 4- Espaces temps Montréal : Concept du projet : 5 347\$
 - 5- Cylabe interactif: Installation, de gré à gré, 615 \$

Appel d'offres public pour l'acquisition d'un logiciel de gestion de bibliothèque : processus en cours.

Sous-traitants associés au projet, détail de tout contrat octroyé : Informations qui ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

- i) Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : Information qui ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits;
- j) Nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet : Information qui ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
- k) Nombre de consultants externes : Information qui ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre: Pour le remplacement du logiciel de gestion de bibliothèque, un appel d'offres publiques a été fait impliquant tous les fournisseurs et tous les types de logiciel répondant aux besoins spécifiés par les responsables de la bibliothèque.

 $N^{o}: 12D$

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière:
- g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les soustraitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- 1) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

Aucun.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière:
- g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les soustraitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- 1) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

Aucune dépense de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ n'a été initiée depuis l'année financière 2003-2004.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière:
- g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les soustraitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- 1) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

nom de projet	nature de projet	coût prévu	dernière évaluation du projet	coût final	firme externe associée	étude d'opportunité pour logiciel
Implantation	Implantation d'un	150 000 \$	04-03-2015	150 000 \$	eVision	oui
du progiciel	nouveau système					
eAward	pour gérer					
	électroniquement la					
	réception des					
	demandes,					
	l'admissibilité,					
	l'évaluation,					
	l'attribution de s					
	octrois et le suivi					
	financier des bourses					
	et subventions					
	attribuées					

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca

Les trois Fonds souhaitent intégrer une liste de changements dans la version générique eAwards qu'ils ont choisi d'implanter. Les Fonds possèdent une équipe informatique interne mais ils ont besoin de l'apport du prestataire des services pour faciliter le travail d'implantation du progiciel. Différentes ressources sont requises selon le déroulement du projet, spécifiquement lorsque

qu'une connaissance accrue du progiciel est requise. Les domaines sont les suivants :

- Gestion de projet
- Analyse fonctionnelle
- Migration de base de données
- Programmation
- Configuration des environnements et paramètres
- Formation des usagers et transfert de connaissances aux ressources internes
- Support lors de la mise en production

Le projet d'implantation se divise en trois phases, chacune des phases étant associée aux travaux de développement caractéristique à chacun des Fonds :

phases de développement	de développement description	
phase 1	implantation Fonds Santé	2014-01-07 au 2015-02-28
phase 2	implantation Fonds Nature et technologies	2014-09-01 au 2016-03-31
phase 3	implantation Fonds Société et culture	2016-04-01 au 2017-03-31

 $N^{o}: 12G$

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les soustraitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- 1) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

Aucun projet de développement informatique en 2014-2015.

Les trois Fonds souhaitent intégrer une liste de changements dans la version générique eAwards qu'ils ont choisi d'implanter. Les Fonds possèdent une équipe informatique interne mais ils ont besoin de l'apport du prestataire des services pour faciliter le travail d'implantation du progiciel. Différentes ressources sont requises selon le déroulement du projet, spécifiquement lorsque qu'une connaissance accrue du progiciel est requise. Les domaines sont les suivants :

- Gestion de projet
- Analyse fonctionnelle
- Migration de base de données
- Programmation
- Configuration des environnements et paramètres
- Formation des usagers et transfert de connaissances aux ressources internes
- Support lors de la mise en production

Le projet d'implantation se divise en trois phases, chacune des phases étant associée aux travaux de développement caractéristique à chacun des Fonds :

phases de développement	description	échéancier
phase 1	implantation Fonds Santé	2014-01-07 au 2015-02-28
phase 2	implantation Fonds Nature et technologies	2014-09-01 au 2016-03-31
phase 3	implantation Fonds Société et culture	2016-04-01 au 2017-03-31

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les soustraitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- 1) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

nature de projet	coût prévu	dernière évaluation du projet	coût à date	firme externe associée	étude d'opportunité pour logiciel
Implantation d'un	353 000 \$		7 060 \$	eVision	oui
nouveau système pour					
gérer électroniquement					
la réception des					
demandes,					
l'admissibilité,					
l'évaluation, l'attribution					
des octrois et le suivi					
financier des bourses et					
subventions attribuées					
	Implantation d'un nouveau système pour gérer électroniquement la réception des demandes, l'admissibilité, l'évaluation, l'attribution des octrois et le suivi financier des bourses et	Implantation d'un nouveau système pour gérer électroniquement la réception des demandes, l'admissibilité, l'évaluation, l'attribution des octrois et le suivi financier des bourses et	nature de projet Coût prévu évaluation du projet Implantation d'un nouveau système pour gérer électroniquement la réception des demandes, l'admissibilité, l'évaluation, l'attribution des octrois et le suivi financier des bourses et	nature de projet Coût prévu évaluation du projet Implantation d'un nouveau système pour gérer électroniquement la réception des demandes, l'admissibilité, l'évaluation, l'attribution des oc trois et le suivi financier des bourses et	nature de projet Coût prévu du projet Implantation d'un 353 000 \$ 04-03-2015 7 060 \$ eVision nouveau système pour gérer électroniquement la réception des demandes, l'admissibilité, l'évaluation, l'attribution des octrois et le suivi financier des bourses et

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca

Les trois Fonds souhaitent intégrer une liste de changements dans la version générique eAwards qu'ils ont choisi d'implanter. Les Fonds possèdent une équipe informatique interne mais ils ont besoin de l'apport du prestataire des services pour faciliter le travail d'implantation du progiciel. Différentes ressources sont requises selon le déroulement du projet, spécifiquement lorsque qu'une connaissance accrue du progiciel est requise.

Les domaines sont les suivants :

- Gestion de projet
- Analyse fonctionnelle
- Migration de base de données
- Programmation
- Configuration des environnements et paramètres
- Formation des usagers et transfert de connaissances aux ressources internes
- Support lors de la mise en production

Le projet d'implantation se divise en trois phases, chacune des phases étant associée aux travaux de développement caractéristique à chacun des Fonds :

phases de développement	nases de développement description	
phase 1	implantation Fonds Santé	2014-01-07 au 2015-02-28
phase 2	implantation Fonds Nature et technologies	2014-09-01 au 2016-03-31
phase 3	implantation Fonds Société et culture	2016-04-01 au 2017-03-31

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fête;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
- k) type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II.b) à l'extérieur du Québec. II.

RÉPONSE

-	la photocopie (incluant la location des appareils)		243 742,00 \$ ¹
-	le mobilier de bureau		22.547.01.¢l
-	l'ameublement	J	22 547,91 \$ ¹
-	la décoration et l'embellissement		1 000,00 \$
-	les distributeurs d'eau de source		861,19 \$ ²
-	le remboursement des frais de transport		
-	le remboursement des frais d'hébergement	}	788 345,16 \$ ³
-	le remboursement des frais de repas		
-	le remboursement des frais d'alcool et de fêtes		10 596,01 \$ 4
-	la préparation à la retraite		
-	les congrès, colloques et sessions de perfectionnement		313 699,60 \$ ⁵
	i. Québec i. extérieur du Québec	J	S/O

¹ Ce montant ne comprend pas les organismes soit le Conseil supérieur de l'Éducation (CSE) et de la Commission consultative de

l'enseignement privée (CEEC).

Tous les refroidisseurs d'eau avec bouteilles ont été convertis et branchés sur le réseau d'aqueduc au début de l'année financière 2009-2010. Il n'y a donc plus de dépenses associées à l'achat d'eau. Les seules dépenses concernent l'entretien et le remplacement des filtres des refroidisseurs d'eau.

Ces données représentent les frais de déplacement au Québec, à l'exception de ceux du CSE et du CEEC.

⁴ Ces dépenses sont celles liées aux départs à la retraites, incluant les frais de réception et les cadeaux, ainsi que le 50^{ième} anniversaire du Ministère et la soirée reconnaissance pour les 25 ans de service des employés.

⁵ Ces données représentent toutes les activités du Plan de développement des ressources humaines effectuées au Québec tant pour la préparation à la retraite et autres activités de perfectionnement, à l'exception de celles du CSE et du CEEC, ainsi que les frais de transport, d'hébergement et de repas inhérents.

 $N^{o}: 13A$

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION **ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016**

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- la photocopie; a)
- le mobilier de bureau; b)
- l'ameublement; c)
- d) la décoration et l'embellissement;
- le distributeur d'eau de source; e)
- f) le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement; g)
- le remboursement des frais de repas; h)
- le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; i)
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et j) toute session de
- type perfectionnement ou ressourcement: k)

I. a) au Québec;

II. II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

-	Photocopie:	4 688,15 \$
-	Mobilier de bureau :	S.O.
-	Ameublement:	S.O.
-	Distributeurs d'eau de source :	S.O.
- - -	Remboursement des frais de transport; Remboursement des frais d'hébergement; Remboursement des frais de repas; Remboursement des frais d'alcool et de fêtes;	135 590,01 \$
-	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
	a) au Québec,	5 364,20 \$
	b) à l'extérieur du Québec.	5 768,55 \$

 $N^{o}: 13B$

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
- k) type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. II b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

2014-2015

A	В	E	F	I	J/K Ia)	J/ K IIb)
Photocopies	Mobilier de	Distributeur	Frais de transport	Alcool	Frais de	Frais de
	bureau	d'eau de	G	et fêtes	formation,	formation,
	C	source	Frais d'hébergement		congrès,	congrès,
	Ameublement		H		colloques	colloques
	D		Frais de repas		au Québec	hors Québec
	Décoration et					
	embellissement					
211 \$	Aucun	Aucun	46 429 \$	560 \$	8 019 \$	Aucun

 $N^{0}: 13C$

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
- k) type perfectionnement ou ressourcement:

I. a) au Québec;

II. II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE: Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015:

	a)Photocopies	c) l'ameublement	f) Transport	g) Hébergement	h) Repas
Totaux	125,70 \$	1 602,98 \$	171,88 \$	1 915,22 \$	2 308,97 \$

c) ameublement : remplacement de stores verticaux

Aucune dépense n'a été faite en 2014-2015 pour les éléments suivants :

- b) mobilier de bureau;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) distributeur d'eau de source;
- i) remboursement frais d'alcool et de fêtes;
- j et k) participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
- k) type perfectionnement ou ressourcement:
 - I. a) au Québec;
 - II. II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

Pour 2014-2015, il n'y a pas de dépense sous les items **a**), **b**), **c**) **d**) **et e**). En vertu d'une entente signée entre le MESRS et le CCAFE, le CCAFE est localisé dans l'édifice Marie-Guyart et le MESRS (MELS) fournit ces ressources matérielles.

Pour les points **f**), **g**) **et h**), en 2014-2015, les remboursements sont liés aux rencontres du CCAFE :

Avril 2014	-
Mai 2014	2 287,24 \$
Juin	428,80 \$
Juillet	-
Août	-
Septembre	-
Octobre	1 127,48 \$
Novembre	-
Décembre	717,59 \$
Janvier 2015	2 414,42 \$
Février	55,05 \$
Mars	114,90 \$
	7 145,48 \$

Points i), j) et k): aucune dépense en 2014-2015.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
- k) type perfectionnement ou ressourcement:
 - I. a) au Québec;

II. II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

a)	Photocopie ¹	6 115,00\$
b)	Mobilier de bureau	0,00\$
c)	Ameublement	0,00 \$
e)	Distributeurs d'eau de source	0,00 \$
C)	Location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles	0,00 \$
	Location et entretien de la machine à café	0,00 \$
	Location et entretien de la machine à care	0,00 \$
f) g)	Remboursement des frais de transport Remboursement des frais d'hébergement	
h)	Remboursement des frais de repas	23 794,00 \$
i)	Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	126,00 \$
j)	L'ensemble des dépenses applicables à la participation à	des congrès, des
	colloques et toute k) session de type perfectionnement ou ressourcement :	
	a) au Québec	3 116.00 \$

a) au Québec, 3 116,00 \$
b) à l'extérieur du Québec 0,00 \$

ⁱ Coût total de location et d'utilisation de photocopieur pour l'ensemble du personnel de la CEEC.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
- k) type perfectionnement ou ressourcement: I. a) au Québec;
 - II. II. b) à l'extérieur du Québec.

	2014-2015 (pour l'ensemble des employés)
Photocopie	2 268 \$
Mobilier de bureau et ameublement	- \$
Décoration et embellissement	- \$
Distributeur d'eau de source	365 \$
Remboursement des frais de transport	32 321 \$
Remboursement des frais d'hébergement	11 771 \$
Remboursement des frais de repas	2 458 \$
Remboursement alcool et fêtes	- \$
Formation, congrès et colloque - Québec	7 193 \$
Formation, congrès et colloque - Hors Québec	- \$

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
- k) type perfectionnement ou ressourcement:
 - I. a) au Québec;
 - II. II. b) à l'extérieur du Québec.

	2014-2015 (pour l'ensemble des employés)
Photocopie	10 008 \$
Mobilier de bureau et ameublement	- \$
Décoration et embellissement	- \$
Distributeur d'eau de source	577 \$
Remboursement des frais de transport	47 765 \$
Remboursement des frais d'hébergement	24 351 \$
Remboursement des frais de repas	10 243 \$
Remboursement alcool et fêtes	- \$
Formation, congrès et colloque - Québec	27 555 \$
Formation, congrès et colloque - Hors Québec	- \$

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de
- k) type perfectionnement ou ressourcement:
 - I. a) au Québec;
 - II. II. b) à l'extérieur du Québec.

	2014-2015 (pour l'ensemble des employés)
Photocopie	26 230 \$
Mobilier de bureau et ameublement	- \$
Décoration et embellissement	- \$
Distributeur d'eau de source	548 \$
Remboursement des frais de transport	55 787 \$
Remboursement des frais d'hébergement	17 082 \$
Remboursement des frais de repas	11 774 \$
Remboursement alcool et fêtes	- \$
Formation, congrès et colloque - Québec	81 871 \$
Formation, congrès et colloque - Hors Québec	- \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sousministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) le nom des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

RÉPONSE

a)	le nombre de téléphones cellulaires « Blackberry », IPhone ou	387
	autres types de téléphones intelligents utilisés :	
b)	le nombre de clés internet 3G pour ordinateurs portables et de	46
	tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées :	
c)	le nombre de téléavertisseurs utilisés :	3
d)	les coûts d'acquisition des appareils :	14 422.56 \$
e)	le coût d'utilisation des appareils :	14 274.96\$
f)	le coût des contrats téléphoniques :	156 093.91 \$
g)	le nom des fournisseurs :	Bell Mobilité
		Rogers Sans-fil
h)	le nombre de minutes utilisées	Non disponible

k) le coût des frais d'itinérance¹.

l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu²

NOTE IMPORTANTE

En matière de ressources informationnelles, outre les dépenses assumées pour son organisation, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) assumait, en 2014-2015, les dépenses pour le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et Science (MESRS), ainsi que pour le Conseil supérieur de l'éducation, , le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial du Québec, la Commission de l'éthique en science et en technologie et la Commission consultative de l'enseignement privé.

Les frais d'itinérance sont inclus dans les coûts d'utilisation des appareils

Les coûts de résiliation sont inclus dans les coûts d'utilisation des appareils

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sousministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils; '
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance.
- 1) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

RÉPONSE

La réponse à cette question est incluse dans les données fournies par le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sousministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils; '
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance.
- 1) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

A	B/I/J	C	D	E	F	G	Н	K	L
4	9	0	922 \$	2 235 \$	779 \$	CSPQ	7142.8	0	0
						(Bell)	minutes		

 $N^{o}: 14C$

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sousministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance.
- 1) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

RÉPONSE: Du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015

a)	Nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », IPhone et autres	types) 35
b)	Nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) et d'ordinateurs portables utilisés (i) (j)	36
c)	Nombre de téléavertisseurs utilisés	1
d)	Coûts d'acquisition des appareils	12 989,80 \$
e)	Coût d'utilisation des appareils	2 120,23 \$
f)	Coût des contrats téléphoniques	16 082,50 \$
g)	Noms des fournisseurs	CSPQ - Rogers; U2B Bell Mobilité; Pagenet
h)	le nombre de minutes utilisées	74 005
k)	le coût des frais d'itinérance	994 \$
1)	les coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 \$

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sousministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance.
- 1) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

RÉPONSE

Pour 2014-2015:

- a) Un cellulaire
- b) 0
- c) 0
- d) Inclus dans les dépenses du MESRS (entente de services)
- e) Inclus dans les dépenses du MESRS (entente de services)
- f) Inclus dans les dépenses du MESRS (entente de services)
- g) Rogers
- h) Moins de 60 minutes par semaine
- i) Un ordinateur portable
- j) Un portable
- k) Aucun
- 1) Inclus dans dépenses du MESRS

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour l'année financière 2014-2015, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (Blackberry, IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- 1) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

a)	Nombre de téléphones cellulaires, « IPhone »	5
b)	Nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres)	0
c)	Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
d)	Coûts d'acquisition des appareils	480,00 \$
e)	Coût d'utilisation des appareils	2 071,00 \$
f)	Coût des contrats téléphoniques	0,00 \$
g)	Nom des fournisseurs	Rogers-BELL
h)	Le nombre de minutes utilisées	19 850
i)	Les ordinateurs portables	24
j)	Le nombre d'ordinateurs portables utilisés	24
k)	Le coût des frais d'itinérance	393,03 \$
1)	Les coûts de résiliation, s'il y a lieu	0,00 \$

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance.
- 1) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

	nombre utilisé 2014-2015	coût des appareils 2014-2015	coût d'utilisation 2014-2015	minutes utilisées 2014-2015	coût de résiliation 2014-2015	fournisseur
téléphones intelligents	9	157 \$	5 385 \$	18 476	N/A	Rogers
tablettes et portables	10	- \$	N/A	N/A	N/A	N/A
téléavertisseurs	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

^{*} Le coût d'utilisation inclus le coût de contrat et les frais d'itinérance

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance.
- 1) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

	nombre utilisé 2014-2015	coût des appareils 2014-2015	coût d'utilisation 2014-2015	minutes utilisées 2014-2015	coût de résiliation 2014-2015	fournisseur
téléphones intelligents	8	153 \$	5 257 \$	18 036	N/A	Rogers
tablettes et portables	10	- \$	N/A	N/A	N/A	N/A
téléavertisseurs	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

^{*} Le coût d'utilisation inclus le coût de contrat et les frais d'itinérance

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance.
- 1) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

	nombre utilisé 2014-2015	coût des appareils 2014-2015	coût d'utilisation 2014-2015	minutes utilisées 2014-2015	coût de résiliation 2014-2015	fournisseur
téléphones intelligents	8	145 \$	4 999 \$	17 151	N/A	Rogers
tablettes et portables	10	- \$	N/A	N/A	N/A	N/A
téléavertisseurs	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

^{*} Le coût d'utilisation inclus le coût de contrat et les frais d'itinérance

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- O) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

- a), b) Voir l'annexe A.
- c), e), f) Voir l'annexe B.
- d), g) Voir l'annexe C.
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- i) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie

d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) Voir l'annexe D.

k) Secteur Éducation

Au 28 février 2015 : 111 employés avaient un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. 1-3

Étude des crédits 2014-2015 : 121 employés avaient un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. 1-3

Étude des crédits 2013-2014: 171 employés avaient un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. 1-3-5

Secteur Enseignement supérieur

Au 28 février 2015, 41 employés avaient un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. 1-6

Étude des crédits 2014-2015 : 57 employés avaient un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. 1-6-7.

1) Secteur Éducation

Au 28 février 2015 : 3 employés avaient un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.²⁻³

Étude des crédits 2014-2015: 6 employés avaient un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.²⁻³

Étude des crédits 2013-2014: 80 employés avaient un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.⁴⁻⁵

Secteur Enseignement supérieur

Au 28 février 2015 : 2 employés avaient un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie. ²⁻⁶

Étude des crédits 2014-2015: aucun employé avait un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie. ²⁻⁶⁻⁷

- m) La réponse à cette question se trouve à la question 15 j).
- n), o), p) La réponse à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- 1. Personnes désignées sur un emploi professionnel de complexité expert ou émérite.
- 2. Employés hors échelle.
- 3. Comprend le personnel de la Commission consultative de l'enseignement privé.
- 4. Comprend les employés hors échelle et les employés ayant un horaire majoré.
- 5. Comprend le personnel du Conseil supérieur de l'éducation, de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et le personnel affecté aux activités et aux programmes de l'enseignement supérieur, de la formation technique et de l'aide financière aux études du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.
- 6. Comprend le personnel du comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.
- 7. Comprend le secteur de la Recherche et de l'Innovation ainsi que la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, le Conseil supérieur de l'éducation et la Commission de l'éthique en science et en technologie.

Secteur Éducation

Annexe A

Nombre et pourcentage de la répartition du personnel régulier en poste pour chacun des groupes cibles par catégories d'emploi et par groupes d'âge

Catégories	Groupes d'âge	Groupes d'âge	Nombre	Fem	mes	Hom	nmes	Perso handio		Commu culturell		Anglor	ohones	Autocl	ntones
d'emplois		total	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
	30 à 34 ans	1	1	1,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
	35 à 39 ans	5	2	3,4%	3	5,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
	40 à 44 ans	8	5	8,6%	3	5,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
Cadre	45 à 49 ans	9	4	6,9%	5	8,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
	50 à 54 ans	18	10	17,2%	8	13,8%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
	55 à 59 ans	14	9	15,5%	5	8,6%	0	0,0%	1	1,7%	0	0,0%	0	0,0%	
	60 à 64 ans	3	2	3,4%	1	1,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
	Sous-Total	58	33	56,9%	25	43,1%	0	0,0%	1	1,7%	0	0,0%	0	0,0%	
	25 à 29 ans	21	9	2,1%	12	2,8%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
	30 à 34 ans	31	16	3,7%	15	3,5%	0	0,0%	2	0,5%	0	0,0%	0	0,0%	
	35 à 39 ans	74	39	9,1%	35	8,1%	0	0,0%	6	1,4%	1	0,2%	1	0,2%	
	40 à 44 ans	55	35	8,1%	20	4,7%	1	0,2%	5	1,2%	0	0,0%	2	0,5%	
Duefessionnel	45 à 49 ans	66	35	8,1%	31	7,2%	1	0,2%	8	1,9%	0	0,0%	1	0,2%	
Professionnel	50 à 54 ans	67	39	9,1%	28	6,5%	0	0,0%	4	0,9%	1	0,2%	4	0,9%	
	55 à 59 ans	76	44	10,2%	32	7,4%	0	0,0%	1	0,2%	1	0,2%	2	0,5%	
	60 à 64 ans	33	10	2,3%	23	5,3%	0	0,0%	4	0,9%	0	0,0%	1	0,2%	
	Plus de 64 ans	7	4	0,9%	3	0,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	4	0,9%	
	Sous-Total	430	231	53,7%	199	46,3%	2	0,5%	30	7,0%	3	0,7%	15	3,5%	

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé.

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Annexe A
Nombre et pourcentage de la répartition du personnel régulier en poste

Catégories d'age Catégories d'age Catégories d'age Nombre total Nombre % Nombre

Catégories	Groupes	Nombre	Fem	Femmes H		Hommes		Personnes handicapées		Communautés culturelles visées		Anglophones		Autochtones	
d'emplois	d'âge	total	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
	24 ans et moins	4	3	1,7%	1	0,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
	25 à 29 ans	11	10	5,6%	1	0,6%	0	0,0%	2	1,1%	0	0,0%	0	0,0%	
	30 à 34 ans	17	14	7,8%	3	1,7%	0	0,0%	2	1,1%	0	0,0%	0	0,0%	
Personnel de	35 à 39 ans	20	17	9,5%	3	1,7%	0	0,0%	2	1,1%	0	0,0%	0	0,0%	
	40 à 44 ans	16	13	7,3%	3	1,7%	2	1,1%	2	1,1%	0	0,0%	0	0,0%	
bureau et technicien	45 à 49 ans	19	18	10,1%	1	0,6%	1	0,6%	1	0,6%	0	0,0%	1	0,6%	
technicien	50 à 54 ans	30	25	14,0%	5	2,8%	1	0,6%	1	0,6%	0	0,0%	1	0,6%	
	55 à 59 ans	40	35	19,6%	5	2,8%	1	0,6%	1	0,6%	0	0,0%	1	0,6%	
	60 à 64 ans	21	20	11,2%	1	0,6%	0	0,0%	1	0,6%	0	0,0%	0	0,0%	
	Plus de 64 ans	1	1	0,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
	Sous-Total	179	156	87,2%	23	12,8%	5	2,8%	12	6,7%	0	0,0%	3	1,7%	
	45 à 49 ans	1	0	0,0%	1	25,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
Ouvrier	50 à 54 ans	3	0	0,0%	3	75,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
	Sous-Total	4	0	0,0%	4	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
	Total	671	420	62,6%	251	37,4%	7	1,0%	43	6,4%	3	0,4%	18	2,7%	

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé.

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Secteur Enseignement supérieur

Annexe A

Nombre et pourcentage de la répartition du personnel régulier en poste pour chacun des groupes cibles par catégories d'emploi et par groupes d'âge

Catégories d'emplois	Groupes d'âge	Nombre total	Femmes		Hon	nmes	Perso handio		Communautés culturelles visées		Anglophones		Autochtones	
u chipiois		totai	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
	35 ans et moins	2	1	2,6%	1	2,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Cadre	Plus de 35 ans	36	11	28,9%	25	65,8%	0	0,0%	1	2,6%	0	0,0%	0	0,0%
	Sous-Total	38	12	31,6%	26	68,4%	0	0,0%	1	2,6%	0	0,0%	0	0,0%
	35 ans et moins	60	27	14,1%	33	17,2%	0	0,0%	1	0,5%	1	0,5%	0	0,0%
Professionnel	Plus de 35 ans	132	70	36,5%	62	32,3%	3	1,6%	8	4,2%	3	1,6%	0	0,0%
	Sous-Total	192	97	50,5%	95	49,5%	3	1,6%	9	4,7%	4	2,1%	0	0,0%
Personnel de	35 ans et moins	34	26	14,4%	8	4,4%	1	0,6%	1	0,6%	0	0,0%	0	0,0%
bureau et	Plus de 35 ans	146	103	57,2%	43	23,9%	7	3,9%	5	2,8%	1	0,6%	1	0,6%
technicien	Sous-Total	180	129	71,7%	51	28,3%	8	4,4%	6	3,3%	1	0,6%	1	0,6%
	35 ans et moins	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Ouvrier	Plus de 35 ans	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Sous-Total	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Total		238	58,0%	172	42,0%	11	2,7%	16	3,9%	5	1,2%	1	0,2%

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique Les données incluent le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études

Secteur Éducation

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances pris par le personnel

au 6 mars 2015

Catégorie d'emploi: Cadre

ANNÉE 2014-2	015
Jours de congé de maladie *	847

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2014-2015	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	Total 2014-2015
Jours de maladie	94	68,5	53,5	71	73,5	77	68,5	70	90	72,5	49,5	59	847

ANNÉE 2014-2015	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	Total 2014-2015
Jours de vacances	60	79,5	89	394	410,5	45	48,5	43,5	124	35,5	36	34	1399,5

*Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé et celui du Conseil supérieur de l'éducation.

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances pris par le personnel et le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel

au 6 mars 2015

Catégorie d'emploi: Professionnel

ANNÉE 2014-	ANNÉE 2014-2015											
Jours de congé de maladie *	5479											

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2014-2015	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	Total 2014-2015
Jours de maladie	565,5	543,5	404	440	398	506	506	499,5	510	545,5	424,5	136,5	5479
Heures supplémentaires													
- réalisées :	1610,73	1577,23	1358,89	987,01	809,34	1336,25	1485,52	1233,53	427,59	688,18	840,95	32	12387,22
- payées, remboursées :	777,31	663,99	549,72	487,61	426,31	587,51	560,59	562,89	266,93	403,96	370,83	15,5	5673,15
- compensées :	833,42	913,24	809,17	499,4	383,03	748,74	924,93	670,64	160,66	284,22	470,12	16,5	6714,07
Jours de vacances	353,5	219,5	727	2590,5	3035	483,5	245	131,5	889	316	195,5	252	9438

*Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé et celui du Conseil supérieur de l'éducation.

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances pris par le personnel et le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel

au 6 mars 2015

Catégorie d'emploi: Personnel de bureau et technicien

ANNÉE 2014-2015										
Jours de congé de maladie *	3092,5									

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2014-2015	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	Total 2014-2015
Jours de maladie *	288	309,5	288,5	245,5	268,5	300,5	269,5	244	258,5	262,5	243,5	114	3092,5
Heures supplémentaires													
- réalisées :	333,92	272,23	360,69	298,9	178,55	252,6	367,67	274,01	177,32	189,82	138,57	7,25	2851,53
- payées, remboursées :	189,88	191,41	202,39	84,71	61,25	138,22	171,06	155,99	76	102,16	80,75	6,75	1460,57
- compensées :	144,04	80,82	158,3	214,19	117,3	114,38	196,61	118,02	101,32	87,66	57,82	0,5	1390,96
Jours de vacances	181	198	382,5	1003,5	1299,5	252	127,5	69	466,5	170,5	123	128	4401

*Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé et celui du Conseil supérieur de l'éducation.

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances pris par le personnel et le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel

au 6 mars 2015

Catégorie d'emploi: Ouvrier

ANNÉE 2014-2015										
Jours de congé de	60									
maladie *										

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2014-2015	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	Total 2014-2015
Jours de maladie *	3,5	3,5	6	6	5	7,5	5,5	7	1	8,5	6,5	0	60
Heures supplémentaires													
- réalisées :	63	12	7	0	0	0	0	22	42,5	0	0	0	146,5
- payées, remboursées :	23	8	7	0	0	0	0	14	23,5	0	0	0	75,5
- compensées :	40	4	0	0	0	0	0	8	19	0	0	0	71
Jours de vacances	9	3	14	39	39	8	23,5	9,5	18	3	3		169

*Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé et celui du Conseil supérieur de l'éducation.

Secteur Enseignement supérieur

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances pris par le personnel au 6 mars 2015 au 6 mars 2015

Catégorie d'emploi: Cadre

ANNÉE 2014-2	ANNÉE 2014-2015											
Jours de congé de maladie *	334											

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2014-2015	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	Total 2014-2015
Jours de maladie	46,5	50	50,5	51,5	29	16,5	34	28	6,5	12	2,5	6,5	333,5

ANNÉE 2014-2015	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	Total 2014-2015
Jours de vacances	20,5	38	49,5	160	250,5	13,5	13,5	36,5	83,5	14	46	38	763,5

*Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Les données incluent la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances pris par le personnel et le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel au 6 mars 2015 au 6 mars 2015

Catégorie d'emploi: Professionnel

ANNÉE 2014-2015							
Jours de congé de maladie *	2064,5						

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2014-2015	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	Total 2014-2015
Jours de maladie	185,5	208,5	167	142,5	142	178	183,5	212	211,5	218,5	184	31,5	2064,5
Heures supplémentaires													
- réalisées :	709,39	783,95	689,05	376,73	217,44	462,68	944,48	750,56	213,33	117,74	99,5	6,63	5371,48
- payées, remboursées :	381,24	448,15	354,16	272,66	110,13	218,9	361,59	388,91	114,08	38,08	0	0	2687,9
- compensées :	328,15	335,8	334,89	104,07	107,31	243,78	582,89	361,65	99,25	79,66	99,5	6,63	2683,58
Jours de vacances	131,5	116	331	1101	1272,5	189,5	131,5	42,5	412,5	97,5	84,5	87	3997

*Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Les données incluent le temps intermédiaire compensé

Les données excluent les correcteurs des épreuves uniformes de français au collégial

Les données incluent la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances pris par le personnel et le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel au 6 mars 2015

au 6 mars 2015

Catégorie d'emploi: Personnel de bureau et technicien

ANNÉE 2014-2015							
Jours de congé de maladie *	4240						

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2014-2015	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	Total 2014-2015
Jours de maladie *	351	326	280,5	304,5	316	400,5	446	440,5	451,5	435,5	327,5	160,5	4240
Heures supplémentaires													
- réalisées :	121,91	119,25	129,57	379,36	758,95	1341,66	1410,88	550,72	40	10	24,45	2,9	4889,65
- payées, remboursées :	76,41	66,5	52,98	172,38	574,97	1143,11	1171,48	418,26	9	10	7	0	3702,09
- compensées :	45,5	52,75	76,59	206,98	183,98	198,55	239,4	132,46	31	0	17,45	2,9	1187,56
Jours de vacances	225,5	257	577,5	1299,5	1380,5	218	198	97,5	534	108	193,5	163	5252

*Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Les données excluent les correcteurs des épreuves uniformes de français au collégial

Les données incluent la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études

Secteur Éducation

Annexe C

Répartition des réserves de congé de maladie et des jours de vacances au 31 mars 2015

Catégories d'emplois	Réserve de congé de maladie	Nombre total	Valeur estimée	Réserve de jours de vacances	Nombre total	Valeur estimée
	Moins de 10 jours	13	7 131,56 \$	Moins de 10 jours	26	26 283,19 \$
	10 à 50 jours	13	152 637,13 \$	10 à 50 jours	30	290 777,43 \$
Cadre	50 à 100 jours	14	480 619,71 \$	50 à 100 jours	1	43 062,39 \$
	100 jours et plus	17	1 039 204,11 \$	100 jours et plus	0	- \$
	Sous-Total	57	1 679 592,51 \$	Sous-Total	57	360 123,01 \$
	Moins de 10 jours	108	106 694,84 \$	Moins de 10 jours	297	187 274,86 \$
	10 à 50 jours	169	1 127 982,09 \$	10 à 50 jours	142	741 753,94 \$
Professionnel	50 à 100 jours	84	1 767 264,50 \$	50 à 100 jours	1	16 469,94 \$
	100 jours et plus	79	4 221 427,10 \$	100 jours et plus	0	- \$
	Sous-Total	440	7 223 368,53 \$	Sous-Total	440	945 498,74 \$
	Moins de 10 jours	81	52 245,89 \$	Moins de 10 jours	145	55 631,76 \$
D 1 . 1 . 1	10 à 50 jours	76	319 263,73 \$	10 à 50 jours	46	125 108,18 \$
Personnel de bureau et technicien	50 à 100 jours	20	256 676,37 \$	50 à 100 jours	0	
technicien	100 jours et plus	14	405 426,13 \$	100 jours et plus	0	
	Sous-Total	191	1 033 612,12 \$	Sous-Total	191	180 739,94 \$

Ne comprend pas les réverses des ressources attitrées aux communications gouvernementales qui ont été rapatriées au ministère du Conseil exécutif.

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé.

Annexe C

Répartition des réserves de congé de maladie et des jours de vacances au 31 mars 2015

Catégories d'emplois	Réserve de congé de maladie	Valour actimae		Réserve de jours de vacances	Nombre total	Valeur estimée
	Moins de 10 jours	4	3 764,30 \$	Moins de 10 jours	5	3 322,61 \$
	10 à 50 jours	1	5 054,26 \$	10 à 50 jours	1	1 553,58 \$
Ouvrier	50 à 100 jours	1	10 673,67 \$	50 à 100 jours	0	- \$
	100 jours et plus	0	- \$	100 jours et plus	0	- \$
	Sous-Total	6	19 492,23 \$	Sous-Total	6	4 876,19 \$
Total		694	9 956 065,39 \$		694	1 491 237,88 \$

Ne comprend pas les réserves des ressources attitrées aux communications gouvernementales qui ont été rapatriées au ministère du Conseil exécutif.

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé.

Secteur Enseignement supérieur

Annexe C

Répartition des réserves de congé de maladie et des jours de vacances au 6 mars 2015

Catégories d'emplois	Réserve de congé de maladie	Nombre total	Valeur estimée	Réserve de jours de vacances	Nombre total	Valeur estimée
	Moins de 10 jours	11	8 675,94 \$	Moins de 10 jours	16	21 238,91 \$
	10 à 50 jours	10	98 170,69 \$	10 à 50 jours	18	197 170,66 \$
Cadre	50 à 100 jours	12	350 460,16 \$	50 à 100 jours	3	112 271,43 \$
	100 jours et plus	5	338 157,49 \$	100 jours et plus	1	49 991,97 \$
	Sous-Total	38	795 464,28 \$	Sous-Total	38	380 672,97 \$
	Moins de 10 jours	55	59 392,43 \$	Moins de 10 jours	141	46 379,65 \$
	10 à 50 jours	80	536 446,43 \$	10 à 50 jours	50	219 082,91 \$
Professionnel	50 à 100 jours	29	569 494,01 \$	50 à 100 jours	0	- \$
	100 jours et plus	27	1 433 845,34 \$	100 jours et plus	0	- \$
	Sous-Total	191	2 599 178,21 \$	Sous-Total	191	265 462,56 \$
	Moins de 10 jours	131	63 950,32 \$	Moins de 10 jours	200	7 923,76 \$
	10 à 50 jours	76	312 885,87 \$	10 à 50 jours	45	104 968,44 \$
Personnel de bureau et technicien	50 à 100 jours	27	343 800,81 \$	50 à 100 jours	1	9 656,15 \$
technicien	100 jours et plus	12	365 424,85 \$	100 jours et plus	0	- \$
	Sous-Total	246	1 086 061,85 \$	Sous-Total	246	122 548,35 \$

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Les données excluent les correcteurs des épreuves uniformes de français au collégial

Les données incluent le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études

Secteur Éducation

Année financière 2014-2015

		Nombi	re d'effectifs	s réguliers e	n poste	
			Au 28 fév	rier 2015		
Régions administratives	C	P	Т	PB	0	Total
Bas Saint-Laurent et Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	1	5	0	2	0	8
Saguenay-Lac-St-Jean		3		1		4
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	50	358	84	70	4	566
Mauricie et Centre-du-Québec	1	6	2	3	0	12
Estrie	0	4	0	0	0	4
Laval-Laurentides-Lanaudière	0	3	0	0	0	3
Montérégie	0	2	1	0	0	3
Montréal	3	43	6	9	0	61
Outaouais	1	3	0	1	0	5
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1	2	0	0	0	3
Côte-Nord	1	1	0	0	0	2
Total	58	430	93	86	4	671

C = cadres

P = professionnels

T = techniciens

PB = Personnel de bureau

O = ouvriers

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé. Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

Année financière 2013-2014

	Nombre d'effectifs réguliers actifs								
			Au 31 m	ars 2014					
Régions administratives	C	P	Т	PB	0	Total			
Bas Saint-Laurent et Gaspésie— Îles-de-la-Madeleine	1	6	0	2	0	9			
Saguenay-Lac-St-Jean	1	4	1	1	0	7			
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	56	366	86	78	4	590			
Mauricie et Centre-du-Québec	2	10	3	3	0	18			
Estrie	1	6	0	0	0	7			
Laval–Laurentides–Lanaudière	1	7	1	3	0	12			
Montérégie	1	7	2	1	0	11			
Montréal	4	50	5	17	0	76			
Outaouais	1	5	1	1	0	8			
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1	5	1	1	0	8			
Côte-Nord	2	5	0	1	0	8			
Total	71	471	100	108	4	754			

C = cadres

P = professionnels

T = techniciens

PB = Personnel de bureau

O = ouvriers

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé.

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

Année financière 2012-2013

	Nombre d'effectifs réguliers actifs								
			au 30 nove	mbre 2012					
Régions administratives	C	P	T	PB	0	Total			
Bas Saint-Laurent et Gaspésie— Îles-de-la-Madeleine	1	6	0	2	0	9			
Saguenay-Lac-St-Jean	1	5	1	0	0	7			
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	77	546	195	182	2	1002			
Mauricie et Centre-du-Québec	2	10	3	4	0	19			
Estrie	1	5	1	1	0	8			
Laval–Laurentides–Lanaudière	1	6	1	3	0	11			
Montérégie	1	7	1	2	0	11			
Montréal	4	55	4	20	0	83			
Outaouais	1	4	1	1	0	7			
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1	5	1	1	0	8			
Côte-Nord	2	3	0	2	0	7			
Total	92	652	208	218	2	1172			

C = cadres

P = professionnels

T = techniciens

PB = Personnel de bureau

O = ouvriers

Comprend l'effectif du Conseil supérieur de l'éducation, de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, de la Commission consultative de l'enseignement privé et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche, de la science et de la technologie.

Secteur Enseignement supérieur

Année financière 2014-2015

Annexe D

		Nombi	e d'effectifs	réguliers e	n poste	
			Au 28 fév	rier 2015		
Régions administratives	C	P	T	PB	О	Total
Bas Saint-Laurent et Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	0	0	0		0	0
Saguenay-Lac-St-Jean	0	0	0		0	0
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	38	189	179		0	406
Mauricie et Centre-du-Québec	0	0	0		0	0
Estrie	0	0	()	0	0
Laval–Laurentides–Lanaudière	0	0	()	0	0
Montérégie	0	0	()	0	0
Montréal	0	3				4
Outaouais	0	0	()	0	0
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0	0	0		0	0
Côte-Nord	0	0	0		0	0
Total	38	192	18	30	0	410

C = cadres

P = professionnels

T = techniciens

PB = Personnel de bureau

O = ouvriers

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé.

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

Année financière 2013-2014

	Nombre d'effectifs réguliers actifs Au 31 mars 2014					
Régions administratives	C	P	T	PB	O	Total
Bas Saint-Laurent et Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	0	0	0		0	0
Saguenay-Lac-St-Jean	0	0	0		0	0
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	36	210	205		0	451
Mauricie et Centre-du-Québec	0	0	0		0	0
Estrie	0	0	0		0	0
Laval-Laurentides-Lanaudière	0	0	0		0	0
Montérégie	0	0	0		0	0
Montréal	2	27	9			38
Outaouais	0	0	0		0	0
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0	0	0		0	0
Côte-Nord	0	0	0		0	0
Total	38	237	214		0	489

C = cadres

P = professionnels

T = techniciens

PB = Personnel de bureau

O = ouvriers

Comprend l'effectif de la Commission consultative de l'enseignement privé.

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- O) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

- a), b) Voir l'annexe A.
- c), e), f) Voir la réponse c), e), f) de la fiche 15.
- d), g) Voir l'annexe B.
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- i) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie

d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- j) Voir l'annexe C.
- k) Au 28 février 2015 : 4 employés avaient un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. 1

Étude des crédits 2014-2015 : 7 employés avaient un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. 1

Étude des crédits 2013-2014: Voir la réponse k) de la fiche 15

1) Au 28 février 2015 : 1 employé avait un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.²

Étude des crédits 2014-2015: aucun employé avait un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.²

Étude des crédits 2013-2014: Voir la réponse 1) de la fiche 15

- m) La réponse à cette question se trouve à la question 15 j).
- n), o), p) La réponse à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- 1. Personnes désignées sur un emploi professionnel de complexité expert ou émérite.
- 2. Employé hors échelle.

Annexe A
Nombre et pourcentage de la répartition du personnel régulier en poste
pour chacun des groupes cibles par catégories d'emploi et par groupes d'âge

Catégories d'emplois	Groupes d'âge	Nombre	Fem	mes	Hommes		Personnes handicapées		Communautés culturelles visées		Anglophones		Autochtones	
a empiois		total	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Codes	50 à 54 ans	2	1	50,0%	1	50,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	50,0%	0	0,0%
Cadres	Sous-Total	2	1	50,0%	1	50,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	50,0%	0	0,0%
	30 à 34 ans	1	0	0,0%	1	5,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	35 à 39 ans	5	4	22,2%	1	5,6%	0	0,0%	1	5,6%	0	0,0%	0	0,0%
	45 à 49 ans	2	1	5,6%	1	5,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Professionnels	50 à 54 ans	4	4	22,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	55 à 59 ans	2	1	5,6%	1	5,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	60 à 64 ans	4	2	11,1%	2	11,1%	0	0,0%	1	5,6%	0	0,0%	0	0,0%
	Sous-Total	18	12	66,7%	6	33,3%	0	0,0%	2	11,1%	0	0,0%	0	0,0%
	35 à 39 ans	1	1	12,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel de	40 à 44 ans	1	0	0,0%	1	12,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
bureau et	45 à 49 ans	2	2	25,0%	0	0,0%	1	12,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
techniciens	50 à 54 ans	4	4	50,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Sous-Total	8	7	87,5%	1	12,5%	1	12,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Total	28	20	71,4%	8	28,6%	1	3,6%	2	7,1%	1	3,6%	0	0,0%

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe B
Répartition des réserves de congé de maladie et des jours de vacances
au 31 mars 2015

Catégories d'emplois	Réserve de congé de maladie	Nombre total	Valeur estimée	Réserve de jours de vacances	Nombre total	Valeur estimée
	Moins de 10 jours	0	- \$	Moins de 10 jours	1	378,60 \$
	10 à 50 jours	0	- \$	10 à 50 jours	1	8 273,16 \$
Cadre	50 à 100 jours	1	24 622,50 \$	50 à 100 jours	0	- \$
	100 jours et plus	1	67 956,62 \$	100 jours et plus	0	- \$
	Sous-Total	2	92 579,12 \$	Sous-Total	2	8 651,76 \$
	Moins de 10 jours	5	5 909,08 \$	Moins de 10 jours	14	9 811,41 \$
	10 à 50 jours	5	45 708,71 \$	10 à 50 jours	4	44 537,17 \$
Professionnel	50 à 100 jours	5	101 103,29 \$	50 à 100 jours	0	- \$
	100 jours et plus	3	117 441,60 \$	100 jours et plus	0	- \$
	Sous-Total	18	270 162,68 \$	Sous-Total	18	54 348,58 \$
	Moins de 10 jours	3	2 506,78 \$	Moins de 10 jours	5	2 577,36 \$
	10 à 50 jours	3	19 190,23 \$	10 à 50 jours	2	3 612,27 \$
Personnel de bureau et technicien	50 à 100 jours	1	10 134,02 \$	50 à 100 jours	1	9 493,71 \$
technicien	100 jours et plus	1	21 274,28 \$	100 jours et plus	0	- \$
	Sous-Total	8	53 105,31 \$	Sous-Total	8	15 683,34 \$
Total		28	415 847,11 \$		28	78 683,68 \$

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe C

Année financière 2014-2015

		Nombre d'e	ffectifs réguli	iers en poste					
	Au 28 février 2015								
Régions administratives	C	P	Т	PB	Total				
Capitale-Nationale et Chaudière- Appalaches	2	18	4	4	28				
Total	2	18	4	4	28				

C = cadres

P = professionnels

T = techniciens

PB = Personnel de bureau

O = ouvriers

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

Année financière 2013-2014

		Nombre d'effectifs réguliers actifs							
	Au 31 mars 2014								
Régions administratives	C	P	Т	PB	Total				
Capitale-Nationale et Chaudière- Appalaches	2	18	4	4	28				
Total	2	18	7	4	28				

C = cadres

P = professionnels

T = techniciens

PB = Personnel de bureau

O = ouvriers

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

Année financière 2012-2013

		Nombre d'effectifs réguliers actifs								
	au 31 mars 2013									
Régions administratives	C	P	Т	PB	Total					
Capitale-Nationale et Chaudière- Appalaches	3	16	3	4	26					
Total	3	16	3	4	26					

C = cadres

P = professionnels

T = techniciens

PB = Personnel de bureau

O = ouvriers

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

 $N^{o} : 15B$

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- O) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

RÉPONSE

2014-2015													
A	В	C	D	Е	F	G	Н	I	J	K	L	M	N/O/P
1	0	0	s/o	0	25	s/o	s/o	Voir plus bas	0	0	0	1 haut fonctionnaire Abitibi- Témiscamingue	Voir plus bas

i) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite,

nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

(n), (n),

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, para public ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les

 $N^{o}: 15C$

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- O) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

RÉPONSE

a) Période couverte : Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

Demande de renseignements généraux de l'opposition

Catégorie d'emploi	Total de l'effectif total		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
u cinpioi	Н	F	H	F	Н	F	Н	F	Н	F
Cadres	11	7	0	0	1	1	0	0	0	1
Professionnels et professeurs	45	33	0	1	0	0	0	0	7	3
Fonctionnaires et ouvriers	10	25	0	0	1	0	0	0	3	3

b) Période couverte : Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

Catégorie d'emploi	Total de l'effectif total		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	H	\mathbf{F}	Н	\mathbf{F}	Н	\mathbf{F}	Н	F	Н	F
Cadres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels et professeurs	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonctionnaires et ouvriers	0	3	0	1	0	0	0	0	0	1

c) Période couverte : Du 1^{er} avril 2014 au 6 mars 2015 1 280,5 jours

d) Période couverte : Du 1^{er} avril 2014 au 6 mars 2015

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	De 10 à 50 jours	De 50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres	12	4	3	1
Enseignants	47	17	22	31
Professionnels	13	13	8	3
Fonctionnaires et ouvriers	69	34	7	10
Total	141	68	40	45
Valeur estimée tota	le au 31 mars 20	3 469 66	7 \$	

e) Période couverte : Du 1^{er} avril 2014 au 6 mars 2015

Catégorie d'emploi	Nombre total d'heures effectuées	Heures supplé- mentaires payées	Valeur en dollars	Heures supplé- mentaires compensées	Valeur en dollars	
Enseignants	972,24	972,24	48 092,71 \$	0	0	
Professionnels	557,75	149,00	6 344,95 \$	408,75	16 484,78 \$	
Fonctionnaires et ouvriers	3 381,09	2 723,33	42 928,45 \$	657,76	23 234,75 \$	

L'information relative au coût moyen par employé selon la classe de travail n'a pas été fournie par SAGIP.

f) Période couverte : Du 1^{er} avril 2014 au 6 mars 2015

Demande de renseignements généraux de l'opposition

				2014	1					2015	
Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
135,5	135,5 172 301,5 716 592 174,5 95,5 78,5 330,5								127	67,5	59,5
2 850 jours de vacances											

g) Période couverte : Du 1^{er} avril 2014 au 6 mars 2015

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	De 10 à 50 jours	De 50 à 100 jours	100 jours et plus					
Cadres	9	8	1	0					
Enseignants	117	0	0	0					
Professionnels	16	13	0	2					
Fonctionnaires et ouvriers	73	21	2	0					
Total	215	42	3	2					
Valeur estimée des vacances au 31 mars 2015 (Source : SAGIR) :									

- h) Cette question est non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits,
- i) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès, Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements, Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès,

j)

Catégorie d'emploi	2012 - 2013	2013 - 2014	2014 – 2015 au 28 février			
Cadres ⁽¹⁾	16	17	18			
Professionnels	28	23	23			
Professeurs	60	62	60			
Fonctionnaires et ouvriers	41	39	38			
Total	145	141	139			
Comprend la dirigeante d'organisme, L'ITHQ compte un seul territoire de travail,						

k)

2012 - 2013	2013 - 2014	2014 – 2015 au 6 mars 2015
2	2	2

Demande de renseignements généraux de l'opposition

2012-2013	2013-2014	2014-2015
17 employés	13 employés	18 employés

m)

CATÉGORIE D'EMPLOI		STATUT							
	R	ÉGULI	ER	OCC	CASION	NEL	TOTAL		
	2013	2014	2015 au 28 février	2013	2014	2015 au 28 février	2013	2014	2015 au 28 février
Cadres ⁽¹⁾	16	17	18	3	3	3	19	20	21
Professionnels	28	23	23	13	16	14	41	39	37
Professeurs	60	62	60	64	60	59	124	122	119
Fonctionnaires et ouvriers	41	39	38	89	84	82	130	123	120
TOTAL	145	141	139	169	163	158	314	304	297
Comprend la dirigeante d'organisme. L'ITHQ compte un seul territoire de travail.									

- n) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes,
- o) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes,
- p) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes,

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi...
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de "ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, para public ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

RÉPONSE

Pour 2014-2015 les données sont incluses dans la réponse du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur de la Recherche.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- O) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

RÉPONSE

- a), b) Voir l'annexe A.
- c), e), f) Voir la réponse c), e), f) de la fiche 15.
- d), g) Voir l'annexe B.
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- i) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie

d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- j) Voir l'annexe C.
- k) Au 28 février 2015 : 3 employés avaient un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. 1

Étude des crédits 2014-2015 : Voir la réponse k) de la fiche 15

Étude des crédits 2013-2014: Voir la réponse k) de la fiche 15

1) Au 28 février 2015 : aucun employé avait un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.²

Étude des crédits 2014-2015: Voir la réponse 1) de la fiche 15

Étude des crédits 2013-2014: Voir la réponse 1) de la fiche 15

- m) La réponse à cette question se trouve à la question 15 j).
- n), o), p) La réponse à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- 1. Personnes désignées sur un emploi professionnel de complexité expert ou émérite.
- 2. Employé hors échelle.

Annexe A
Nombre et pourcentage de la répartition du personnel régulier en poste
pour chacun des groupes cibles par catégories d'emploi et par groupes d'âge

Catégories d'emplois	Groupes d'âge	Nombre total	Fem	mes	Hom	nmes	Perso handio		Commu culturell	ınautés es visées	Anglor	ohones	Autoch	itones
u chipiois	u age	totai	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
	35 ans et moins	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Cadre	Plus de 35 ans	1	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Sous-Total	1	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	35 ans et moins	5	5	41,7%	0	0,0%	0	0,0%	1	8,3%	0	0,0%	0	0,0%
Professionnel	Plus de 35 ans	7	6	50,0%	1	8,3%	0	0,0%	1	8,3%	0	0,0%	0	0,0%
	Sous-Total	12	11	91,7%	1	8,3%	0	0,0%	2	16,7%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel de	35 ans et moins	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
bureau et	Plus de 35 ans	6	4	66,7%	2	33,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
technicien	Sous-Total	6	4	66,7%	2	33,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Total	19	16	84,2%	3	15,8%	0	0,0%	3	15,8%	0	0,0%	0	0,0%

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe B Répartition des réserves de congé de maladie et des jours de vacances

Catégories d'emplois	Réserve de congé de maladie	Nombre total	Valeur estimée	Réserve de jours de vacances	Nombre total	Valeur estimée
	Moins de 10 jours	0	- \$	Moins de 10 jours	0	- \$
	10 à 50 jours	0	- \$	10 à 50 jours	1	10 590,13 \$
Cadre	50 à 100 jours	1	13 183,63 \$	50 à 100 jours	0	- \$
	100 jours et plus	0	- \$	100 jours et plus	0	- \$
	Sous-Total	1	13 183,63 \$	Sous-Total	1	10 590,13 \$
	Moins de 10 jours	3	4 506,86 \$	Moins de 10 jours	10	1 357,48 \$
	10 à 50 jours	7	45 661,82 \$	10 à 50 jours	3	11 136,23 \$
Professionnel	50 à 100 jours	3	61 874,43 \$	50 à 100 jours	0	- \$
	100 jours et plus	0	- \$	100 jours et plus	0	- \$
	Sous-Total	13	112 043,11 \$	Sous-Total	13	12 493,71 \$
	Moins de 10 jours	0	- \$	Moins de 10 jours	6	3 173,94 \$
D 111	10 à 50 jours	6	15 836,25 \$	10 à 50 jours	1	2 023,88 \$
Personnel de bureau et technicien	50 à 100 jours	1	11 882,01 \$	50 à 100 jours	0	- \$
technicien	100 jours et plus	0	- \$	100 jours et plus	0	- \$
	Sous-Total	7	27 718,26 \$	Sous-Total	7	5 197,82 \$
Total		21	152 945,00 \$		21	28 281,66 \$

au 31 mars 2015

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe C

Année financière 2014-2015

		Nombre d'effectifs réguliers en poste				
		Au 28 février 2015				
Régions administratives	C	P	T	PB	Total	
Capitale-Nationale et Chaudière- Appalaches	1	12	6	0	19	
Total	1	12	6	0	19	

C = cadres

P = professionnels

T = techniciens

PB = Personnel de bureau

O = ouvriers

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

Année financière 2013-2014

		Nombre d'effectifs réguliers actifs					
		Au 31 mars 2014					
Régions administratives	C	P	Т	PB	Total		
Capitale-Nationale et Chaudière- Appalaches	1	11	3	4	19		
Total	1	11	3	4	19		

C = cadres

P = professionnels

T = techniciens

PB = Personnel de bureau

O = ouvriers

 $Per sonnel\ r\'egulier\ assujetti\ \grave{a}\ la\ Loi\ sur\ la\ fonction\ publique$

Année financière 2012-2013

		Nombre d'effectifs réguliers actifs				
		au 31 mars 2013				
Régions administratives	C	P	Т	PB	Total	
Capitale-Nationale et Chaudière- Appalaches	1	11	3	4	19	
Total	1	11	3	4	19	

C = cadres

P = professionnels

T = techniciens

PB = Personnel de bureau

O = ouvriers

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi..
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de "ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par

établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, para public ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- O) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

RÉPONSE

A) 35 ans et plus

2014-2015

Santé	Hommes	Femmes
Cadres	2.33	3.66
Professionnels	3.33	7.66
Fonctionnaire	2.66	13

En ce qui a trait aux données pour les personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, ces données ne sont pas répertoriées.

B) 35 ans et moins

2014-2015

Santé	Hommes	Femmes
Cadres	0	0.33
Professionnels	0.66	1.33
Fonctionnaire	0	1

En ce qui a trait aux données pour les personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, ces données ne sont pas répertoriées

C) Nombre de jours de maladie pris par le personnel

2014-2015

	Heures	Jours
Santé	1112.87	159.0

D) Nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie

2014-2015

SANTE	Bureau Technique	Professionnel	Encadrement
Moins de 10 jours	16.33	11.66	6.33
Entre de 10 à 50 jours	0	1.33	0
Entre de 50 à 100 jours	0	0	0
Plus de 100 jours	0	0	0

^{*}Il est à noter que le personnel d'encadrement n'a pas de banque de congé de maladie.

E) Nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel

2014-2015

	Santé
Pris en temps	295.51
Pris en argent	310.92

F) Nombre de jours de vacances pris par le personnel

2014-2015

SANTÉ	Bureau/tech	Professionnel	Cadres
Avril	11.67	4.67	0.00
Mai	37.33	9.33	11.67
Juin	305.67	40.83	35.00
Juillet	371.33	147.00	35.00
Août	477.17	291.67	58.33
Septembre	24.50	61.50	30.33
Octobre	86.33	16.33	18.67
Novembre	52.83	0.00	2.33
Décembre	215.00	88.00	65.33
Janvier	98.00	56.00	46.67
Février	80.50	65.00	0.75
Mars	140.67	102.67	100.33

G) Nombre de personnes ayant dans leur réserve des jours de vacances

Aucune donnée disponible pour les années 2012-2013 et 2013-2014

2014-2015

SANTÉ	Bureau Technique	Professionnel	Encadrement
Moins de 10 jours	16.33	12	3.66
Entre de 10 à 50 jours	0	1	2.66
Entre de 50 à 100 jours	0	0	0
Plus de 100 jours	0	0	0

H) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

I) Nombre d'employés qui reçoit une prestation de retraite

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite. Nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1⁰ de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

J) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi

Santé 2013-2014 2014-2015

 Bureau/Tech
 17.3
 17.3

 Professionnel
 13
 14

 Cadres
 5.33
 6.33

Pour Santé, l'ajout d'un poste de coordonnateur et la création d'un poste de cadre.

K) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel Aucune évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

L) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur Aucun employé bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il accomplie.

M) Nombre de postes par catégorie d'emploi et leur territoire

2014-2015

	Cadres	Professionnel	Soutien	Québec	Montréal
Santé	6.3	14.00	17	10	27.66

N) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

O) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

P) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi..
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de "ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, para public ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- O) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

RÉPONSE

A) 35 ans et plus

2014-2015

SC	Hommes	Femmes
Cadres	2.33	2.66
Professionnels	5.33	8.66
Fonctionnaire	3.66	12

En ce qui a trait aux données pour les personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, ces données ne sont pas répertoriées.

B) 35 ans et moins

2014-2015

SC	Hommes	Femmes
Cadres	0	0.33
Professionnels	0.66	0.33
Fonctionnaire	0	3

En ce qui a trait aux données pour les personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, ces données ne sont pas répertoriées

C) Nombre de jours de maladie pris par le personnel

2014-2015

	Heures	Jours	
SC	1036.42	148.1	

D) Nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie

Aucune donnée disponible pour les années 2012-2013 et 2013-2014

2014-2015

SC	Bureau Technique	Professionnel	Encadrement
Moins de 10 jours	19.3	12.66	5.33
Entre de 10 à 50 jours	0	2.33	0
Entre de 50 à 100 jours	0	0	0
Plus de 100 jours	0	0	0

^{*}Il est à noter que le personnel d'encadrement n'a pas de banque de congé de maladie.

E) Nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel

2014-2015

	SC
Pris en temps	870.67
Pris en argent	319.48

 $N^{o}: 15G$

F) Nombre de jours de vacances pris par le personnel

2014-2015

SC	Bureau/tech	Professionnel	Cadres
Avril	18.67	4.67	0.00
Mai	16.33	9.33	11.67
Juin	146.42	54.83	14.00
Juillet	61.08	210.00	35.00
Août	218.17	172.67	128.33
Septembre	80.50	54.50	9.33
Octobre	40.83	19.08	25.67
Novembre	6.83	42.00	2.33
Décembre	173.00	116.00	93.33
Janvier	63.00	28.00	25.67
Février	59.50	35.00	0.75
Mars	113.67	137.67	86.33

G) Nombre de personnes ayant dans leur réserve des jours de vacances

2014-2015

SC	Bureau Technique	Professionnel	Encadrement
Moins de 10 jours	18.33	13	3.66
Entre de 10 à 50 jours	1	2	2.66
Entre de 50 à 100 jours	0	0	0
Plus de 100 jours	0	0	0

H) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

I) Nombre d'employés qui reçoit une prestation de retraite

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite. Nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 10 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

J) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi

SC	2013-2014	2014-2015		
Bureau/Tech	19.3	19.3		
Professionnel	15	15		
Cadres	5.33	5.33		
Pour Société et Culture, il n'y a aucune variation				

K) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel

Aucune évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

L) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur

Aucun employé bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il accomplie.

M) Nombre de postes par catégorie d'emploi et leur territoire

Aucune donnée disponible pour l'année 2012-2013.

2014-2015

	Cadres	Professionnel	Soutien	Québec	Montréal
SC	5.3	15.00	19	31	8.66

N) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

O) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

P) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi..
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de "ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, para public ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- O) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

RÉPONSE

A) 35 ans et plus

2014-2015

NT	Hommes	Femmes	
Cadres	2.33	2.66	
Professionnels	5.33	5.66	
Fonctionnaire	2.66	13.33	

En ce qui a trait aux données pour les personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, ces données ne sont pas répertoriées.

B) 35 ans et moins

2014-2015

NT	Hommes	Femmes	
Cadres	0	0.33	
Professionnels	1.66	0.33	
Fonctionnaire	0	4	

En ce qui a trait aux données pour les personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, ces données ne sont pas répertoriées

C) Nombre de jours de maladie pris par le personnel

2014-2015

	Heures	Jours
NT	1126.47	160.9

D) Nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie

2014-2015

2011 2012						
NT	Bureau Technique	Professionnel	Encadrement			
Moins de 10 jours	20.33	9.6	5.33*			
Entre de 10 à 50 jours	0	3.33	0			
Entre de 50 à 100 jours	0	0	0			
Plus de 100 jours	0	0	0			

^{*}Il est à noter que le personnel d'encadrement n'a pas de banque de congé de maladie.

E) Nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel

2014-2015

	NT
Pris en temps	326.36
Pris en argent	394.67

F) Nombre de jours de vacances pris par le personnel

2014-2015

NT	Bureau/tech	Professionnel	Cadres	
Avril	105.67	4.67	0.00	
Mai	104.33	51.33	46.67	
Juin	200.67	33.83	14.00	
Juillet	252.33	175.00	126.00	
Août	904.17	340.67	121.33	
Septembre	38.50	89.50	9.33	
Octobre	37.33	16.33	32.67	
Novembre	17.83	0.00	2.33	
Décembre	75.00	59.00	121.33	
Janvier	112.00	28.00	25.67	
Février	73.50	35.00	0.75	
Mars	102.17	136.67	51.33	

G) Nombre de personnes ayant dans leur réserve des jours de vacances

2014-2015

NT	Bureau Technique	Professionnel	Encadrement
Moins de 10 jours	18.33	13	2.66
Entre de 10 à 50 jours	2	0	2.66
Entre de 50 à 100 jours	0	0	0
Plus de 100 jours	0	0	0

H) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

I) Nombre d'employés qui reçoit une prestation de retraite

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite. Nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1⁰ de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

J) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi

2014-2015

Bureau/Tech	19.3	19.6
Professionnel	13	13
Cadres	5.33	5.33
Pour Nature et T	echnologies il r	n'y a aucune

2013-2014

variation

NT

K) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel

Aucune évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

L) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur

Aucun employé bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il accomplie.

M) Nombre de postes par catégorie d'emploi et leur territoire

2014-2015

	Cadres	Professionnel	Soutien	Québec	Montréal
NT	5.3	13.00	20	30	8.66

N) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

O) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

P) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) **Secteur Éducation**

Au 28 février 2015 : 25 remplacements

Secteur Enseignement supérieur

Au 28 février 2015 : 8 remplacements

c) **Secteur Éducation**

Au 28 février 2015 :

20 personnes ont signé une entente de départ à la retraite pour l'année 2015-2016 12 personnes ont signé une entente de départ à la retraite pour l'année 2016-2017

Secteur Enseignement supérieur

Au 28 février 2015 :

10 personnes ont signé une entente de départ à la retraite pour l'année 2015-2016 3 personnes ont signé une entente de départ à la retraite pour l'année 2016-2017

Aucune indemnité de départ à la retraite n'est versée par le Ministère aux employés nommés en vertu de la Loi de la fonction publique lors de leurs départs.

d) Données non disponibles.

Comprend les données pour la Commission consultative de l'enseignement privé et du Conseil supérieur de l'Éducation et du comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Direction des ressources humaines du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes
- b) Aucun remplacement
- c) Aucun départ à la retraite
- d) Aucun

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: le nombre de retraités de la fonction publique ou para publique engagés pour un ou des contrats.
 - a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
 - b) 2014-2015: 4 remplacements
 - c) 4 départs à la retraite sont prévus en 2015-2016. Aucune indemnité de retraite à verser.
 - d) 4 retraités

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: le nombre de retraités de la fonction publique ou para publique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

Pour 2014-2015:

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Aucun remplacement;
- c) Aucun départ prévu;
- d) Information non disponible.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2014-2015;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucun remplacement n'a été effectué.
- c) Aucun départ n'est prévu pour l'année 2015-2016.
- d) L'information n'est pas disponible.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: le nombre de retraités de la fonction publique ou para publique engagés pour un ou des contrats.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes
- b) Nombre de remplacements effectués en application au plan de gestion des RH Aucun.
- Nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées;
 Un départ prévu en 2016-2017. Aucune indemnité versée.
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats
 Information non disponible.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: le nombre de retraités de la fonction publique ou para publique engagés pour un ou des contrats.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes
- b) Nombre de remplacements effectués en application au plan de gestion des RH Aucun
- Nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées; Aucun.
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
 - Information non disponible.

Nº: 16H

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: le nombre de retraités de la fonction publique ou para publique engagés pour un ou des contrats.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) Nombre de remplacements effectués en application au plan de gestion des RH Aucun
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées;
 Un départ à la retraite prévu en 2016-2017. Aucune indemnité versée.
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats
 Information non disponible.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail:
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

Voir annexe

QG 17 Annexe Liste des ententes d'occupations avec la SQI pour les espaces occupés par le ministère de l'Éducation, Enseignement supérieur et Recherche

Emplacement	Superficie (mètre carré)	Coût de location annuel	Propriétaire	Fin d'entente	Coût d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2013			
					Déménagement- Manutention	Travaux-SIQ	Travaux-Autres	Total
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	881,55	119 222,76 \$	Entente SIQ	Fermeture DR				
1020, route de l'Église, Québec	802,76	128 729,27 \$	Entente SIQ	Fermeture DR				
1035, rue De la Chevrotière, Québec	37 010,63	7 730 479,27 \$	Entente SIQ		240 918,99\$ ¹	97 917,51\$	14 619,78\$	353 456,28\$
106, rue Napoléon, Sept-Iles	273,43	34 350,40 \$	Entente SIQ	Fermeture DR	1 500,00\$			
1175, rue Lavigerie, Québec	1 165,85	207 269,44 \$	Entente SIQ					
150, boulevard René-Lévesque, Québec	2 248,60	542 788,12 \$	Entente SIQ		975,50\$	1 774,16\$	247,19\$	2 996,85\$
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau	600,46	132 129,87 \$	Entente SIQ	Fermeture DR	789,00\$			405,00\$
200, chemin Sainte-Foy, Québec	493,30	73 504,72 \$	Entente SIQ	Fermeture DR				
1001, boulevard Crémazie Est, Montréal	561,92	13 838,09 \$	Entente SIQ					
1515, Avenue d'Estimauville, Québec	2 069,50	310 730,04 \$	Entente SIQ					
200, rue Belvedère, Sherbrooke	493,3	86 568,54 \$	Entente SIQ	Fermeture DR				
201, Place Charles-Lemoine, Longueuil	798,99	76 619,28 \$	Entente SIQ	Fermeture DR		157,89\$		157,89\$
180, boulevard Rideau, Rouyn-Noranda	416,11	67 573,92 \$	Entente SIQ	Fermeture DR		101,50\$		101,50\$
300, rue Sicard, Ste-Thérèse-de-Blainville	690,33	93 472,23 \$	Entente SIQ	Fermeture DR				
380, rue St-Antoine, Montréal (MESRS)	1 413,62	277 716,11 \$	Entente SIQ	Transfert MEIE			2 279,37\$	2 279,37\$
1150 Grande-Allée, Ouest, Québec (MESRS)	2188,16	264 160,84\$	Entente SIQ	Transfert MEIE	832,52\$		653,21\$	1 485,73\$
1200, rue Taillon, Québec	2 433,03	278 751,24 \$	Entente SIQ				97,73\$	97,73\$
337, rue Moreault, Rimouski	591,06	70 776,66 \$	Entente SIQ	Fermeture DR				
2220, rue St-David, Saguenay	609,13	74 989,42 \$	Entente SIQ	Fermeture DR	4 900,00\$			
500, Boulevard René-Lévesque, Ouest, Montréal	1270,34	447 765,21 \$	Entente SIQ					
575, rue St-Amable, Québec	661,35	207 606,24 \$	Entente SIQ			625,17\$	1 587,23\$	2 212,40\$
600, rue Fullum, Montréal	6 029,04	669 050,23 \$	Entente SIQ		9 231,85\$	19 049,33\$	869,37\$	29 150,55\$
800, d'Youville, Québec	970,63	249 727,56 \$	Entente SIQ					
655, rue Partenais, Montréal (1000 rue Fullum)	274,09	19 245 \$	Entente SIQ	Rétrocession				
535, Boul. Laurier, Beloeil ²	139,07	15 471,21\$	Entente SIQ	Circonscription				
641, rue Adoncour, Longueuil ³	154.65	16 216,62 \$	Entente SIQ	Circonscription				
1040, Avenue Belvédère, Québec ⁴	134,8	24 782,88 \$	Entente SQI	Circonscription				
9300, Autoroute Transcanadienne, Montréal	16,10	123 835,78 \$	Entente SIQ					

TOTAL 65 365,67² 12 359 521,95 \$ 252 363.86\$ 119 625,56\$ 20 353,88 \$ 392 343,30 \$

¹ Les frais de manutention incluent certains frais liés à la fermeture des directions régionales

² Rétrocession, bureau de circonscription de Borduas

³ Rétrocession, bureau de circonscription de Taillon

⁴ Nouvelle entente d'occupation, bureau de circonscription de Jean-Talon

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

La réponse à cette question est incluse dans les données fournies par le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux:

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e)le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

2014-2015

A	В
Siège social	
125, rue Self	95.03mc
Val-d'Or	

F	G	Н	I
0\$	Ajout d'une fenêtre et d'un calorifère 21 431 \$	Renouvelé annuellement	Commission scolaire de l'Or- et-des-Bois

 $N^{o}: 17C$

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux:

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

Du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015

- i) CENTRE JEAN-CLAUDE-MALÉPART
- a) 2633, rue Ontario Est

Montréal (Québec)

Contrat de location de la piscine et du gymnase

- h) Durée du bail : du 8 septembre au 19 décembre 2014
- f) Coût de location : 11 341,60 \$
- i) UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
- a) C.P. 8888 Succ. Centre-ville

Montréal (Québec)

Contrat de location de salles de classe pendant les travaux de requalification

- h) Durée du bail : du 15 mai 2014 au 23 mai 2014
- f) Coût de location : 22 774,25 \$
- i) INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
- a) 385, rue Sherbrooke Est

Montréal (Québec)

Contrat de location de salles de classe pendant les travaux de requalification

- h) Durée du bail : du 28 avril 2014 au 23 juin 2014
- f) Coût de location : 34 500 \$
- i) COLLÈGE APRIL-FORTIER INC.
- a) 1001 Rue Sherbrooke Est, bureau 350

Montréal (Québec)

Contrat de location de salles de classe pendant les travaux de requalification

- h) Durée du bail : du 25 avril 2014 au 15 octobre 2014
- f) Coût de location : 8 278,20 \$

Compte tenu de la nature de ces locations, qui concernent des locaux de classes, piscines et des gymnases pour les cours d'éducation physique des étudiants de l'Institut, la superficie totale de chaque local loué (b) n'est pas indiquée. De même, aucun aménagement ou rénovation (g) n'a été réalisé.

Aucune réponse n'est fournie pour les sous-questions c), d), e) et j), compte tenu de la nature des locations, et du fait que ces sous-questions ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux:

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

Le Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche se charge de répondre pour l'ensemble des baux du Ministère incluant celui du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

Le Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche se charge de répondre pour l'ensemble des baux du Ministère incluant celui de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux:

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

empla cements	coûts de location	superficie totale	propriétaire	durée du bail	coût d'aménage ment 2014-2015
140 Grande Allée Est,	35 117 \$	157	Entreprise	5 ans	- \$
Québec bureau 450			Goldcrest Inc.		
140 Grande Allée Est,	28 391 \$	127	Entreprise	5 ans	- \$
Québec bureau 470			Goldcrest Inc.		
500 Sherbrooke Ouest,	535 403 \$	1 325	Lotim Inc.	10 ans	- \$
Montréal bureau 800					

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux:

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

empla cements	coûts de location	superficie totale	propriétaire	durée du bail	coût d'aménage ment 2014-2015
140 Grande Allée Est,	112 355 \$	502	Entreprise	5 ans	- \$
Québec bureau 450			Goldcrest Inc.		
140 Grande Allée Est,	90 836 \$	406	Entreprise	5 ans	- \$
Québec bureau 470			Goldcrest Inc.		
500 Sherbrooke Ouest,	146 954 \$	364	Lotim Inc.	10 ans	- \$
Montréal bureau 800					

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux:

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

empla cements	coûts de location	superficie totale	propriétaire	durée du bail	coût d'aménage ment 2014-2015
140 Grande Allée Est,	105 352 \$	471	Entreprise	5 ans	56 846 \$
Québec bureau 450			Goldcrest Inc.		
140 Grande Allée Est,	85 174 \$	381	Entreprise	5 ans	- \$
Québec bureau 470			Goldcrest Inc.		
500 Sherbrooke Ouest,	146 954 \$	364	Lotim Inc.	10 ans	- \$
Montréal bureau 800					

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Aucun travail effectué en 2014-2015.

Nº: 18A

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a effectué aucun déménagement, aménagement, rénovation et autres travaux dans les espaces occupés.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

В	
21 431 \$	

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été faite en 2014-2015 pour du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation ou d'autres travaux dans les bureaux de la directrice générale.

 $N^{o}: 18D$

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Aucun.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Aucune dépense n'a été réalisée en 2014-2015 pour un déménagement, l'aménagement, la rénovation ou autres travaux semblables dans les espaces occupés par la Commission.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Aucuns coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés en 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Aucuns coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés en 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Les coûts d'aménagements pour 2014-2015 sont de 56 846\$. Aucuns coûts de déménagement, de rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés en 2014-2015.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu:

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de taches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015; ,
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- 1) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées: *Directive sur la transparence et l'éthique relativement* à *l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

RÉPONSE

Voir les tableaux ci-joints.

Personnel de cabinet du ministre Yves Bolduc 23 avril 2014 au 26 février 2015

Nom	Prénom	Titre de la fonction	Port d'attache
Abdelfadel	Yasmine	Attaché politique	Québec
Blanchette	Sophie	Employé de soutien	Québec
Chouinard	Pascal	Conseiller politique	Québec
Collu	Gabrielle	Directeur de cabinet adjoint	Québec
Descoteaux	Gilles	Conseiller politique	Québec
Drolet	Danielle	Employé de soutien	Québec
Henriquez	Maria-José	Attaché politique	Montréal
Lévesque	Brenda	Attaché politique	Québec
Méthot	Laurence	Attaché politique	Québec
Paré	Christine	Attaché politique	Québec
Picard-Bédard	Marie-Ève	Directeur de cabinet	Québec
Rochette	Anne	Conseiller politique	Québec
Roy	Isabelle	Conseiller politique	Québec
St-Jean St-Jean	Claire	Attaché politique	Québec
Whittom	François	Conseiller politique	Québec

Masse salariale autorisée du cabinet ministériel : 1 083 000 \$

Personnel de cabinet du ministre François Blais 27 février 2015

Nom	Prénom	Titre de la fonction	Port d'attache
Gosselin	Stéphane	Directeur de cabinet	Québec
Leclerc	Carole	Conseiller politique	Québec
White	Julie	Conseiller politique	Québec
Laboissonnière	Simon	Attaché politique	Québec
Trottier	Caroline	Attaché politique	Québec
Gazaille	Patrick	Conseiller politique	Québec
Fortin	Pauline	Conseiller politique	Québec
Garneau	Michel	Attaché politique	Québec
Soulard	Josée	Conseiller politique	Québec
Paré-Cholette	Johanna	Employé de soutien	Québec
Jacob	Steve	Conseiller politique	Québec
Guillemette	Catherine	Attaché politique	Québec
Roy	Alexandre	Employé de soutien	Québec
Pouliot	Claire	Employé de soutien	Québec
Rochette	Anne	Conseiller politique	Québec

Masse salariale autorisée du cabinet ministériel : 1 000 000 \$

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale.
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Voir les annexes ci-jointes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

FONDS DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE (VOLET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR)

Subventions ponctuelles non programmées - par organisme 1 avril 2014 au 28 février 2015

NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
Bastien, Marie-Claude	2 500,00 \$
Bonin, Jean-Pierre	1 250,00 \$
Brassard, Yvon	1 250,00 \$
Cayouette, France	1 500,00 \$
Cloutier, Pierre	750,00 \$
D'Anjou, Dominique	750,00 \$
Desautels, Guy	1 500,00 \$
Desautels, Luc	10 000,00 \$
Fortin, Mathieu	750,00 \$
Gingras, Marie-Andrée	750,00 \$
Gosselin, Maurice	2 500,00 \$
Houle, Dominique	1 250,00 \$
Julien, Marie-Claude	5 000,00 \$
Laporte, Gilles	1 667,00 \$
Lefebvre, Luc	1 667,00 \$
Le Maux, Julien	1 500,00 \$
Mareschal, Julie	2 500,00 \$
Milot, David	1 667,00 \$
Page, Claire	1 250,00 \$
Paquette, Danielle	2 500,00 \$
Parent, Guy	750,00 \$
Richard, Éric	2 500,00 \$
Robert, Karine	1 500,00 \$
Robert, Sylvain	10 000,00 \$
Simard, Christine	2 500,00 \$
Tremblay, Luc	5 000,00 \$
Vaillancourt, Robert	750,00 \$
Association des métiers d'arts et artisans du Québec	1 000,00 \$
Fondation du collège Montmorency	500,00 \$
Simulation du parlement européen Canada-Québec-Europe	500,00 \$
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.	1 000,00 \$
ACFAS inc.	1 500,00 \$
Fondation de l'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec	3 000,00 \$
Jeux franco-canadiens de la communication 2015	1 000,00 \$
Université de Sherbrooke (Comité organisateur des jeux de Génie du	500,00 \$
Québec)	
Université de Montréal (CRILCQ)	1 000,00 \$
Université du Québec à Rimouski (20e colloque en enseignement	1 500,00 \$
secondaire du Québec)	
Club Richelieu Mont-Tremblant	500,00 \$
L'Association des étudiants de Polytechnique inc.	3 000,00 \$
Société d'interprétation du milieu marin de la Haute Côte-Nord	1 000,00 \$
Ass. pour enseignement de la science et de la tech. Qc [A.P.S.Q.]	3 000,00 \$
Total	84 501,00 \$

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

RÉPONSE

Aucune personne hors structure et qui n'occupe aucun poste n'est rémunérée par le ministère.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant:

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2015-2016.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), founir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant:

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2015-2016;
- c) par catégorie d'âge.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant:

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

RÉPONSE

Secteur Éducation

Aucune personne n'est rémunérée par le ministère et est affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux.

Secteur Enseignement supérieur

Deux employés du Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche sont dans affectés à d'autres organismes publics au cours de l'exercice financier 2014-2015 :

a) Nom de la personne	Claude Royer	Élias Farhat
b) Poste occupé	Cadre 2	Cadre 2
c) Salaire annuel	127 857 \$	127 857 \$
d) Assignation	Secrétariat du Conseil du	Ministère du Conseil
initiale	Trésor (SCT)	Exécutif (MCE)
e) Assignation	Secrétariat du Conseil du	Ministère du Conseil
actuelle	Trésor (SCT)	Exécutif (MCE)
f) Date de l'assignation hors structure	2 avril 2012	9 février 2015
g) Date de la fin de l'assignation	10 avril 2015	31 juillet 2015

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement:

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE

Voir annexe

Liste de tous les abonnements du Ministère et le coût de chacun 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

Liste des abonnements	Montant
Actualité, L'	76,90 \$
Affaires, Les	112,17 \$
Association des économistes québécois (ASDEQ)	1 400,00 \$
Bloomberg brief	813,56 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 136,00 \$
Communication Démo	107 039,96 \$
Devoir inc., Le	550,46 \$
Digital newspaper	1 583,73 \$
Droit, Le	117,51 \$
Dun & Bradstreet Canada Itée	4 296,00 \$
EBSCO Canada Itée	21 870,35 \$
Éditions Info Presse inc.	59,99 \$
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	332,50 \$
Éditions Yvon Blais inc., Les	341,85 \$
Educause	1 439,93 \$
Entreprises Presse canadienne inc.	5 706,50 \$
Fédération professionnelle des journalistes du Québec	13,04 \$
Gazette, The	503,82 \$
IPSOS-Reid Corp.	95,00 \$
Journaux régionaux	112,35 \$
Journal de Montréal	114,69 \$
Journal de Québec	98,65 \$
Librairie l'Alphabet inc.	30,00 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	110,00 \$
Nouvelliste, Le	118,04 \$
Ora-gec inc.	782,78 \$
Presse, La	384,13 \$
Publications Québec Français, Les	16,45 \$
Québec Municipal	500,00 \$
Quotidien, Le	111,38 \$
Receveur général du Canada (Conseil national des recherches)	100,00 \$
Recherches amérindiennes au Québec	95,68 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	3 632,52 \$
Réseau action TI inc.	160,00 \$
Revue des Sciences de l'Éducation	33,00 \$
Revue d'Histoire du Québec Cap-aux-Diamants, La	39,14 \$
Revue Organisations et territoires	90,00 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	662,10 \$
Sodexo Québec Ltéé (Journaux) Soleil, Le	163,80 \$ 186,16 \$
Solutions Novaxis inc.	3 178,89 \$
Time Wilson & Lafleur limitée	52,46 \$ 192,50 \$
	192,00 φ

 $N^{o}: 25A$

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement:

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE

•	SDM Repères (base de données d'articles de périodiques)	500,00 \$

• CNW (transmission de communiqués) 215,44 \$

• EBSCO Canada Ltée (abonnement à des périodiques) 861,54 \$

- Canadien Journal of Education (Revue canadienne de l'éducation)
- Canadien Journal of Higher Education
- Change: the Magazine of Higher Learning
- Éducation Canada
- Recherche et Formation
- Revue Française de pédagogie
- Revue des sciences de l'éducation

• AUTRES (journaux, revues, Internet)

7 170,23 \$

- Journaux La Presse Le Devoir Le Soleil	179,40 \$ 183,04 \$ 206,16 \$
- Revues L'Actualité Éducation permanente 2014 (4 numéros) Mesure et évaluation en éducation (ADMEE-Canada)	36,99 \$ 154,07 \$ 70,00 \$
- Internet AMEQ en ligne (Jaguar Media inc.) Communication DEMO (Revue de presse électronique) SOQUIJ (Banque de lois) IPSOS (Maison de sondages, membre 1 an)	1 575,00 \$ 4 655,57 \$ 15,00 \$ 95,00 \$

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement:

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE

a), b), c)

2014-2015

Fournisseur	Nature	Coût
Courrier parlementaire	Débats de l'Assemblée nationale	1 950 \$
Revue Spectre	Enseignement de la science et de la technologie	75 \$
AQPC	Association pédagogique qui vise à valoriser la profession enseignante	50 \$

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement:

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE

Liste des abonnements annuels aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique ainsi qu'à des sites spécialisés sur Internet:

Budget 2014-2015 (1^{er} juillet au 30 juin)

Format papier:

- L'Actualité alimentaire : 94,64 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Art culinaire: 122,15 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Caribou: 50,00 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc..)
- Le Chef: 81,36 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Chefs & Saveurs: 84,59 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada inc.)
- Conde Nast Traveler: 38,38 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Cornell Hospitality Quarterly: 684,76 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Cruise Travel: 83,99 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada inc.)
- Cucina Moderna: 51,78 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Cuisine collective: 31,64 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Cuisine et vins de France: 43,58 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Cultures Services: 107,88 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Decanter: 110,26 \$ (Fournisseur: Decanter.com)
- Le Devoir : 183,04 \$ (Fournisseur: Le Devoir inc.)
- Exquis: 20,00 \$ (Fournisseur: Exquis)
- Food & Wine: 50,96 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Food Management: 113,18 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Food Technology: 240,65 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Foodservice & Hospitality: 67,26 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Fou de pâtisserie : 98,00 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Gambero Rosso: 170,25 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Gault Millau: 81,24 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- The Gazette: 83,97 \$ (Fournisseur: The Gazette)
- Géo: 100,63 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Hospitality On: 146,75 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Hospitality Upgrade: 52,71 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Hotel Management : 98,76 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada inc.)
- Hotelier: 42,64 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Hotels: 280,70 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Hotels Restaurants & Instutions: 29,71 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada inc.)
- International Journal of Event and Festival Management : 489,57 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- International Journal of Hospitality & Tourism Administration: 536,47 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada inc.)
- Le Journal de Montréal : 70,40 \$ (Fournisseur : Messageries dynamiques)

- Journal du pâtissier : 222,40 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Journal of Convention & Event Tourism : 405,52 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Journal of Culinary Science & Technology: 405,52 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Journal of Foodservice Business Research : 524,32 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Journal of Quality Assurance in Hospitality & Tourism: 676,52 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Lodging: 125,07 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Meetings & Conventions: 149,14 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Le Must : 35,00 \$ (Fournisseur : Le must)
- National Geographic: 86,41 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- National Geographic Traveler : 29,12 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Nouvelles de la boulangerie pâtisserie : 112,68 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Pédagogie collégiale : 50,96 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Philosophie magazine: 113,34 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- La Presse : 136,88 \$ (Fournisseur : La Presse Ltée)
- Protègez-vous : 64,48 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Québec français : 37,99 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Québec Science : 36,40 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Relations: 36,18 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Restaurant Business: 164,11 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Restaurant Startup & Growth: 61,56 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Revue du vin de France : 86,05 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Ricardo: 35,00 \$ (Fournisseur: Ricardo)
- Sale e pepe: 129,06 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Saveurs: 126,09 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Science & vie + Science & vie (hors série) : 129,55 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Successful Meetings: 116,94 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Téoros: 85,28 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Thuriès Magazine: 213,48 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Tourisme plus: 88,40 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Travel & Leisure: 59,28 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Urbania: 20,75 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Viajar : 230,16 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Vins et vignobles : 45,24 \$ (Fournisseur : Ebsco Canada Inc.)
- Wine spectator: 105,62 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Zeste: 47,83 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Le guide de l'auto; Décormag; Idées de ma maison; Psychologies; L'actualité; Sciences et Avenir; Signé M; Vélo Mag; Clin d'œil, Elle Québec : 199,01 \$ (Fournisseur : Corporation Presse Commerce)

Format électronique :

- Academic Search Premier : 2 888,00 \$ (Fournisseur : CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- Annuaire des subventions au Québec : 129,95 \$ (Fournisseur : DRI Canadian Business Publications
- ASP AGC Subscription. Agent Subscription : 2 645,00 \$ (Fournisseur : A-G Canada Ltd.)
- Britannica Academic Edition : 433,80 \$ (Fournisseur : CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- Business source premier: 2 996,83 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Cairn-info encyclopédies de poche : 789,00 \$ (Fournisseur : CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- Cairn-info magazines : 1 341,00 \$ (Fournisseur : CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- Cairn-info revues : 3 569,00 \$ (Fournisseur : CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- Canadian Reference Centre: 3 316,00 \$ (Fournisseur: CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- Canadian Subsidy Directory: 129,95 \$ (Fournisseur : DRI Canadian Business Publications)
- Choix Média: 550,00 \$ (Fournisseur: Services documentaires Multimédia inc.)
- Classification Web: 414,83 \$ (Fournisseur: Library of Congress)

- Curio.ca + Actualité en revue : 588,04 \$ (Fournisseur : Société Radio-Canada)
- CVE Grics: 845,00 \$ \$ (Fournisseur: CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- Le Dictionnaire visuel : 155,69 \$ (Fournisseur : CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- E-books : 1 890,00 \$ (Fournisseur : CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- Ebook Business Collection: 1 894,95 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Entrepreneurial Studies Source: 4 801,12 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Eureka.cc : 2 949,84 \$ (Fournisseur : CEDROM SNI inc.)
- Full Text Finder: 2 601,90 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- Hospitality & Tourism complete: 3 556,59 \$ (Fournisseur: Ebsco Canada Inc.)
- ONF: 350,90 \$ (Fournisseur : CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- Le Petit Robert : 119,05 \$ (Fournisseur : CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- La Référence : 950,00 \$ (Fournisseur : Éditions Yvon Blais)
- Repère : index analytique d'articles de périodiques de langue française : 600,00 \$ (Fournisseur : Services documentaires Multimédia inc.)
- Le Robert & Collins : 119,05 \$ (Fournisseur : CCSR (Centre collégial des services regroupés)
- RVM Web: 880,00 \$ (Fournisseur: Université Laval)
- Universalis : 366,32 \$ (Fournisseur : CCSR (Centre collégial des services regroupés)

 $N^o: 25D$

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement:

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

\mathbf{E}			

Aucun.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2014-2015 en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

RÉPONSE

Les abonnements pris en 2014-2015 sont les suivants :

a) Fournisseur	b) Coût de chacun	c) Nature du service	
AMEQ en ligne (Jaguar	1 575,00 \$	Bulletin électronique sur	
Média Inc.)		une base quotidienne	
INQAAHE (International	704,00 \$	Périodique trimestriel et	
Network for Qualité		accès à des données pour	
Assurance Agencies in Higher		les abonnés	
Education)			
Le Devoir–Le Soleil	424,00 \$	Journaux quotidiens	
Survey Monkey	198,00 \$	Service de sondage en ligne	

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement:

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE

2014-2015

	Description	Coût
Abonnement revue /journal	Le Devoir	63 \$
	The Globe and Mail	171 \$
	La Presse	63 \$
	CNW Telbec	25 \$
	Journal Watch	32 \$
	Edilex inc.	413 \$
	Dollar Photo C lub	12 \$
	Revue Science (AAAS)	61 \$
	Research Money Inc.	222 \$
Abonnement site spécialisé	N/A	N/A

Les charges de fonctionnement des services administratifs communs des Fonds de recherche, dont certains abonnements en font parties, sont réparties selon des clés de répartition approuvées annuellement par chacun des conseils d'administration. La part des frais communs d'un fonds reflète l'utilisation réelle de la ressource qu'il mobilise.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement:

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE

2014-2015

	Description	Coût
Abonnement revue /journal	Le Devoir	62 \$
	The Globe and Mail	167 \$
	La Presse	62 \$
	CNW Telbec	24 \$
	Journal Watch	31 \$
	Edilex inc.	403 \$
	Dollar Photo C lub	12 \$
	Revue Science (AAAS)	60 \$
	Research Money Inc.	217 \$
Abonnement site spécialisé	N/A	N/A

Les charges de fonctionnement des services administratifs communs des Fonds de recherche, dont certains abonnements en font parties, sont réparties selon des clés de répartition approuvées annuellement par chacun des conseils d'administration. La part des frais communs d'un fonds reflète l'utilisation réelle de la ressource qu'il mobilise.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement:

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE

2014-2015

	Description	Coût
	Le Devoir	58 \$
	The Globe and Mail	159 \$
	La Presse	59 \$
	CNW Telbec	23 \$
Abonnement revue /journal	Journal Watch	30 \$
	Edilex inc.	383 \$
	Dollar Photo Club	11 \$
	Revue Science (AAAS)	57 \$
	Research Money Inc.	206 \$
Abonnement site spécialisé	N/A	N/A

Les charges de fonctionnement des services administratifs communs des Fonds de recherche, dont certains abonnements en font parties, sont réparties selon des clés de répartition approuvées annuellement par chacun des conseils d'administration. La part des frais communs d'un fonds reflète l'utilisation réelle de la ressource qu'il mobilise.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Le Ministère n'a pas eu de déboursés pour ce type de dépense.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Aucun montant déboursé en 2014-2015.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Le Ministère n'a pas eu de déboursés pour ce type de dépense.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Aucune.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Aucune somme n'a été déboursée pour l'achat de billets de saison ni pour la réservation de loges et aucun frais n'a été encouru afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Aucun billet de saison, réservation de loges et frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre en 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

2014-2015

	Description	Coût
Clubs privés ou autres	Cercle de la Garnison	700 \$

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

2014-2015

	Description	Coût
Clubs privés ou autres	Cercle de la Garnison	700 \$

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site:

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de «hits»)
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

a) Site institutionnel du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science (MESRS) www.mesrs.gouv.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site

Ressources internes

c) Les coûts de construction du site

Nuls

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Nuls

e) <u>Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)</u>

En 2014-2015, les sommes suivantes ont été dépensées :

- 2 883,75 \$ pour l'ajout de la fonctionnalité de recherche exclusive à la section « Aide financière aux études » du site ministériel;
- 560 \$ pour régler un problème d'accents dans les titres des infolettres;
- 100 \$ pour rediriger les visiteurs vers le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations pour les anciens contenus « Innovation »;
- 603,72 \$ en support pour la mise à jour d'une fonctionnalité dans la section sécurisée de l'enseignement supérieur (extranet ministériel avec les collèges et universités).

f) <u>La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)</u> Non pertinente à l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

En tout temps à chaque jour

h) <u>Le responsable du contenu sur le site</u>

Direction des communications

a) Site du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) www.mels.gouv.qc.ca

Incluant les sections du site suivantes, pour les organismes relevant du ministre : www.capfe.gouv.qc.ca et www.ccpe.gouv.qc.ca

Site institutionnel du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science (MESRS) <u>www.mesrs.gouv.qc.ca</u>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site

La conception du site Web ministériel est assumée par la Direction des communications.

c) Les coûts de construction du site

Pour le site ministériel, il n'y a aucun coût pour la période concernée.

Toutefois, un microsite pour la Semaine contre l'intimidation a été réalisé par une firme externe au coût de 8 550,00 \$ (ce montant se retrouve également dans la fiche campagnes de communication).

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Les coûts d'hébergement et d'entretien pour l'année 2014-2015 sont évalués à 11 940,00 \$.

Les mises à jour ont été effectuées par la Direction des communications.

e) <u>Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)</u>

Depuis la création du site du Ministère, les modifications au site suivantes ont été faites à l'interne. Aucuns coûts n'y sont reliés.

• Depuis 2007 : mises à jour graduelles des sections pour les rendre conformes aux normes et standards Web du gouvernement du Québec.

En octobre 2011, des travaux de consolidation ont été amorcés en vue de rendre le site mieux adapté aux besoins de ses clientèles.

Les sommes investies en 2014-2015 sont de 7 516,52 \$.

f) <u>La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)</u>

L'information demandée ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) <u>La fréquence moyenne de mise à jour</u>

Les mises à jour se font sur une base quotidienne.

h) <u>Le responsable du contenu sur le site</u>

Toutes les directions du Ministère ont la responsabilité des contenus et la Direction des communications coordonne leur mise en ligne dans le site.

Site: COMITÉS PATRONAUX DE NÉGOCIATION (CPN)

a) <u>www.cpn.gouv.qc.ca</u>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site

La réalisation du site actuel (soit un portail constitué de cinq sous-sites Web) a été confiée à la firme Infoglobe (maintenant une division de Libéo) en 2009.

c) Les coûts de construction du site

Les coûts de construction du site, en 2009, s'élèvent à 14 997,50 \$ et incluent, en plus de la construction en tant que telle du site, la formation d'édimestre (qui à elle seule a coûté 2 625,00 \$), la formation d'administrateur et de développeur permettant aux CPN et au Ministère de modifier eux-mêmes le site (ce qui n'était pas le cas auparavant et entraînait des coûts importants), ainsi que quelques modifications ultérieures apportées par Infoglobe.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Pour la période concernée (1^{er} avril 2014 au 28 février 2015), l'hébergement, l'entretien et la mise à jour du site, ont engendré des coûts de 89,95 \$ par mois, soit 1 137,62 \$.

e) <u>Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)</u>

Le Portail a fait l'objet d'une modernisation en 2014 (la première depuis 2009), au coût de 8 968,06 \$.

f) <u>La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de</u> « hits »)

L'information demandée ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) <u>La fréquence moyenne de mise à jour</u>

Ce site est généralement mis à jour de façon hebdomadaire durant les négociations, et sur une base mensuelle pendant l'interronde.

h) <u>Le responsable du contenu sur le site</u>

Le Ministère est responsable des contenus proposés sur le site.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site:

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de «hits»)
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

Site: CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

a) www.cse.gouv.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

La réalisation a été confiée à la firme Néomédia en 2005-2006

c) Le coût de construction du site

Aucune dépense pour 2014-2015.

Le renouvellement du site Internet a été confié à la firme Virtuel Com en 2006.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Le coût d'hébergement en 2014-2015 est de 5 313,17 \$.

e) <u>Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)</u>

Aucune dépense pour 2014-2015

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« nombre de hits »)

L'information demandée ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

Les mises à jour se font sur une base bimensuelle par les employés du Conseil supérieur de l'éducation.

h) <u>Le responsable du contenu sur le site</u>

Le Conseil supérieur de l'éducation.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site:

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de «hits»)
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

A	В	C	D	E	G	Н
www.inmq.gouv.qc.ca	CIA informatique l'Agence secrète	Construit en 2012	300 \$	Coûts: 8 322,31 \$ Mises-à-jour effectuées: • Modifications de la page d'accueil (bannière d'accueil rotative et des nouvelles de l'actualité); • Création des sections Roches et minéraux, Événements et Revue de presse; • Rendre le site compatible avec tous les navigateurs et appareils mobiles (dans les sections communiqués, articles INMQ, bulletin mine@venir) — accessible à tous les réseaux sociaux tels facebook, twitter, linkedin et google +; • Intégration du bulletin de veille Mine@venir dans le site Web de l'INMQ;	Hebdomadaire	INMQ

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site:

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de «hits»)
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

- a) nom du site: www.ithq.qc.ca
- b) nom de la firme qui a conçu le site : programmation du site INFOGLOBLE (maintenant appelé LIBEO) et design du site TONTON;
- c) le coût de construction du site : 109 800 \$;
- d) le coût d'hébergement : 3 242 \$ par année;
 - le coût d'entretien : 8 000 \$ par année;
 - le coût des mises à jour : les mises à jour sont faites à l'interne par le webmestre de l'ITHQ;
- e) Aucun;
- f) Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits 2015-2016;
- g) La fréquence des mises à jour : de 2 à 5 mises à jour par jour (contenu, image, lien, etc.);
- h) ITHQ.

 $N^{o}: 27D$

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site:

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de «hits»)
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

En 2014-2015:

- a) Nouveau site Web: www.ccafe.gouv.qv.ca
- b) Direction des communications
- c) Sans frais : entente en matières de services administratifs entre le MEESR et le CCAFE
- d) Voir c)
- e) Voir c)
- f) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) Au besoin (nouvelle publication, nouveaux membres)
- h) Coordonnatrice du CCAFE

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

a. Nom du site : COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL DU QUÉBEC

Adresse: www.ceec.gouv.qc.ca

- b. Le site a été conçu par la firme RM Communications.
- c. De 1997 à 2004, la construction et les mises à jour annuelles ont coûté 93 782,00 \$.
- d. Pour 2014-2015, le coût d'hébergement et d'entretien de ce site s'élève à 3 912,00 \$. La mise à jour est effectuée à l'interne.
- e. Le site original a été mis en ligne en 1997.

Le site a été refait une fois (en 2002-2003) pour le rendre conforme au « Programme d'identification visuelle » par Néomédia.

En 2004-2005, une version espagnole des pages principales du site s'est ajoutée. La réalisation graphique et le montage des pages ont été effectués par la firme Caractéra au coût de 4 015,00 \$. La réalisation s'est effectuée à l'interne.

En 2014-2015, un contrat de 20 000,00 \$ pour la refonte technologique et visuelle du site Web a été signé avec le CSPQ. La réalisation des travaux a débuté à la fin de l'année 2014-2015 et sera complétée durant l'année 2015-2016. Les dépenses seront défrayées sur les deux années financières.

- f. L'information demandée concernant la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »), ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- g. La mise à jour du site est généralement effectuée sur une base hebdomadaire.
- h. La commission est responsable du contenu du site.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site:

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de «hits»)
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

Site pour le Fonds de recherche du Québec - Santé

Nom du site web	http://www.frqs.gouv.qc.ca/
Firmes ayant conçu le site	Protocole communications d'affaires
Coût de construction	94 791 \$
Coût d'hébergement, entretien & mise à jour	13 295 \$
Coût de modernisation	3 470 \$
Fréquence moyenne de mise à jour	hebdomadaire

Site pour les 3 Fonds de recherche du Québec

Nom du site web	http://www.frq.gouv.qc.ca/
Firme ayant conçu le site	Patrick Boisclair, communications interactives, Agence Media Équation Humaine
Coût de construction	39 111 \$
Coût d'hébergement, entretien & mise à jour	- \$
Coût de modernisation	- \$
Fréquence moyenne de mise à jour	hebdomadaire

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site:

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de «hits»)
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

Site pour le Fonds de recherche du Québec - Société et culture

Nom du site web	http://www.frqsc.gouv.qc.ca/
Firmes ayant conçu le site	Protocole, Geneviève Guerin, Julie Maynard
Coût de construction	9 438 \$
Coût d'hébergement, entretien & mise à jour	17 444 \$
Coût de modernisation	40 896 \$
Fréquence moyenne de mise à jour	hebdomadaire

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site:

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de «hits»)
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

Site pour le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies

Nom du site web	http://www.fqrnt.gouv.qc.ca/
Firme ayant conçu le site	Beaulieu Multimédia
Coût de construction	6 850 \$
Coût d'hébergement, entretien & mise à jour	4 254 \$
Coût de modernisation	10 050 \$
Fréquence moyenne de mise à jour	hebdomadaire

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

RÉPONSE

Veuillez référer à la question 7.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

RÉPONSE

Régions	Montant
Bas-Saint-Laurent	22,97 \$
Capitale Nationale	14 537,58 \$
Mauricie	44,46\$
Montréal	11 251,62 \$
Outaouais	55,25 \$
Laval	208,50 \$
Montérégie	108,76\$

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au <u>rapport annuel</u> <u>2014-2015</u> des ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

RÉPONSE

Veuillez référer aux réponses des questions 1 et 2.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

RÉPONSE

L'Information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **rapport annuel 2014-2015** des ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL BUDGET DE DÉPENSES

	Recettes 2014-2015 k\$
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	31 869,6
Formation dans les pénitenciers fédéraux Primaire, secondaire	3 801,4
Participation au sport	657,3
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie, Kativik et de l'école des Naskapis	11 293,7
Enseignement aux autochtones	133 906,6

Note: Ces montants tiennent compte des comptes à recevoir au 31 mars 2015.

 $N^{o}: 37$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Secteur Éducation

Le montant global versé pour les primes au rendement et les bonis aux professionnels pour l'année 2014-2015 est de 96 528,90 \$.

Secteur Enseignement supérieur

Le montant global versé pour les primes au rendement et les bonis aux professionnels pour l'année 2014-2015 est de 132 554,01 \$\frac{1}{5}\$.

¹Ces montants incluent les primes au rendement et bonis du secteur de la Recherche, de l'Innovation et des Collaborations internationales qui faisait parti intégrante du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie lors de la réalisation de l'exercice.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Direction des ressources humaines du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime de rendement pour 2014-2015 Aucun boni pour 2014-2015

 $N^{o}: 37C$

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Du 1^{er} avril 2014 au 19 mars 2015

Le montant global versé pour les primes au rendement et les bonis aux professionnels pour l'année 2014-2015 est de $9\,346,00\,$ \$

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ni boni n'ont été versés.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ni boni n'ont été versés pour l'année 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ni boni n'ont été versés en 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ni boni n'ont été versés en 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ni boni n'ont été versés en 2014-2015.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ pour l'année 2014-2015 pour le personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Direction des ressources humaines du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune indemnité de départ n'est accordée en 2014-2015

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Du 1^{er} avril 2014 au 13 mars 2015, aucune prime de départ ou pour bris de contrat n'a été versée.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucun.

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ (allocations de transition), ni aucun montant versés pour bris de contrat n'ont été versés pour l'année 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ pour 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ pour 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ pour 2014-2015.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne:

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Il n'y a pas de cadre, de dirigeants ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne:

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;
- c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE

Comité MEESR-Réseau sur les ressources matérielles et financières

Année scolaire 2014-2015

Le mandat du comité ainsi que les membres du comité sont présentés aux annexes RESEAU1 et RESEAU2.

Ce comité s'adjoint divers sous-comités de travail traitant des sujets suivants :

- la formation générale des jeunes;
- la formation professionnelle et la formation générale des adultes;
- le régime financier;
- la gouvernance des infrastructures.

Les mandats de ces sous-comités sont présentés aux annexes RESEAU3 à RESEAU5. Les membres des sous-comités sont présentés à l'annexe RESEAU6.

Pour les deux années

Les budgets dépensés pour le comité MEESR-Réseau et les sous-comités sont assumés à même les budgets de fonctionnement des organisations membres.

Les travaux de ces comités sont en continue.

Groupe d'expert sur la gouvernance, l'administration, la gestion et le financement des commissions scolaires

Le Groupe d'experts avait pour mandat de mener une réflexion sur la gouvernance, l'administration, la gestion et le financement des commissions scolaires et de formuler des recommandations au gouvernement en ces matières. Le 30 mai 2014, le Groupe d'experts a remis son rapport au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science, qui propose des recommandations en matière d'organisation, de gouvernance et de financement des commissions scolaires.

Le Groupe d'experts était composé des membres suivants :

• Mme Pauline Champoux-Lesage, présidente

Honoraires: 34 648,00 \$

M. Marcel Leblanc

Honoraires: 27 335,04 \$

• Mme Diane Provencher

Honoraires: 24 890.00 \$

• Mme Claire Lapointe

Honoraires : 28 350 \$

Le comité technique, en appui aux experts, était composé des membres suivants :

• M. René Lepage

Honoraires: 28 192,50 \$

• M. Mario Gagné

Honoraires: 24 292,38 \$

Comité interministériel sur les écoles clandestines et la fréquentation scolaire

Mandat

Le Comité interministériel sur les écoles clandestines et la fréquentation scolaire a pour mandat de dresser un portrait de la situation, d'identifier les activités qui limitent l'intervention des autorités gouvernementales auprès des écoles et des communautés concernées.

Le Comité doit émettre des recommandations et proposer des solutions pour remédier aux situations problématiques.

Le Comité doit examiner la possibilité de comparer électroniquement les registres de la Régie d'assurance-maladie du Québec (RAMQ) avec les listes d'élèves déclarés au Ministère afin d'identifier les enfants en âge scolaire qui ne fréquentent pas une école légale.

Composition

Le Comité comprend les personnes suivantes :

MM. Sylvain Gagnon, sous-ministre associé, ministère de la Santé et des Services sociaux

Éric Thibault, sous-ministre adjoint, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

M^{me} Judith Sauvé, directrice générale associée, ministère de la Justice du Québec, en remplacement de M. Pierre Vigneault, sous-ministre associé, ministère de la Justice du Québec

Honoraire

Aucun honoraire n'est associé aux activités de ce comité, celui-ci étant formé de personnes à l'emploi de différents ministères.

Comité MEERS-Établissements d'enseignement privés

Année scolaire 2014-2015

Le mandat du comité ainsi que les membres du comité sont présentés aux annexes EEP1 et EEP2.

Ce comité s'est adjoint un groupe de travail sur le transport scolaire.

Le mandat de ce groupe de travail est présenté à l'annexe EEP3. Les membres du groupe de travail sont présentés à l'annexe EEP4.

Les budgets dépensés pour le comité MEESR-EEP et le groupe de travail sont assumés à même les budgets de fonctionnement des organisations membres.

Les travaux de ces comités sont en continue.

Comité			
Commee			
Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA)	Émettre des avis au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur les questions touchant les services éducatifs dans les écoles et centres anglophones et de recevoir les demandes du ministre pour l'aviser sur certaines thématiques ou problématique du réseau scolaire anglophone. Début 1 ^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.	M ^{me} Cathrine Le Maistre, présidence	
Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA)	Réaliser divers travaux, dont le traitement et la compilation de données, l'analyse de données, la rédaction technique et l'édition de rapport. Début du mandat 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015.	M ^{me} Cathrine Le Maistre, spécialiste en recherche	

Loisir et sport

1. Groupe de travail sur les commotions cérébrales (GTCC)

Créé le 30 janvier 2014, le GTCC avait le mandat suivant :

- · faire un état de situation concernant les commotions cérébrales;
- · expliciter les avenues permettant d'améliorer la situation;
- · formuler des recommandations au ministre.

Ce mandat est centré autour des commotions cérébrales :

- · subies par toutes les Québécoises et tous les Québécois dans le cadre de la pratique sportive en général;
- subies par la clientèle scolaire, sans égard au type d'activité ayant conduit au traumatisme (pratique d'une activité sportive, accident routier, blessure à l'école).

Le GTCC doit proposer des avenues de nature à améliorer la situation, tant sur le plan de la prévention et de la détection que du suivi.

Le groupe est composé de membres des milieux sportif, médical et juridique. Il s'agit de :

- · M. Dave Ellemberg, neuropsychologue clinicien et professeur de kinésiologie;
- · M^{me} Lynda Durand, avocate et présidente du comité de déjudiciarisation, qui a mené au rapport Durand, à la base de la création de la Commission des lésions professionnelles;
- · M^{me} Luce Mongrain, directrice adjointe de l'Académie Les Estacades;
- · M. Matthieu Proulx, juriste et ancien joueur des Alouettes de Montréal;
- · M. Philippe Fait, thérapeute du sport;
- · D^r Pierre Frémont.

Au terme de ses travaux, le GTCC, sous la présidence de M. Ellemberg, a soumis son rapport et ses recommandations au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la recherche et ministre responsable du Loisir et du Sport.

Le budget:

Membre du GTCC	Taux horaire	maximum
Dave Ellemberg (président)	122 \$	39 000 \$
Linda Durand	100 \$	21 000 \$
Philippe Fait	100 \$	21 000 \$
Pierre Frémont	100 \$	21 000 \$
Matthieu Proulx	100 \$	21 000 \$
Sous-total		123 000 \$
Plus les frais de déplacement		
Luce Mongrain	Prêt de service	0 \$
Frais de déplacement seulement		
Consultations externes 0 \$		0 \$
Estimation des frais de déplacements		10 000 \$
Total		133 000 \$

Le Secrétariat du Conseil du trésor a mis en place en 2013, le Comité sous-ministériel de coordination de négociation (CSMCN). Il s'agit d'un comité intersectoriel mis en place afin de coordonner le renouvellement des conventions collectives 2015-2020.

La liste des personnes qui siègent au CSMCN:

- Maurice Charlebois (SCT);
- Dominique Gauthier (SCT);
- Édith Lapointe (SCT);
- Jean-Olivier Ferron (SCT);
- René Dufresne (SCT);
- Rhéal St-Pierre (SCT);
- Marco Thibault (MSSS);
- Mélanie Hillinger (MSSS);
- Normand Légaré (MEESR);
- Richard Bernier (MEESR);
- Éric Thibault (MEESR);
- Éric Bergeron (MEESR).

Comité sur la taxe scolaire

Année scolaire 2014-2015

Le mandat du comité consiste à évaluer différents scénarios en matière de fiscalité scolaire.

Les membres du comité sont les suivants :

- M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au ministère des Finances
- M. Yves Lessard, sous-secrétaire aux politiques budgétaires et aux programmes au Secrétariat du Conseil du trésor
- M. Éric Thibault, sous-ministre adjoint au soutien aux réseaux et aux enseignants au ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- M. Jérôme Unterberg, sous-ministre adjoint aux politiques du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- M. Serge Dupéré, directeur des politiques et des opérations budgétaires du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Aucun honoraire n'a été versé aux membres de ce comité.

Comité conjoint MEESR-Universités Politique de financement des universités et reddition de comptes

Comité	Comité directeur - Table CLARDER
Mandat	Procéder aux travaux de simplification de la table CLARDER et s'assurer de la
	validité de la classification des activités des programmes dans GDEU
Membres	MEESR
	Jean-François Lehoux
	Marie-Josée Laroque
	Lucille Johnson
	Universités
	Michel Jacques, Université Laval
	Bradley Tucker, Université Concordia
	Élise Beauregard, Université du Québec
	France Myette, Université de Sherbrooke

Comité	Comité directeur – Grille de pondération
Mandat	Proposer une nouvelle grille de pondération sur la base des coûts moyens observés récents et s'assurer de la comparabilité des dépenses dans SIFU
Membres	MEESR
	Brian Girard
	Denis Dubé
	Lucille Johnson
	Catherine Tremblay
	Universités
	Mario Beauséjour, École de technologie supérieure
	Georges Montplaisir, Hautes études commerciales de Montréal
	Jean Choquette, Polytechnique
	Rose Bloom, Université Concordia
	Philippe Prud'homme, Université de Montréal
	Alain Webster, Université de Sherbrooke
	André Dorion, Université du Québec à Montréal
	Michel Jacques, Université Laval Josée Germain, Université Laval
	Anthony Masi, Université McGill
	Anthony wasi, oniversite weom

Comité	Comité directeur : Ajustement pour les établissements de plus petite taille
Mandat	Proposer une révision des ajustements pour les établissements de plus petite taille
Membres	MEESR
	Denis Dubé
	Brian Girard
	Lucille Johnson
	Catherine Tremblay
	Universités
	Nelson Michaud, École nationale d'administration publique
	Claude Arbour, Institut national de la recherche scientifique
	Louise Boucher, Télé-Université
	Victoria Meikle, Université Bishop's
	Isabelle Boucher, Université du Québec
	Dominique Bouchard, Université du Québec à Chicoutimi
	Marjolaine Viel, Université du Québec à Rimouski
	Nadia Ghazzali, Université du Québec à Trois-Rivières
	Johanne Jean, Université du Québec en Abitibi-Témiscamigue
	Denis Harrisson, Université du Québec en Outaouais

.

Comité	Comité directeur – Tarification des étudiants non québécois soumis au paiement des montants forfaitaires
Mandat	Proposer une révision de la tarification des étudiants non québécois soumis au paiement des montants forfaitaires
Membres	MEESR
	Brian Girard
	Jean Leroux
	Universités
	Claude Olivier, École de technologie supérieure
	André Bourret, École nationale d'administration publique
	Michel Patry, Hautes études commerciales de Montréal
	Daniel Coderre, Institut national de la recherche scientifique
	Christophe Guy, Polytechnique
	Ginette Legault, Télé-Université
	Victoria Meikle, Université Bishop's
	Benoît-Antoine Bacon, Université Concordia
	Guy Breton, Université de Montréal
	Alain Webster, Université de Sherbrooke
	Lyne Sauvageau, Université du Québec Martin Gauthier, Université du Québec à Chicoutimi
	René Côté, Université du Québec à Montréal
	Jean-Pierre Ouellet, Université du Québec à Rimouski
	Johanne Giguère, Université du Québec à Trois-Rivières
	Denis Martel, Université du Québec en Abitibi-Témiscamigue
	Yves Dupont, Université du Québec en Outaouais
	Nicole Lacasse, Université Laval
	Suzanne Fortier, Université McGill

Comité	Comité directeur-Subventions spécifiques et mesures prioritaires de la politique
Mandat	Proposer une révision des subventions spécifiques et des mesures prioritaires en
	lien avec les objectifs de la politique
Membres	MEESR
	Pierre Boutet
	Brian Girard
	Brian Girard
	Jean Leroux
	2000 20100.1
	Jean-François Lehoux
	Universités
	Pierre Dumouchel, École de technologie supérieure
	Jean-Pierre Mailhot, École nationale d'administration publique
	Georges Montplaisir, Hautes études commerciales de Montréal
	Daniel Coderre, Institut national de la recherche scientifique
	Richard Hurteau, Polytechnique
	Ginette Legault, Télé-Université Isabelle Goyette, Université Bishop's
	Daniel Therrien, Université Concordia
	Éric Filteau, Université de Montréal
	Alain Webster, Université de Sherbrooke
	Isabelle Boucher, Université du Québec
	Dominique Bouchard, Université du Québec à Chicoutimi
	André Dorion, Université du Québec à Montréal
	Marjolaine Viel, Université du Québec à Rimouski
	Nadia Ghazzali, Université du Québec à Trois-Rivières
	Denis Martel, Université du Québec en Abitibi-Témiscamigue
	André J. Roy, Université du Québec en Outaouais
	Josée Germain, Université Laval
	Anthony Masi, Université McGill

Comité	Comité directeur –Reddition de comptes
Mandat	Proposer une révision de la reddition de comptes
Membres	MEESR
	Louis Vallée
	Denis Dubé
	Jean-François Noël
	Jean Leroux
	Universités Élaine-Annie Bédard, École de technologie supérieure Jean-Pierre Mailhot, École nationale d'administration publique Luc Savaria, Hautes études commerciales de Montréal Claude Arbour, Institut national de la recherche scientifique Louise Demers, Polytechnique Louise Boucher, Télé-Université Isabelle Goyette, Université Bishop's Daniel Therrien, Université Concordia Matthew Nowakowski, Université de Montréal Élaine Godbout, Université de Sherbrooke André G. Roy, Université du Québec Martin Gauthier, Université du Québec à Chicoutimi Sylvia Thompson, Université du Québec à Montréal Marjolaine Viel, Université du Québec à Rimouski Johanne Giguère, Université du Québec en Abitibi-Témiscamigue Yves Dupont, Université du Québec en Outaouais Jacques Lachance, Université Laval Josée Germain, Université Laval Olivier Marcil, Université McGill

Aucun honoraire n'est associé à ces comités.

COMITÉ MEESR-RÉSEAU SUR LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

MANDAT POUR L'EXERCICE 2014-2015

Le Comité MEESR-Réseau sur les ressources matérielles et financières a comme mandat de proposer des orientations financières qui rejoignent les impératifs du réseau en tenant compte de la réalité budgétaire du gouvernement.

Ceci s'explique principalement de cette manière :

- en échangeant annuellement sur la répartition des ressources par l'entremise du mode d'allocation des ressources;
- en analysant les diverses problématiques ponctuelles liées à la distribution des ressources et aux encadrements financiers;
- en analysant l'impact de nouvelles politiques ministérielles ou gouvernementales ou, le cas échéant, toutes nouvelles réglementations, lois ou recommandations (exemple : Commission sur la révision des programmes, Commission sur la fiscalité, PL 15, Rapport du comité d'experts, etc.).

Pour ce faire, le Comité s'adjoint divers sous-comités de travail traitant des sujets suivants :

- ⇒ le mode d'allocation des ressources;
- ⇒ le régime financier;
- **⊃** la gouvernance des infrastructures.

Pour l'année scolaire 2014-2015, le Comité MEESR-Réseau entérinera les mandats ci-joints de chacun des sous-comités.

Par ailleurs, le Comité MEESR-Réseau pourrait décider d'examiner lui-même certains dossiers particuliers, dont :

- le suivi de plans d'action déposés à la suite des rapports du Vérificateur général du Québec (VGQ);
- les suivis de tout autre dossier analysé par le VGQ;
- le suivi des plans de redressement visant le retour à l'équilibre budgétaire des commissions scolaires ayant obtenu l'autorisation ministérielle d'adopter un budget déficitaire pour l'année 2014-2015.

COMPOSITION

- Responsable : Éric Thibault, sous-ministre adjoint au soutien aux réseaux et aux enseignants
- Représentants du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
- ➡ Représentants des organismes suivants : FCSQ, ACSAQ, ADIGECS, ADGCSAQ et AQCS.

ÉCHÉANCIER

Soumettre des propositions au fur et à mesure des travaux réalisés et des rencontres du Comité avec une échéance finale le 13 février 2015.

PROPOSITION DE CALENDRIER

- **2**1 octobre 2014;
- **⊃** 12 décembre 2014;
- **⊃** 12 février 2015;
- **⊃** Autre date en avril 2015.

COMITÉ MEESR-RÉSEAU SUR LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES 2014-2015

• Comme représentantes et représentants du réseau

Pâquerette Gagnon FCSQ 418 651-3220 Directrice générale pgagnon@fcsq.qc.ca Lise Allaire **ADIGECS** 450 438-3131, poste 2101 Directrice générale CS de la Rivière-du-Nord allairel@csrdn.qc.ca Carmen Lemire **ADIGECS** 819 478-6700, poste 6721 Directrice générale adjointe CS des Chênes carmen.lemire@csdeschenes.qc.ca MM. Marcus Tabachnick 514 849-5900, poste 228 ACSAQ Directeur général mtabachnick@gesba.gc.ca Michel Bernard ADIGECS 819 822-5540, poste 20211 Directeur général CS Région-de-Sherbrooke bernardm@csrs.qc.ca Louis Dandurand **AQCS** 418 666-4666, poste 1217 Directeur des services des ressources financières et matérielles louis.dandurand@csdps.qc.ca CS des Premières-Seigneuries Paul Lamoureux **ADGCSAQ** 819 684-1313, poste 1149 Directeur général CS Western Québec plamoureux@wqsb.qc.ca ADIGECS Jean-Pierre Soucy 418 285-2600, poste 5063 Directeur général CS de Portneuf jeanpsoucy@csdp.qc.ca Richard Vallée **ADIGECS** 418 686-4040, p. 2011 Directeur général adjoint CS de la Capitale vallee.richard@cscapitale.qc.ca

Comme représentantes et représentants du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M^{mes} Joëlle Jobin DGF 418 528-7406, poste 2500

Directrice générale du financement joelle.jobin@mels.gouv.qc.ca

Nancy Bastien DGF 418 528-7406, poste 2502

Secrétaire du Comité MEESR-Réseau nancy.bastien@mels.gouv.qc.ca

Lucie Pageau DGF-DOFR 418 643-5432, poste 2951

Directrice des opérations financières aux réseaux

lucie.pageau@mels.gouv.qc.ca

Ève Roussel DGIS-DEDI 418 644-2525, poste 2499

Direction de l'expertise et du développement des infrastructures

eve.roussel@mels.gouv.qc.ca

Julie Lévesque BC 418 646-9477, poste 3779

Bureau de coordination

julie.levesque@mels.gouv.qc.ca

MM. Éric Thibault BSM-SRE 418 643-3810

Sous-ministre adjoint au soutien aux réseaux et aux enseignants

eric.thibault@mels.gouv.qc.ca

Normand Pelletier BSM-DPSE 418 643-3810

Sous-ministre adjoint au développement pédagogique et au soutien aux élèves

normand.pelletier@mels.gouv.qc.ca

Serge Dupéré DGF-DPOB 418 643-1497, poste 2475

Directeur des politiques et des opérations budgétaires

serge.dupéré@mels.gouv.qc.ca

Laurent Mercier DGF-DGCAS 418 646-4225, poste 2337

Directeur de la gestion et du contrôle des activités sectorielles

laurent.mercier@mels.gouv.qc.ca

MODE D'ALLOCATION DES RESSOURCES AUX COMMISSIONS SCOLAIRES 2015-2016

MANDAT POUR L'EXERCICE 2014-2015

CONTEXTE

Le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche entame la révision du mode d'allocation des ressources aux commissions scolaires. Cette révision s'inscrit dans une volonté de décentralisation vers les commissions scolaires afin d'affirmer le niveau de responsabilisation et d'imputabilité de ces dernières quant à la gestion des ressources qui leur sont allouées.

Ces travaux s'inscrivent également dans le cadre des suites à donner aux recommandations du Comité d'experts sur le financement et la gouvernance des commissions scolaires et du Vérificateur général du Québec.

MANDAT

Examiner et soumettre au Comité MEESR-Réseau sur les ressources matérielles et financières des propositions en vue d'ajuster divers éléments relatifs à l'allocation des ressources :

- ⇒ la poursuite des travaux de révision du modèle de financement des commissions scolaires dans une perspective de décentralisation et de responsabilisation, notamment :
 - o le choix des paramètres de répartition et la révision de la reddition de comptes des trois familles de mesures regroupées (mesures d'appui, adaptation scolaire, régions et petits milieux);
 - o le financement des élèves handicapés;
 - o l'intégration des mesures de réductions budgétaires (mesures générales pour l'atteinte de l'équilibre budgétaire ou autres mesures négatives) associées à ces allocations;
- → le suivi des modifications apportées aux règles budgétaires 2014-2015;
- ⇒ la mise à jour des données de référence, notamment en ce qui concerne les rapports maîtres-élèves et le coût subventionné par enseignant.

COMPOSITION

- ⇒ Responsable : Serge Dupéré.
- Personnel de la DGF et des autres secteurs concernés du Ministère, si requis.
- → Représentants des organismes suivants : FCSQ, ACSAQ, ADIGECS, ADGCSAQ, AQCS, TRÉAQ-FP, direction d'école.

ÉCHÉANCIER

- Soumettre des propositions au Comité MEESR-Réseau au fur et à mesure de l'avancement des travaux et du calendrier des rencontres du Comité avec une échéance finale au 13 février 2015.
- Tenir au moins deux rencontres consacrées aux enjeux de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle.

PROPOSITION DE CALENDRIER

- **⊃** Rencontres:
 - o 2 décembre 2014;
 - o 29 janvier 2015;
 - o 27 février 2015.

No : 42 Annexe RESEAU4

RÉGIME FINANCIER APPLICABLE AUX COMMISSIONS SCOLAIRES

MANDAT POUR L'EXERCICE 2014-2015

CONTEXTE

Le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche effectue annuellement une mise à jour des diverses composantes du régime financier applicable aux commissions scolaires afin de répondre aux besoins des divers utilisateurs et de les maintenir conformes aux exigences ministérielles et à celles des autres intervenants, tels le Contrôleur des finances et le Vérificateur général du Québec (VGQ).

Par ailleurs, dans le cadre de la phase 2 du mandat de révision du mode d'allocation des ressources, la reddition de comptes exigée des commissions scolaires doit faire l'objet d'une simplification. Cette dernière pourrait influencer les redditions de comptes incluses dans le rapport financier des commissions scolaires et requérir une modification du formulaire du rapport financier en 2014-2015.

MANDAT

Examiner et soumettre au Comité MEESR-Réseau sur les ressources matérielles et financières des propositions portant sur les éléments suivants :

- **⊃** la présentation de la subvention de fonctionnement dans les rapports financiers trimestriels;
- → le traitement de la subvention-financement liée aux avantages sociaux futurs;
- ⇒ la révision des indicateurs de gestion en suivi à une recommandation du VGQ;
- ⇒ les mises à jour et ajouts au manuel de comptabilité scolaire;
- **⊃** la mise à jour du rapport financier 2014-2015 (TRAFICS);
- **⊃** la mise à jour du formulaire de budget pour 2015-2016;

le mandat du vérificateur externe.

COMPOSITION

- ⇒ Responsable : Lucie Pageau.
- **⊃** Personnel de la DGF.
- ➡ Représentants des organismes suivants : FCSQ, ACSAQ, ADIGECS, ADGCSAQ, AQCS, OCPAQ et GRICS.

ÉCHÉANCIER

Soumettre des propositions au fur et à mesure des travaux réalisés et des rencontres du Comité avec une échéance finale le 13 février 2015.

PROPOSITION DE CALENDRIER

- **⊃** 18 décembre 2014;
- **⊃** 5 février 2015;
- **⊃** 1^{er} avril 2015.

GOUVERNANCE DES INFRASTRUCTURES

MANDAT POUR L'EXERCICE 2014-2015

CONTEXTE

Des investissements importants sont requis pour que les écoles soient et demeurent des lieux sains, sécuritaires et durables qui répondent adéquatement aux besoins éducatifs et favorisent la réussite scolaire.

Par ailleurs, à la suite de l'entrée en vigueur de la Loi sur les infrastructures publiques à l'automne 2013, le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) a édicté des attentes à l'égard de la planification des investissements et de la gestion des infrastructures sous la responsabilité des ministères et organismes du gouvernement.

C'est dans ce contexte que le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche devra élaborer et diffuser le Cadre de gestion des infrastructures scolaires d'ici le 1^{er} avril 2015 et publier le Plan annuel de gestion des investissements (PAGI) avec le prochain PQI 2015-2025 en mars 2015.

MANDAT

Prendre connaissance des exigences relatives au Cadre de gestion et au PAGI et toute autre orientation édictée par le SCT, en analyser les impacts et soumettre au Comité MEESR-Réseau sur les ressources matérielles et financières des propositions pour leur mise en application à l'intérieur des délais impartis, notamment;

- en commentant les travaux préparatoires du Ministère;
- en proposant des orientations, des cibles et objectifs, notamment à l'égard de l'état des infrastructures;
- en identifiant les moyens de communication et de formation privilégiés pour le transfert des nouvelles façons de faire au sein des commissions scolaires;
- en formant, au besoin, un groupe de travail appelé à supporter l'élaboration de guide et la méthodologie d'inspection et d'évaluation de l'état des composantes et de gestion des données relatives aux infrastructures;
- en recommandant des stratégies et des orientations quant aux développements, aux améliorations ou aux remplacements de l'application SIMACS dont le contrat est échu depuis le 15 septembre 2014 et qui fût prolongé pour une année additionnelle.

COMPOSITION

- **⊃** Responsable : Ève Roussel.
- → Personnel de la DEDI (Direction de l'expertise et du développement des infrastructures).
- ➡ Représentants des organismes suivants : FCSQ, ACSAQ, ADIGECS, ADGCSAQ et AQCS :
 - o François Bergeron, DRM, CS des Hautes-Rivières (AQCS)
 - o Michaël Charrette, DGA, CS de la Rivière-du-Nord (ADIGECS)

- o Frédéric Côté, conseiller (FCSQ)
- o Pierre Farmer, DGA, CS Riverside (ADGCSAQ)
- o Michel Gagnon, DRM, CS de Kamouraska–Rivière-du-Loup (FCSQ)
- o Angelo Marino, DGA, CS English-Montréal (ACSAQ)
- o Édith-Martine Lapierre, DRM, CS de Rouyn-Noranda (FCSQ)

ÉCHÉANCIER

⊃ Soumettre des propositions au fur et à mesure de l'avancement des travaux et des réunions du Comité MEESR-Réseau avec un dépôt final le 31 mars 2015.

Proposition de Calendrier

- **2**6 septembre 2014;
- **2**7 novembre 2014;
- **2** 23 janvier 2015;
- **2**0 février 2015.

COMITÉ MEESR-RÉSEAU SUR LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES 2014-2015

COMPOSITION DES SOUS-COMITÉS

Associations	Mode d'allocation des ressources	Régime financier	Gouvernance des infrastructures
ACSAQ	Ben Huot ACSAQ bhuot@qesba.qc.ca	Angelo Marino CS English Montréal amarino@emsb.qc.ca	Angelo Marino CS English Montréal amarino@emsb.qc.ca
AQCS	Germen Brière CS des Grandes-Seigneuries briere.germen@csdgs.qc.ca	Chantal Beausoleil CS des Trois-Lacs chantal.beausoleil@ cstrois-lacs.qc.ca	François Bergeron CS des Hautes-Rivières bergeronf@csdhr.qc.ca
	Dominique Sylvain CS de Laval dsylvain@cslaval.qc.ca	Rémi Lupien CS Portages-de-l'Outaouais remi.lupien@cspo.qc.ca	
	Louis Dandurand CS des Premières- Seigneuries louis.dandurand@csdps.qc.ca	Serge Trudel CS de l'Énergie setrudel@csenergie.qc.ca	
	Sylvain Bruneau CS Seigneurie-des-Mille-Îles sylvain.bruneau@cssmi.qc.ca		
ADGCSAQ	André Turcotte CS Eastern Townships turcottea@etsb.qc.ca	André Turcotte CS Eastern Townships turcottea@etsb.qc.ca	Pierre Farmer CS Riverside pfarmer@rsb.qc.ca
ADIGECS	Daniel Sicotte CS des Bois-Francs dsicotte@csbf.qc.ca	Carmen Lemire CS des Chênes carmen.lemire@csdeschenes.qc.ca	Michaël Charette CS de la Rivière-du-Nord charettem@csrdn.qc.ca
	André Turcotte CS Eastern Townships turcottea@etsb.qc.ca	André Turcotte CS Eastern Townships turcottea@etsb.qc.ca	Pierre Farmer CS Riverside pfarmer@rsb.qc.ca
	Richard Vallée CS de la Capitale vallee.richard@cscapitale.qc.ca		

Associations	Mode d'allocation des ressources	Régime financier	Gouvernance des infrastructures
FCSQ	Manon Bergeron (FGA) CS de Montréal bergeronm@csdm.qc.ca	Nathalie Blanchard CS de Montréal blanchard.n@csdm.qc.ca	Frédéric Côté FCSQ fcote@fcsq.qc.ca
	Bertin Fillion CS des Navigateurs bertin.fillion@csnavigateurs.qc.ca	René Brodeur CS de la Pointe-de-l'Île rene-brodeur@cspi.qc.ca	Michel Gagnon CS Kam.–Rivière-du-Loup gagnonm@cskamloup.qc.ca
	Joëlle Laforest CS de Montréal laforestj@csdm.qc.ca	Jean-François Leblanc CS De La Jonquière jean-jean.francois.leblanc@ csjonquiere.qc.ca	Édith-Martine Lapierre CS de Rouyn-Noranda lapierreem@csrn.qc.ca
	André N. Poulin (FP) CS de la Beauce-Etchemin andre.n.poulin@csbe.qc.ca	<u>jonquittoqtos</u>	
TREAQFP	Alain Bouchard CS de la Pointe-de-l'Île alain-bouchard@cspi.qc.ca	S. O.	S. O.
	Jacques Girard CS des Sommets jacques.girard@ csdessommets.qc.ca		

MEESR Secteur	Mode d'allocation des ressources	Régime financier	Gouvernance des infrastructures
DEPEPS	Julie Lévesque Bureau de coordination		
	Mélissa Fitzback Bureau de coordination		
SRE	Serge Dupéré Responsable du sous-comité DGF-DPOB	Lucie Pageau Responsable du sous-comité DGF-DOFR	Ève Roussel Responsable du sous-comité DGIS-DEDI

COMITÉ MEESR-EEP

MANDAT POUR L'EXERCICE 2014-2015

Le Comité MEESR-EEP a comme mandat de proposer des orientations financières qui rejoignent la réalité budgétaire du gouvernement et les impératifs des établissements d'enseignement privé agréés.

Ceci s'explique principalement de cette manière :

- en échangeant sur la répartition des ressources par l'entremise du mode d'allocation des ressources;
- en analysant les diverses problématiques ponctuelles liées à la distribution des ressources et aux encadrements financiers;
- en analysant l'impact de nouvelles politiques ministérielles ou gouvernementales ou, le cas échéant, toutes nouvelles réglementations ou lois.

Par ailleurs, le Comité MEESR-EEP pourrait décider d'examiner certains dossiers particuliers.

COMPOSITION

- Responsable: Éric Thibault, sous-ministre adjoint au soutien aux réseaux et aux enseignants.
- Représentants du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
- Représentants des organismes suivants : FEEP, QAIS, AJE.

ÉCHÉANCIER

Soumettre des propositions au fur et à mesure des travaux réalisés et des rencontres du Comité avec une échéance finale le 13 février 2015.

PROPOSITION DE CALENDRIER

- **⊃** 11 décembre 2014
- **⊃** 12 février 2015
- **⊃** Autre date à venir en avril 2015

No : 42 Annexe EEP2

COMITÉ MEESR-EEP 2014-2015

LISTE DES MEMBRES

• Comme représentantes et représentants des établissements d'enseignement privés

M^{mes} Nancy Brousseau FEEP 514 381-8891

Directrice générale

BrousseauN@feep.qc.ca

Holly Hampson QAIS 514 483-6111

Directrice générale

hollyhampson@qais.qc.ca

Corinne Levy Sommer AJE 514 345-2645, poste 3170

Directrice générale

corinne.levysommer@federationcja.org

Patricia Savard FEEP 450 589-5621, poste 268

Directrice des ressources humaines et financières du Collège de l'Assomption

patricia.savard@classomption.qc.ca

MM. David Bowles FEEP 514 875-0505, poste 510

Vice-président (FEEP) et

Directeur général du Collège Charles-Lemoyne

dbowles@cclemoyne.edu

Pierre Lantier FEEP 418 844-3771, poste 35 Directeur général de l'École secondaire Mont-Saint-Sacrement pierre.lantier@mss.qc.ca

Daniel Senay FEEP 514 381-8891, poste 250

Directeur administratif senayd@feep.qc.ca

Jean-Marc St-Jacques FEEP 450 451-0815, poste 323

Président (FEEP) et

Directeur général du Collège Bourget

dg@collegebourget.qc.ca

Comme représentantes et représentants du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M^{mes} Joëlle Jobin DGF 418 528-7406, poste 2500

Directrice générale du financement joelle.jobin@mels.gouv.qc.ca

Maryse Malenfant DEP 418 646-3939, poste 2554

Directrice des établissements privés maryse.malenfant@mels.gouv.qc.ca

Nancy Bastien DGF 418 528-7406, poste 2502

Secrétaire du Comité MEESR-EEP nancy.bastien@mels.gouv.qc.ca

Lucie Pageau DGF-DOFR 418 643-5432, poste 2951

Directrice des opérations financières aux réseaux

lucie.pageau@mels.gouv.qc.ca

MM. Éric Thibault BSM-SRE 418 643-3810 Sous-ministre adjoint au soutien aux réseaux et aux enseignants

eric.thibault@mels.gouv.qc.ca

Serge Dupéré DGF-DPOB 418 643-1497, poste 2475

Directeur des politiques et des opérations budgétaires

serge.dupéré@mels.gouv.qc.ca

Laurent Mercier DGF-DGCAS 418 646-4225, poste 2337

Directeur de la gestion et du contrôle des activités sectorielles

laurent.mercier@mels.gouv.qc.ca

No: 42 Annexe EEP3

PROJET DE MANDAT COMITÉ DE TRAVAIL FINANCEMENT DU TRANSPORT SCOLAIRE DES ÉLEVES FRÉQUENTANT LE RÉSEAU DES ÉEP 2015-2016

MANDAT

- Identifier les problématiques découlant du retrait graduel sur trois ans du financement du transport scolaire des élèves fréquentant les établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions.
- Proposer des pistes de solutions aux problématiques identifiées.

LIVRABLE

Rapport État de situation sur les problématiques entourant le retrait du financement du transport scolaire des élèves fréquentant les établissements d'enseignement privé agréés aux fins de subventions et des pistes de solutions proposées.

COMPOSITION

- MEESR:
 - Joëlle Jobin, DGF
 - Serge Dupéré, DPOB, DGF
 - Rodrigue Thibault, DPOB, DGF
 - Guillaume Gibello, DPOB, DGF
- Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP)
 - Nancy Broosseau
 - Holly Hampson
 - Corinne Levy Sommer
 - Patricia Savard
 - David Bowles
 - Pierre Lanthier
 - Daniel Senay

CALENDRIER

• 19 janvier 2015 : Rencontre de travail.

No : 42 Annexe EEP4

COMITÉ MEESR-EEP GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TRANSPORT SCOLAIRE 2014-2015

LISTE DES MEMBRES

• Comme représentantes et représentants des établissements d'enseignement privés

M^{mes} Nancy Brousseau FEEP 514 381-8891

Directrice générale
BrousseauN@feep.qc.ca

Patricia Savard FEEP 450 589-5621, poste 268

Directrice des ressources humaines et financières du Collège de l'Assomption

patricia.savard@classomption.qc.ca

MM. David Bowles FEEP 514 875-0505, poste 510

Vice-président (FEEP) et

Directeur général du Collège Charles-Lemoyne

dbowles@cclemoyne.edu

Pierre Lantier FEEP 418 844-3771, poste 35 Directeur général de l'École secondaire Mont-Saint-Sacrement pierre.lantier@mss.qc.ca

Daniel Senay FEEP 514 381-8891, poste 250

Directeur administratif senayd@feep.qc.ca

Jean-Marc St-Jacques FEEP 450 451-0815, poste 323

Président (FEEP) et Directeur général du Collège Bourget

dg@collegebourget.qc.ca

Comme représentantes et représentants du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M^{mes} Joëlle Jobin DGF 418 528-7406, poste 2500

Directrice générale du financement joelle.jobin@mels.gouv.qc.ca

Maryse Malenfant DEP 418 646-3939, poste 2554

Directrice des établissements privés maryse.malenfant@mels.gouv.qc.ca

MM. Serge Dupéré DGF-DPOB 418 643-1497, poste 2475

Directeur des politiques et des opérations budgétaires

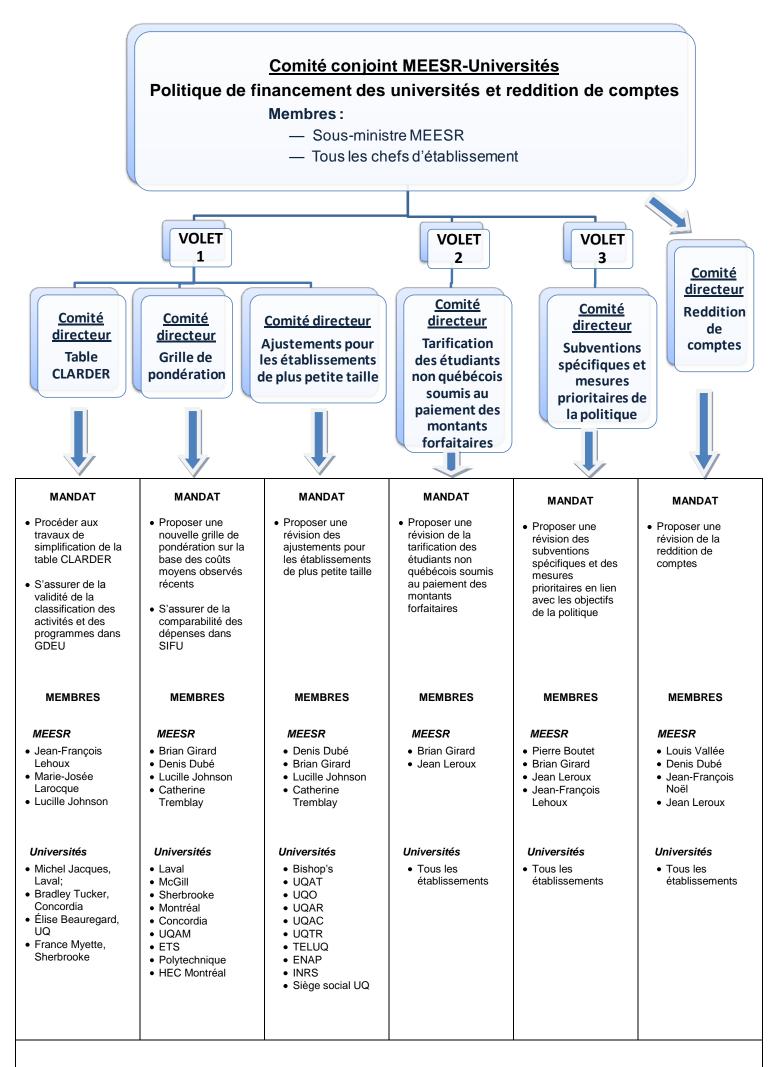
serge.dupéré@mels.gouv.qc.ca

Guillaume Gibello DGF-DPOB 418 643-1497, poste 2466

guillaume.gibello@mels.gouv.qc.ca

Rodrigue Thibault DGF-DPOB 418 643-1497, poste 2479

rodrigue.thibault@mels.gouv.qc.ca



Équipe de soutien

Antoine Goutier, Marjorie Tremblay, Geneviève Girard, Badredinne Chabbou, David Huot, Guy Major Mathieu Gervais, Nicole Guay, Christine Béliveau, Matthieu Levasseur, Sylvain Bernier

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE

Le Conseil est constitué de 22 membres nommés par le gouvernement. De ce nombre, seul le président est rémunéré. Les autres membres sont bénévoles. Le Conseil se réunit minimalement huit fois par année.

Le Conseil peut compter sur cinq commissions pour la réalisation de ses travaux ou pour l'étude de questions particulières. Elles représentent chacune un ordre ou un secteur d'enseignement :

- la Commission de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire*;
- la Commission de l'enseignement secondaire*;
- la Commission de l'enseignement collégial;
- la Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires;
- la Commission de l'éducation des adultes et de la formation continue.

Chaque commission est composée de neuf à quinze membres bénévoles nommés par le Conseil après consultation des institutions et des organismes intéressés par l'ordre ou le secteur d'enseignement visé. Chaque commission se réunit 4 fois par année.

Le Conseil a constitué de plus un comité dont la fonction est de l'assister dans la préparation du rapport sur l'état et les besoins de l'éducation qu'il doit, selon sa loi constitutive, présenter au ministre à tous les deux ans.

Au total, ce sont plus de soixante-quinze personnes qui, par leur engagement citoyen et à titre bénévole, contribuent aux travaux du Conseil et à sa réflexion.

Travaux en cours :

Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire : Innover pour s'adapter à la diversité des élèves, de la maternelle à la 5^e année du secondaire, tel est le thème retenu par le Conseil à sa réunion du 6 juin 2014 (travaux conjoints de deux commissions*).

Enseignement collégial : Le 23 mai 2013, le Conseil confiait à sa Commission de l'enseignement collégial le mandat de préparer un avis sur les arrimages entre les formations collégiales et les formations universitaires.

Enseignement et recherche universitaires : L'essor des nouveaux modes de formation à l'enseignement universitaire, tel est le thème retenu par le Conseil à sa réunion du 17 octobre 2014.

Éducation des adultes et formation continue : Qu'en est-il de l'éducation populaire au Québec? Tel est le thème retenu par le Conseil à sa réunion du 15 novembre 2013.

Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation : Le 26 septembre 2014, le Conseil a confié à un comité le mandat de mener une réflexion sur la justice scolaire.

Liste des membres bénévoles (à l'exception du président) :

• Commission de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

Colette Deaudelin
Nadine Francoeur
Marie-Noëlle Jean
Tony Jenniss
Yves Laflamme

Benoît Laforce
Éloise Lavoie
Réjean Lemay
Mylène Leroux
Christine Trépanier

• Commission de l'enseignement secondaire

Martin Bellemare Evridiki Vicky Giannas Jacques Charest Valérie Lespérance-Trudel

Line Chouinard Édouard Malenfant
Céline Crépin Marc-Albert Paquette
Élise Demers Frédérik Renaud
Madeleine Fauteux Lynn Thomas

• Commission de l'enseignement collégial

Rhys Adams
Sylvain Blais
Stéphane Côté
Alain Desjarlais
Réjeanne Gagnon
Brenda Gareau
Fanny Kingsbury
Marianne Landuyt
Christian Muckle
Sébastien Piché
Annie Rochette
Serge Talbot

• Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires

Pierre Bourque Lynn Lapostolle
Manon Brunet Hélène Lee-Gosselin
Dorothée Charest Belzile Vincent Mauger
Richard Courtemanche Elhadji Mbaye
Suzanne Gilbert Ghyslaine McClure
Léon Harvey Louise Millette

• Commission de l'éducation des adultes et de la formation continue

Michèle Bergeron
Christian Blanchette
Louise Bolduc
Isabelle Coulombe
Frédéric Dénommée
Esther Filion
Nadia Lakrouz
Nadia Lakrouz
Nadia Lakrouz
Nadia Lakrouz
Nadia Lakrouz
Nadia Lakrouz
Chaulie Le Gal
Mélanie Morin
Maryse Porlier
Claudie Solar

• Comité du rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2014-2016

Claude Lessard, président

Line Chouinard Violaine Lemay
Sandrine Gris Amine Tehami
Carole Lavallée Daniel Weinstock

• Table du Conseil supérieur de l'éducation

Claude Lessard, président

Kelly Bellony Isabelle Gonthier
Christian Blanchette Claire Lapointe
Sophie Bouchard Carole Lavallée
Hélène Boucher Édouard Malenfant

Bonny Ann Cameron Janet Mark
Jean-Marc Chouinard Louise Millette
Nathalie Dionne Christian Muckle
Richard Filion Joanne Teasdale
Michelle Fournier Amine Tehami

 $N^o: 42B$

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE

2014-2015

Comité	Liste des membres	Mandat
Ressources humaines	François Biron Robert Marquis Judith Côté Michèle Perron	 Le comité a pour principales fonctions : présenter des recommandations au conseil d'administration quant à la nomination éventuelle d'un ou d'une employée de l'Institut; participer au processus de sélection suite à un processus de recrutement de personnel; après analyse des besoins de l'Institut en matière d'effectif, recommander au conseil d'administration l'adoption du plan d'effectif annuel; toute autre responsabilité que le conseil pourrait lui déléguer de temps à autre.
Comité règles de régie interne	François Biron Robert Marquis Michèle Perron Annie Rochette	 Le comité a pour principales fonctions : faire l'élaboration et la mise à jour des règles de régie interne; recommander au conseil d'administration l'adoption du règlement sur les règles de régie interne; donner son avis sur tout sujet propre à assurer le meilleur fonctionnement possible du conseil d'administration; le président du conseil d'administration a le devoir de l'application du règlement sur les règles de régie interne; donner son avis au conseil d'administration sur toute question que le conseil lui soumettra en lien avec les règles de régie interne.
Comité d'analyse de projets	Donald Bhérer François Biron Robert Marquis Johanne Jean Michèle Perron	 Étudier la phase préliminaire des projets (sous forme de charte de projets) qui seront amenés par la direction de l'Institut. Recommander ou non le développement d'un plan de projet davantage détaillé à être présenté ultérieurement au conseil d'administration pour acceptation. Donner son avis au conseil d'administration sur toute question que le conseil lui soumettra en lien avec les projets de l'Institut.
Comité d'audit	Donald Bhérer, François Biron Robert Marquis Johanne Jean	 Surveiller les normes d'intégrité et de comportement de l'Institut; Surveiller les rapports sur l'information financière de l'Institut; Surveiller les systèmes de contrôle interne de l'Institut; Présenter au conseil d'administration des rapports périodiques sur la gestion financière de l'Institut; Participer à l'audit des états financiers avec le Vérificateur général du Québec.
Comité de veille stratégique	Donald Bhérer François Biron Louise Bryce Robert Marquis Michèle Perron	 Partager une vision commune de ce qu'est le concept de veille stratégique; Apporter des recommandations sur les éléments d'information de la veille stratégique de l'INMQ, si nécessaire; Présenter, le cas échéant, des recommandations au conseil d'administration et sur la réalisation des travaux de veille.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes

RÉPONSE

Les comités de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec comportant des membres provenant de l'extérieur de l'Institut sont les suivants :

1. Conseil d'administration et ses comités

Conseil d'administration

Liste des membres

M. Paolo Di Pietrantonio, président

M^{me} Johanne Blanchard, vice-présidente

M^{me} Lucille Daoust, directrice générale (ITHQ)

M. Daniel Demers

L'honorable Liza Frulla, C.P.

M^{me} Manon Genest

M. François Hanchay

M. Louis-François Marcotte

M. Jacques Parisien

M^{me} Céline Rousseau

Me Louis Vincent

Mandat

Le conseil d'administration assume les responsabilités suivantes :

- 1. adopter les orientations stratégiques de l'Institut et les plans d'action qui en découlent;
- 2. soumettre pour approbation au ministre les prévisions budgétaires annuelles et les plans majeurs d'immobilisation;
- 3. déposer au ministre les états financiers et le rapport annuel de gestion de l'Institut;
- 4. approuver les règles de gouvernance de l'Institut;
- 5. approuver les codes de déontologie applicables aux administrateurs de l'Institut et en assurer l'application;
- 6. approuver les profils de compétence et d'expérience requis pour la nomination des membres du C.A. et transmettre au ministre des recommandations de nomination au C.A.;
- 7. approuver le processus et les critères d'évaluation périodique du C.A., de son président et de ses comités;
- 8. approuver les politiques d'encadrement de la gestion des risques associés à la conduite des affaires de l'Institut et en assurer l'application;
- 9. approuver les politiques majeures en gestion des ressources, à l'exception des ressources humaines (ex. politique de placement);
- 10. évaluer l'évolution de la performance générale de l'Institut en fonction du plan stratégique;
- 11. développer et mettre en œuvre un programme d'accueil et de formation continue pour les administrateurs;
- 12. assurer le respect des droits des utilisateurs des services de l'Institut.

Comité de vérification et de gestion des risques

Liste des membres

M^{me} Johanne Blanchard, présidente du comité M^{me} Gisèle Poirier M. André Saucier

Mandat

Le mandat du comité de vérification et de gestion des risques consiste à :

- 1. examiner et recommander l'approbation du budget, des états financiers et du rapport annuel de gestion;
- 2. examiner et approuver la planification de la vérification interne et en faire le suivi;
- 3. veiller à ce que des mécanismes de contrôle interne soient en place et s'assurer de leur efficacité;
- 4. s'assurer de la mise en place et de l'efficacité d'un processus d'identification et de gestion des risques;
- 5. recommander au C.A. une politique de placements;
- 6. s'assurer de l'utilisation optimale des ressources;
- 7. s'assurer de l'instauration et du suivi périodique des indicateurs clés;
- 8. s'assurer de la mise en place d'un plan directeur des technologies d'information et la protection de la sécurité;
- 9. accomplir toute autre fonction déléguée par résolution du C.A.

Comité de gouvernance et d'éthique

Liste des membres

M^e Louis Vincent, président du comité L'honorable Liza Frulla, C.P. M^{me} Céline Rousseau

Mandat

- 1. recommander au C.A. une politique de gouvernance;
- 2. recommander au C.A. un code de déontologie pour les membres du conseil;
- 3. recommander au C.A. la nomination des membres des comités du C.A. et leur président;
- 4. établir le profil des compétences souhaitées pour le C.A. ainsi qu'une liste de candidatures éventuelles pour le C.A.;
- 5. proposer au C.A. un programme d'accueil et de formation continue pour les membres du C.A.;
- 6. proposer au C.A. un processus et des critères d'évaluation périodique du C.A., de son président et de ses comités;
- 7. accomplir toute autre fonction déléguée par résolution du C.A.

Comité stratégie (comité ad hoc)

Liste des membres

L'honorable Liza Frulla, C.P., présidente du comité M^{me} Lucille Daoust, directrice générale (ITHQ) M^{me} Manon Genest M. Paolo Di Pietrantonio M. Jacques Parisien M^{me} Céline Rousseau

Mandat

Ce comité ad hoc a pour mandat de traiter différents dossiers stratégiques de l'Institut et de faire des recommandations au conseil d'administration.

Honoraires

Les membres du conseil d'administration et de ses comités ne reçoivent aucune rémunération.

2. <u>Comités de sélection pour l'adjudication d'appels d'offres selon une analyse qualitative et prix ajusté le plus bas</u>

Vérification interne

Liste des membres

M^{me} Christine Lepage (ITHQ)

M. Pierre Schetagne (ITHO)

M. Jean-François Bourque, Société du Palais des congrès de Montréal

Développement d'une solution de formation en ligne en hygiène et salubrité

Liste des membres

M^{me} Maya Nguyen (ITHQ)

M. Marco Desrochers (ITHQ)

M. Françis Lefebvre, Société du Palais des congrès de Montréal

Honoraires

Les membres des comités de sélection n'ont reçu aucune rémunération de l'ITHQ.

3. Comité de développement de programmes

Comité de développement – programme Techniques de gestion hôtelière (430.A0)

Liste des membres

M^{me} Julie Latrémouille, Cégep de Saint-Hyacinthe

M. Yannick-Vincent Lavaud, Cégep de Saint-Hyacinthe

M. Patrick Vanasse, Cégep de Saint-Hyacinthe

M. Nicolas Gibeau (ITHQ)

M^{me} Diane Mailloux (ITHQ)

M. Robert Laporte, chargé de projet (ITHQ)

$\label{lem:comité} \begin{center} \textbf{Comité de développement-programme Gestion d'un établissement de restauration} \\ \textbf{(430.B0)} \end{center}$

Liste des membres

M. Franck Balducci, Cégep de Saint-Hyacinthe

- M. Yannick-Vincent Lavaud, Cégep de Saint-Hyacinthe
- M. Patrick Vanasse, Cégep de Saint-Hyacinthe
- M. François Pageau (ITHQ)
- M. François Riopel (ITHQ)
- M^{me} Line Rondeau, chargée de projet (ITHQ)

Mandat

Pour chacun des programmes d'études visés, les livrables étaient les suivants :

- 1. Développer le profil du diplômé;
- 2. Développer la grille des relations objectifs-cours;
- 3. Développer le logigramme;
- 4. Rédiger la fiche descriptive de chacun des cours;
- 5. Rédiger le plan-cadre de chacun des cours.

Honoraires

Le cégep de Saint-Hyacinthe était responsable de la rémunération de toutes les personnes ayant représenté le cégep dans le cadre de ces travaux. Précisons que ces derniers ont principalement été réalisés grâce à la plateforme VIA (à distance).

4. Comité de sélection pour le poste de directeur des finances

Liste des membres

M^{me} Lucille Daoust (ITHQ)

M. Gaëtan DesRosiers (ITHQ)

M^{me} Dalal Benyahya (ITHQ)

M^{me} Danielle Miron, retraitée de la Régie des installations olympiques

Mandat

Participer aux entrevues de sélection des candidats retenus. Analyser la meilleure candidature parmi les candidats reçus en entrevue.

Honoraires

Le membre externe n'a reçu aucune rémunération de la part de l'ITHQ.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes

RÉPONSE

Le mandat du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études est précisé dans la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche, de la Science et de la Technologie. Selon cette loi, le Comité est chargé de conseiller le ministre et le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur toute question qu'il lui soumet relativement :

- > aux programmes d'aide financière institués par la Loi sur l'aide financière aux études;
- ➤ aux droits de scolarité, aux droits d'admission et d'inscription aux services d'enseignement et aux autres droits afférents à tels services;
- > aux mesures ou politiques pouvant avoir des incidences sur l'accessibilité financière aux études.

Le Comité consultatif peut :

- saisir le ministre ou le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de toute question relative à une matière de la compétence du Comité;
- > faire effectuer des études et des recherches;
- > solliciter et recevoir les observations et les suggestions d'individus et de groupes;
- requérir que le ministre ou le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport lui transmette les renseignements disponibles.

Le ministre doit soumettre au Comité consultatif pour avis tout projet de règlement relatif aux programmes d'aide financière aux études ainsi que toute condition qu'il se propose d'inclure dans les règles budgétaires ou toute directive qu'il entend donner aux établissements relativement aux droits de scolarité et aux autres droits.

Composition

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études est composé de 16 membres, dont un président, nommés par le gouvernement après consultation de groupes représentant les étudiants, le personnel d'établissements d'enseignement et les milieux socio-économiques. La durée de leur mandat est d'au plus quatre ans et ce mandat ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

Plus spécifiquement, la loi prévoit que sept membres sont étudiants :

- > un à l'ordre d'enseignement secondaire en formation professionnelle;
- ➤ deux à l'ordre d'enseignement collégial, l'un dans un programme d'études techniques, l'autre dans un programme d'études préuniversitaires;
- > quatre à l'ordre d'enseignement universitaire, respectivement au premier cycle, au deuxième cycle, au troisième cycle et à l'éducation permanente.

La loi précise aussi qu'un membre est enseignant et que cinq membres exercent des fonctions administratives, dont :

- deux au sein d'un collège d'enseignement général et professionnel;
- trois au sein d'un établissement d'enseignement de niveau universitaire.

Enfin, trois membres sont représentatifs des groupes socioéconomiques.

Le sous-ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie et le sous-ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport sont d'office membres adjoints du Comité consultatif mais n'ont pas droit de vote. Ils peuvent désigner une personne pour les suppléer.

Les membres actuels sont :

Pierre Grondin

Président

Directeur des affaires étudiantes, des services communautaires et du développement institutionnel Cégep de Drummondville

Marc-André Legault

Étudiant 2^e cycle universitaire École Polytechnique de Montréal

Francis Marier

Étudiant 1^{er} cycle universitaire Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Gilles Duchesne

Étudiant universitaire à l'éducation permanente Université du Québec à Trois-Rivières

Denis Bussières

Enseignant

Département des sciences fondamentales Université du Québec à Chicoutimi

Carole Martel

Directrice à la vie étudiante Collège Lionel-Groulx

Stephan Tobin

Directeur des dossiers universitaires Registrariat UQAM

Real Del Degan

Directeur à la gestion académique Université McGill

Juliette Perri

Agente de recherche et de planification Services à la vie étudiante- Centre des services d'accueil et de soutien économique UQAM

Sophie Roussin

Analyste

Politiques et réglementations en matière de finances personnelles Union des consommateurs

Raymond Lesage

Sous-ministre adjoint

Aide financière aux études et gouvernance interne des ressources

Honoraires

Les membres du Comité consultatif ne sont pas rémunérés.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes

RÉPONSE

Chaque année, la Commission fait appel à des experts qui proviennent en majorité des collèges et du milieu socioéconomique afin de l'aider dans la réalisation de ses opérations d'évaluation, notamment pour participer aux travaux des <u>comités de visite</u> des établissements et des <u>comités consultatifs</u> mis sur pied, comme le prévoit sa loi constitutive. Tous ces experts agissent à titre bénévole et la CEEC assume leurs dépenses de déplacement (transport, logement et repas) selon les dispositions de la Directive concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par des organismes publics.

Pour que les jugements qu'elle porte et les recommandations qu'elle émet soient crédibles et s'inscrivent dans une perspective d'équivalence pour l'ensemble des établissements, la Commission doit être en mesure d'apprécier la réalité de chaque collège, ce que les visites d'établissement permettent de faire. Chaque visite est effectuée par un comité composé d'un commissaire, d'un employé de l'organisation et de trois experts externes. Ce comité donne son avis sur la performance de l'établissement au regard de chacun des critères d'évaluation préétablis et, par la suite, sur le jugement d'ensemble. En 2014-2015, la Commission a organisé dix-huit visites dans les collèges et trente-neuf personnes ont assisté la Commission à titre d'experts lors de ces visites.

Dans la même optique, des experts sont aussi appelés à siéger comme membres de comités consultatifs qui l'assistent dans ses travaux, notamment afin de vérifier les constats et les analyses qui fondent les jugements formulés par la Commission dans ses rapports. Chacun de ces comités est formé au début d'une opération d'évaluation. Un commissaire en assure la présidence et un membre du personnel est responsable de la coordination des travaux. En 2014-2015, trois comités étaient actifs au regard des opérations suivantes : l'évaluation de l'efficacité des plans stratégiques des cégeps et des plans de réussite des collèges privés non subventionnés, l'évaluation de l'efficacité de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des programmes et de l'évaluation d'un programme des collèges privés non subventionnés et l'évaluation de l'efficacité des systèmes d'assurance qualité des collèges québécois

<u>Liste des membres des comités consultatifs</u>:

L'évaluation de l'efficacité des plans stratégiques des cégeps et des plans de réussite des collèges privés non subventionnés

Luc Amyotte
Serge Bélisle
Line Chouinard
Paulette Dupuis
Daniel Fiset
Gilles Kirouac
Marie-Johanne Lacroix
Suzanne Nadeau
Ninon St-Pierre

L'évaluation de l'efficacité de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des programmes et de l'évaluation d'un programme des collèges privés non subventionnés

Rachid Bêche Florian Côté Guy Côté Francine Forget Pierre Gagnon Lorraine St-Cyr Josée Thivierge

L'évaluation de l'efficacité des systèmes d'assurance qualité des collèges québécois

Sylvie Bernier Nicole Bilodeau Josée Bouchard Christian Corno Marcel Côté Sylvain Delisle Sylvain Dubé Hélène Dubois Jasmine Gauthier Diane Gauvin René Gingras Suzanne Lahaie Vincent Larose Christian Pagé Francine Paquette Karine Provencher Robert St-Amour Marianne St-Onge

Kurt Vignola

<u>Liste des experts externes auxquels la Commission a fait appel en 2014-2015 pour leur participation à des visites d'évaluation</u> :

Luc Amyotte Gérard Aufort Serge Bélisle Normand W. Bernier Nicole Bilodeau Denyse Blanchet Lauraine Boisvert Josée Bouchard Germain Bouffard Guy Côte

Florian Côté Louis Côté Marcel Côté Daniel Delisle Annie Doré-Côté Hélène Dubois Julie Gasse René Gingras Lee Anne Johnston François Labrousse Lucie Lahaie

Vincent Larose Marie-Claude Lauzier Bernard Legault Danielle Malboeuf Louis Morneau Francine Paquette Luce Poulin Réjean Prévost Karine Provencher Marjolaine Roy Michael Sendbuehler Robert St-Amour Lorraine St-Cyr Marianne St-Onge Maude Thériault Roxanne Tremblay Kurt Vignola

Carole Lanoville

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes

RÉPONSE

Aucun comité en 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes

RÉPONSE

Aucun comité en 2014-2015.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes

RÉPONSE

Aucun comité en 2014-2015.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coûts de reconduction des programmes existantes: liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise pour le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise pour le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en oeuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise pour la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2014-2015 seulement.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en oeuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise pour la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2014-2015 seulement.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant:

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; '
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca .

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013,2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

a)

Somme dépensée ¹ 2014-2015		
Opération	Capital	
18 903,1 k\$	3 155,6 k\$	

NOTE:

- 1 Les sommes dépensées couvrent la période du 1er avril 2014 au 31 décembre 2014.
- **b)** L'information est disponible dans le tableau de bord sur l'état de santé des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec. (www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca)
- d) Veuillez vous référer à la question 11.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a) Les dépenses totales en informatique au 28 février 2015 : 3 635,89 \$
- L'information est disponible dans le tableau de bord sur l'état de santé des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec. (www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca)
- d) Veuillez vous référer à la question 11.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013,2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

2014-2015

- a) La planification annuelle en ressources informationnelles pour 2014-2015, inscrite au PARI est de : 5 000 \$
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord du site Internet suivant : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca
- d) Veuillez vous référer à la réponse de la question 11.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013,2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

- a) La dépense totale du 1^{er} avril 2014 au 20 mars 2015 est de 649 694 \$.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/);
- c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits;
- d) Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013,2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

- a) Les ressources informatiques sont fournies en fonction d'une entente entre le CCAFE et le MESRS, laquelle stipule qu'elles sont incluses dans le budget du MESRS.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca
- c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits;
- d) Veuillez référer à la réponse de la question 11.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) pour 2014-2015:

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

a)

			Services	Services
Description	Matériel	Licences	professionnels	techniques
6 portables avec station d'accueil	6 108,54 \$			
Sharepoint Office 365 / licences pour 30				
postes		6 960,00 \$		
Petit Robert / licences pour 10 postes		650,00 \$		
Accompagnement et coaching pour				
soutien à l'implantation d'Office 365			10 000,00 \$	
Stagiaire (politique de gestion des				
courriels)			500,00 \$	
18 batteries pour serveur	1 140,00 \$			
Réparation système de climatisation des				
serveurs			680,50 \$	
Développement d'un nouveau site				
Internet dans Wordpress			12 645,00 \$	
Synchronisation Extranet			877,50 \$	
Hébergement Internet				3 982,70 \$
Total	7 248,54 \$	7 610,00 \$	24 703,00 \$	3 982,70 \$

Un montant de 7 248,54 \$ a été imputé à l'enveloppe « acquisition immobilisations » et une somme de 36 295,70 \$, à l'enveloppe de fonctionnement.

- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site internet https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/
- c) Cette question est non pertinente pour l'étude des crédits
- d) Veuillez référer à la réponse de la question 11.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013,2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

- a) La dépense totale réelle (opération et capital) en 2014-2015 est de 227 059\$. La dépense totale prévue (opération et capital) en 2015-2016 est de 352 472\$.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/);
- c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits;
- d) Veuillez référer à la réponse de la question 11.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013,2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

- a) La dépense totale réelle (opération et capital) en 2014-2015 est de 226 059\$. La dépense totale prévue (opération et capital) en 2015-2016 est de 263 240\$.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/);
- c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits;
- d) Veuillez référer à la réponse de la question 11.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013,2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

- a) La dépense totale réelle (opération et capital) en 2014-2015 est de 288 371\$. La dépense totale prévue (opération et capital) en 2015-2016 est de 375 032\$.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/);
- c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits;
- d) Veuillez référer à la réponse de la question 11.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucune indemnité de retraite pour l'année 2014-2015 pour le personnel régi par la Loi sur la fonction publique.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements,' bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) La réponse à cette question sera transmise par la Direction des ressources humaines du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

INSTITUT NATIONAL DES MINES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucune indemnité de retraite n'a été versée en 2014-2015.

INSTIUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Aucune indemnité de retraite versée.

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements,' bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) Pas d'indemnité de retraite

COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements,' bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucune des indemnités de retraite n'a été versée.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SANTÉ ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements,' bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes
- b) Aucune indemnité de retraite.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - SOCIÉTÉ ET CULTURE ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements,' bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes
- b) Aucune indemnité de retraite.

FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC - NATURE ET TECHNOLOGIES ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements,' bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes
- b) Aucune indemnité de retraite.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

RÉPONSE

Veuillez référer aux réponses aux sous-questions c) et f) de la question 15.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre:

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sir ;a révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2015-2016.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise pour le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

RÉPONSE

L'information sera présentée au <u>rapport annuel 2014-2015</u> des ministères et organismes.

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun:

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'études des crédits.